

*l'Anti*capitaliste

N°174-175 | Février-Mars 2026 | 5 €

la revue mensuelle du NPA

CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET MACRON



DOSSIER
BILAN DES
ÉLECTIONS
MUNICIPALES

CONTRE LE G7
À BAS LA GUERRE

CONTRE LA LOI YADAN
POUR LA PALESTINE

LA QUESTION ANIMALE
EN DÉBATS



DANS LA RUE

ET DANS LES URNES!

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Comité de rédaction. La planète brûle **3**

PREMIER PLAN

Raphaël Greggan. Contre le G7 de la guerre et de l'austérité **4**

André Rosevègue. Loi Yadan : quand l'arc républicain sert à normaliser l'extrême droite **7**

Irving Radillo Murguia. Violence et trafic de drogue au Mexique **9**

Andrea Leonett. Argentine : une grande victoire contre l'extractivisme **11**

Radu Varl. Harcèlement scolaire : les solutions de l'État sont inefficaces **15**

DOSSIER. BILAN DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Julian Mischi. Le mouvement ouvrier et le pouvoir local **17**

Madeleine Parpet, Thomas Rid, Sylvain Pyro. Une élue anticapitaliste à Toulouse **21**

Entretien avec Lysa Bonin. Le but c'est que le NPA intervienne pour tenir la ligne **24**

NPA Alençon. La campagne municipale à Alençon **28**

Koldo Mendi. Bilan d'une expérience militante à la mairie de Bordeaux **30**

Hafiza b. Kreje. RN aux Municipales : pas de vague fascisante ? **32**

DÉBATS. SENTIENCES ET QUESTION ANIMALE

Frédéric Malvaud. La question animale **35**

Commission cause animale. Une approche programmatique **41**

Christine Poupin. Ce que le capitalisme fait au vivant **43**

CULTURE

Alain Tondeur. L'écocide capitaliste en débat **46**

Raphaël Greggan. Combats et débats dans le mouvement du CPE en 2006 **48**

Olivier Sillam. Y a-t-il un cinéma de droite en France ? **50**

FOCUS

Coordination Mâcon solidaire. Un front uni antifasciste pour le 1^{er} mai à Mâcon **52**

Retrouvez notre revue sur le site de **l'Anticapitaliste**
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>.

Couverture : © Photothèque Rouge.



Manifestation du 1^{er} mai à Toulouse, le 1^{er} mai 2026 © NPA 31 / NZW.



Abonnement

France	Plein tarif	Tarif réduit*
11 numéros (1 an)	55 euros	42 euros
6 numéros (6 mois)	30 euros	23 euros
Étranger		
11 numéros (1 an)	61 euros	48 euros
6 numéros (6 mois)	33 euros	26 euros
Prélèvement		
3 numéros (3 mois)	15 euros	11,50 euros

* Jeunes, chômeur-euses, précaires et retraité-es aux faibles revenus.

Chèques à l'ordre de : NSPAC à envoyer à Diffusion Presse 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Joindre la diffusion : 01 48 70 42 31 ou diffusion.presse@npa2009.org.

<https://lanticapitaliste.org/abonnement>

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA-l'Anticapitaliste

Comité de rédaction

Fabienne Dolet, Anjela Gallais-Lavanant, Raphaël Greggan, Pechi Guevara, Thierry Labica, Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache, Hélène Marra, Koldo Mendi, Camille Nashorn, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction

contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction

Raphaël Greggan

Diffusion

diffusion.presse@npa2009.org

Administration

01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire

0519 P 11509

Numéro ISSN

2269-370X

Société éditrice

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage

3 000 exemplaires

Maquette et impression

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

La planète brûle

COMITÉ DE RÉDACTION

Avec du retard, nous publions un numéro double de la revue, où nous revenons sur le bilan des élections municipales, qui donne des éléments de tour de chauffe des élections présidentielles de 2027. Dans un monde où tout se dégrade, notre camp social a besoin de toute urgence d'un arc antifasciste et anti-impérialiste déterminé à aller jusqu'au bout dans la perspective de la transformation révolutionnaire.

Fin mai, la France connaît un épisode de chaleur exceptionnel. Les thermomètres indiquent 34 °C à Brest, Besançon ou Auch. La température moyenne en France dépasse de plus de 9 °C les normales saisonnières. La question n'est pas de savoir si l'on va connaître des pics de chaleur à 50 °C, mais quand en arrivera-t-on là. Ce changement climatique s'accompagne de modifications des précipitations, plus intenses mais plus courtes dans le temps, entraînant une moins bonne irrigation des sols, une diminution de la quantité d'eau disponible et une augmentation des périodes de sécheresse, de un à deux mois sur le territoire. Personne ne se prépare aux modifications majeures que cela va représenter dans nos vies.

Le réchauffement annuel moyen est de +1,9 °C en France par rapport à la période préindustrielle, et il est essentiellement lié à la combustion d'énergies fossiles et en particulier aux activités militaires. Les puissances impérialistes et leur militarisme effréné n'ont pas — et ne peuvent avoir — pour projet de résoudre la crise climatique, ni à la prochaine réunion du G7, ni à aucun moment. Leur objectif reste le partage de leur monde et la course à la guerre (lire l'article de Raphaël Greggan, p. 4).

Plutôt que de dénoncer le génocide en Palestine, les députés macronistes préfèrent empêcher toute forme d'expression de solidarité (lire l'article d'André Rosevègue sur la loi Yadan, p. 7) et proposer des solutions ineptes sur le harcèlement scolaire (lire l'article de Radu Varl, p. 15).

QUI DÉCIDE ? QUI DIRIGE ?

Les dirigeants actuels du monde n'ont aucune réponse à apporter aux crises sociale, économique, écologique et politique. Au contraire, par leur marche à la guerre pour garder leurs prés carrés, ils démontrent chaque jour qu'ils sont les fidèles valets des classes dominantes et de leurs intérêts. Nous avons consacré le dossier de ce numéro au bilan des élections municipales. Avec Julian Mischi, nous nous interrogeons sur la place du mouvement ouvrier dans ces élections et des marges de manœuvre possibles (p. 17). Nous dressons le bilan des différentes expériences du NPA-A dans cette séquence : à Alençon (p. 28), à Saint-Ouen (p. 24) et à Toulouse (p. 21). Nous revenons sur le bilan de Philippe Poutou au conseil municipal de Bordeaux (p. 30). Hafiza b. Kreje interroge le bilan du RN à ces élections (p. 32). Au-delà des particularités locales, ces élections préparent la séquence présidentielle. Face au risque de victoire

de l'extrême droite ou d'une droite réactionnaire et raciste qui s'affichent ouvertement comme telle, la gauche se divise en deux camps : accompagnement social-libéral ou radicalité. De notre point de vue, seule une gauche déterminée à affronter les classes dominantes, une gauche réellement antiraciste et antifasciste peut être un rempart à la vague brune qui vient. C'est tout l'enjeu de la séquence à venir, dans laquelle le NPA-A veut peser de tout son poids. D'où le besoin de revenir sur nos expériences locales d'arc antifasciste (lire l'article de la Coordination Mâcon solidaire, p. 52).

DÉBATS DANS LA GAUCHE

Dans ce numéro, nous continuons les débats sur la question animale (lire pp. 35-46). Nous nous posons la question de la nature politique du cinéma (p. 50). Enfin, nous revenons sur l'expérience de la mobilisation contre le CPE, vingt ans après (p. 48), où la question de l'unité de notre camp et la place de l'extrême gauche ont été des éléments déterminants pour la victoire. L'unité politique suppose que la gauche soit capable de discuter et de ne pas être d'accord, tout en gardant en tête nos intérêts supérieurs d'entraîner l'ensemble des exploités et des opprimés pour en finir avec la société capitaliste. □

Contre le G7 de la guerre et de l'austérité

RAPHAËL GREGGAN

La période récente révèle la lente fin du compromis historique de 1945, où les interventions impérialistes étaient justifiées par une supposée défense de la démocratie ou des droits humains. Les répartitions des sphères d'influence sont restées globalement stables, du moins, ne donnant lieu qu'à des affrontements périphériques. Cependant, la marche à la guerre du 21^e siècle semble bien engagée. C'est dans ce cadre que se tiendra la réunion du G7 du 15 au 17 juin 2026. L'occasion pour notre camp social de rappeler notre détermination anti-guerre et contre les politiques d'austérité qui en découlent.

Les choix politiques de Donald Trump comparable au parcours d'un canard sans tête : improvisation permanente. Début janvier 2026, il fait enlever Nicolas Maduro dans sa demeure de Caracas, à force de bombardement sur le Venezuela. Puis, menace d'envahir le Groenland, enfin, il lance son pays, le 28 février, dans une guerre « éclair » avec l'Iran, sur fond de soutien à la politique expansionniste d'Israël au Sud-Liban et en Cisjordanie et génocidaire à Gaza. Mal lui en a pris, l'Iran résiste et bloque le détroit d'Ormuz, passage obligé de 30 % du commerce mondial du pétrole, entraînant, mécaniquement, une hausse du prix du baril. Est-ce un nouveau « TACO Tuesday »¹ ou bien un problème plus profond ?

RELANCER LES PROFITS ÉTATS-UNIENS

Trump n'a pas été élu par hasard à la présidence, mais pour maintenir les profits des grands patrons états-uniens (ce que Kamala Harris ne pouvait garantir). Cela passe par une guerre économique, notamment contre la Chine.

La question des transports et en particulier la voiture et l'avion, est centrale. Le choix des États-Unis se résume à la formule *drill baby drill*² est de tout miser sur les moteurs à explosion, à l'exception des moteurs électrique de Tesla. La production de pétrole des États-Unis (premier pays producteur

mondial, grâce à l'exploitation du gaz de schiste depuis 2017) n'est pas suffisante pour leur consommation. Ce n'est pas un hasard s'ils s'en sont pris à deux pays producteurs de pétrole. Dans le même temps, la Chine a fait le choix du moteur électrique. L'entreprise chinoise BYD (qui détient 65 % du marché mondial de batterie électrique) investit dans ce secteur depuis 2003 et possède aujourd'hui 20 % du marché mondial des bus électriques. BYD talonne Tesla en nombre de vente de véhicule électrique et son chiffre d'affaires est passé devant celui de Tesla en janvier 2026.

L'informatique est le deuxième secteur économique où la bataille fait rage. L'investissement dans l'intelligence artificielle est colossal : 375 milliards de dollars en 2025 et une perspective de 500 milliards pour 2026. Mais le fonctionnement d'OpenAI (la principale entreprise d'IA états-unienne) repose sur la rapidité, le nombre et la puissance de calcul des puces (notamment Nvidia), donc, en dernière instance, sur l'extraction et le raffinage de terres rares. 80 % de ce marché mondial est détenu par la Chine. Or, le sol du Groenland compterait 36 millions de tonnes de « terres rares » et en exploite que 1,5 million de tonnes. Là encore, les volontés impériales états-uniennes ne sont pas un coup du hasard.

Les États-Unis sont le plus grand importateur mondial (machines de

bureau, véhicules routiers...). Même s'il est impossible de « tout rapatrier » Trump espère relancer la production interne pour limiter sa dépendance. Ce qui explique l'augmentation des droits douaniers, notamment contre la Chine. Les importations chinoises aux États-Unis ont diminué de 30 % entre 2024 et 2025, mais représentent encore 9 % des importations états-uniennes. En novembre 2025, dans le cadre de « l'Initiative la ceinture et la route »³, le président Xi Jinping inaugurerait le mégaport de Chançay (Pérou), détenu à 60 % par l'entreprise chinoise Cosco Shipping. À terme, ce port réduira le temps de transport et l'approvisionnement chinois en matières premières (cuivre, soja, lithium...) et permettra l'exportation de produits manufacturés chinois sur tout le continent. La Chine est aujourd'hui le deuxième partenaire économique des pays d'Amérique du Sud (derrière les États-Unis, mais devant l'Union européenne) et c'est sa porte d'entrée pour le marché nord-américain.

Enfin, dernier secteur pour relancer les profits est celui de la diminution de la valeur de la force de travail états-uniennes. C'est sous ce prisme que l'on peut comprendre l'émergence de l'ICE⁴. Il s'agit de relancer l'emploi en mettant la pression sur les « immigrés », pour faire baisser les salaires de tous les états-uniens et augmenter l'exploitation (cadences, horaires de travail, etc.).

REDÉFINITION DES SPHÈRES D'INFLUENCE

Le mot d'ordre de Trump « Rendre l'Amérique à nouveau grande » (« *Make america great again* », MAGA) est, de fait, un aveu de la faiblesse actuelle des États-Unis. Pour le dire autrement, Les ambitions de domination mondiale et sans partage des États-Unis ne doivent pas occulter les intérêts spécifiques des autres puissances dominantes.

La France subit un contre coût post-covid. En 2025, plus de 68 000 entreprises ont déposé le bilan en France (le niveau le plus élevé depuis 35 ans), principalement dans le bâtiment, le commerce de détail et la restauration. La hausse du coût de la vie (à commencer par le prix de l'essence) va accentuer cette tendance. De plus, 457 000 entreprises françaises ont été radiées des registres du commerce (une augmentation de 50% par rapport à 2024). Cette augmentation des faillites touche également les autres pays européens, comme la Grèce (+40%), l'Italie (+37%) ou l'Allemagne (+11%). Pour limiter cela, le patronat français réclame encore plus de subventions. Mais, comme le rappelle Macron, « *il n'y a pas d'argent magique* ». Il faut donc trouver des ressources pour financer les aides dont bénéficient les entreprises.

Lénine⁵ rappelle que l'impérialisme est marqué par un capitalisme de monopole : « *premièrement, le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement. [...] Deuxièmement, les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières. [...] Troisièmement, le monopole est issu des banques. Autrefois modestes intermédiaires, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. [...] Quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale.* »

Le monopole capitaliste est encore plus radical qu'en 1917. Les 10% les plus riches possèdent 75% du patrimoine mondial. En outre, chaque espace est soumis au capitalisme et à la surexploitation des sols et du vivant.

Concernant les banques et la finance, fin 2025, les cinq plus grandes entreprises liées à l'IA représentaient 30% de l'indice boursier états-unien S&P 500 et 30% de l'indice mondial MSCI World. C'est la plus grande concentration boursière depuis 50 ans.

L'explosion de la bulle boursière de l'IA est imminente, avec des conséquences en cascade, comme l'a montré la crise des subprimes de 2008.

Concernant la politique coloniale, la *Ceinture et la route* s'étend aussi sur le continent Africain. Entre 2006 et 2017, la Chine a investi dans les infrastructures africaines à hauteur de 28,3% des financements publics externes (contre 6% pour la France). Cependant, les investissements chinois en Afrique ont été divisés par deux depuis 2020. Les remboursements des prêts des banques chinoises peuvent être en

« Le mot d'ordre de Trump "Rendre l'Amérique à nouveau grande" est, de fait, un aveu de la faiblesse actuelle des États-Unis. Pour le dire autrement, Les volontés de domination mondiale et sans partage des États-Unis ne doivent pas cacher les volontés spécifiques des autres pays dominants. »

partie réalisé en exportant des matières premières (l'Angola rembourse une partie de ses emprunts en minerai, le Venezuela en pétrole), sapant les revenus des entreprises liées aux anciennes métropoles coloniales. En 20 ans, la France est passée de 15% à 7,5% de part de marché sur le continent africain.

LA GUERRE COMME CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE

En janvier 2026, les dix pays du BRICS+⁶ ont lancé un exercice militaire naval « *Will for Peace 2026* » (« Volonté de paix 2026 ») pendant neuf jours, dirigé par l'armée chinoise au large de l'Afrique du Sud. L'objectif est de

normaliser la coopération militaire entre ces pays. Ces exercices sont réguliers, mais cette année, l'Iran y participait pour la première fois. Cependant, cela n'a pas eu de conséquences directes suite à l'intervention états-unienne, la Chine a préféré se déclarer « neutre », alors que l'Iran fournit 13% du pétrole consommé en Chine (ce qui représente 80% à 90% des exportations pétrolières iraniennes).

Face à la relance guerrière des États-Unis, l'Europe ne peut pas rester l'arme au pied. Les militaires l'ont bien compris. En France, le chef d'état-major des armées, Fabien Mandron, nous rappelait le 18 novembre 2025 qu'il fallait « *accepter de perdre ses enfants* [dans une guerre] ». Lui emboitant le pas, son homologue du Royaume-Uni, Richard Knighton, appelle le 15 décembre à « *une nouvelle ère pour la défense ne signifie pas seulement que notre armée et notre gouvernement se mobilisent [...]* mais que toute notre nation se mobilise ». Cette ligne est résumée par le chef d'état-major de la Bundeswehr, Carsten Breuer, le 15 février 2026 : « *nous avons besoin d'un nouvel état d'esprit.* » L'Allemagne a décidé d'un financement massif de 500 milliards d'euros pour son armée en 2026, dont près de 50% pour les entreprises de l'armement allemandes. Une jolie façon de relancer la croissance de la troisième puissance mondiale (derrière les États-Unis et la Chine), qui était en baisse depuis 2023 et qui semble repartir à la hausse. Le gouvernement Macron tente de suivre la tendance, avec un investissement de 36 milliards d'euro d'ici 2030 et une incitation à financer l'effort militaire. Les banques françaises ont ainsi augmenté de 26% leurs prêts à l'armée sur la période 2025-2026, pour atteindre 46,6 milliards d'euros. Cela représente de l'ordre de 2% du PIB. On est bien loin des 6,6% du PIB investis par la Russie. D'autant plus que les nouvelles méthodes de guerre, testées en Ukraine, ont montré les limites des chars au profit d'une guerre des drones (80% des frappes en première ligne) et le développement de missile anti-drone à courtes portées (lancé depuis un camion et donc beaucoup plus mobile), plutôt que les missiles de croisière. Pour la France et l'Allemagne, il

ne s'agit pas seulement d'investir, mais également de transformer leurs armées pour faire face à l'ensemble des conflits.

Est-ce que le monde doit nécessairement s'embarquer pour une nouvelle guerre ? Voilà la principale question qui sera débattue lors du prochain sommet du G7⁷. Mais il sera bien difficile de trouver un accord en l'absence de la Chine et de la Russie. Il y a fort à parier que les participants vont tenter de trouver un espace de régulation politique contre le va-t'en-guerre états-unien. Cela ne peut plus être ni l'OTAN, ni le Conseil de sécurité de l'ONU, l'un et l'autre refusés par Trump, ni le Conseil de la paix⁸ de ce dernier, refusé par les autres puissances. On assiste donc au délitement du droit international, c'est-à-dire des instances politiques que les pays impérialistes avaient mis en place après la 2^e Guerre mondiale pour réguler les conflits ouverts et limiter leurs impacts à la périphérie du système. Ceci est cohérent avec la fin de la cinquième onde longue du capitalisme⁹ : « *les classes dominantes se radicalisent pour imposer les reculs sociaux qui sont le pendant de la mise sous perfusion du capital, et les libertés démocratiques bourgeoises se réduisent comme une peau de chagrin. Sur le plan international, le triomphe de la mondialisation fait place au chaos géopolitique* ».

Dans ce contexte, nos dirigeants se concentrent sur l'investissement militaire au détriment des besoins de leurs populations, notamment les services publics (santé, éducation) et la sauvegarde des emplois. Le retard économique français est considérable : retard sur le plan des transports, notamment dans la production de voitures électriques, dans la capacité à intensifier l'exploitation (retraites, santé, congés, dont le 1^{er} mai) ou à peser sur les salaires. Ce n'est pas un hasard si le MEDEF rencontre le RN, qui lui promet monts et merveilles trumpiennes, pour maintenir leurs profits après l'échec de dix ans de macronie.

ENSEMBLE CONTRE LE G7 !

Cet échec de la politique néo-libérale de Macron est à mettre à l'actif de notre camp social : révolte des Gilets jaunes

(dont le départ est une mobilisation contre le prix de l'essence à 2€ le litre), révoltes des quartiers populaires, grèves et manifestations contre les réformes des retraites, etc. C'est précisément ce que nous devons reconduire contre le sommet du G7, du 15 au 17 juin prochain à Évian. Le gouvernement ne s'y trompe pas : la frontière avec la Suisse risque d'être fermée, la manifestation est pour l'instant interdite et les édiles locaux refusent de prêter un terrain pour un contre-sommet populaire et anti-guerre.

Ce sommet est l'occasion de renouer

« Nous avons toutes et tous une bonne raison de détester le G7. Nous voulons une autre société. Nous voulons vivre décemment de notre travail. Nous refusons de sombrer pas dans la guerre. Nous voulons d'une planète où l'écologie est respectée. Nous voulons en finir avec les discriminations qui nous tuent. »

avec le mouvement altermondialiste des années 2000. C'est-à-dire un mouvement internationaliste, qui réfléchissait à toutes les échelles sur qui devait prendre les décisions, qui construisait les bases d'un nouveau monde en se coordonnant à une échelle jamais vue. Nous avons toutes et tous une bonne raison de détester le G7. Nous voulons une autre société, qui ne soit pas commandé par des diktats économiques. Nous voulons vivre décemment de notre travail. Nous refusons de sombrer pas dans la guerre. Nous voulons vivre en paix. Nous voulons une planète où l'écologie est respectée et non bafouée pour maintenir les profits.

Nous voulons en finir avec les discriminations (contre les femmes, la LGBTphobie, le racisme et l'islamophobie) qui nous tuent. Pour chacune de ces raisons, le NPA-A participera au contre-sommet du G7, pour revendiquer une société révolutionnée où chacun peut vivre et s'émanciper. □

1) TACO est l'acronyme de « Trump always chickens out » (« Trump se dégonfle toujours »). Le terme trouve son origine à Wall Street, où la stratégie TACO consiste à acheter des actions à bas prix après qu'une annonce de droits de douane a fait chuter leur cours. Ces actions sont ensuite revendues avec un bénéfice, une fois que les droits de douane ont été reportés ou réduits et que le marché a rebondi. Il s'agit d'un jeu de mots sur les campagnes publicitaires des fast-food américains qui font des réductions le mardi.

2) Le slogan « drill baby drill » (en français « fore, chéri, fore ») résume la politique de transformation massive des ressources fossiles. Trump l'a utilisé pendant sa campagne et notamment le jour de son investiture, le 20 janvier 2025, lorsqu'il a retiré la signature des États-Unis à l'accord de Paris sur le climat.

3) L'initiative la ceinture et la route (« Belt and Road initiative » BRI), lancé en 2013 par la Chine, est un vaste projet de liaisons maritimes et de voies ferroviaires entre la Chine, l'Europe et l'Afrique. Ce projet engloberait plus de 68 pays représentant 4,4 milliards d'habitants et 40 % du PIB mondial. Un rapport de l'OTAN constate que « BRI aura une incidence sur le paysage géopolitique du 21^e siècle telle, que la communauté transatlantique ne peut tout simplement pas l'ignorer. » Christian Tybring-Gjedde, Rapport — initiative la ceinture et la route de la Chine, une évaluation stratégique et économie. Site nato-par.int, 2020.

4) Le Service de l'immigration et des douanes des États-Unis (en anglais : United States Immigration and Customs Enforcement, ICE) a été remis sur le devant de la scène par Trump, le 4 juillet 2025 dans son Méga projet de loi (« One big beautiful act ») avec un financement de 85 milliards de dollars pour la construction de centre de détention et un recrutement massif de nouveaux agents pour atteindre 22 000 employés, dépassant le financement de toutes les autres agences fédérales dans l'histoire des États-Unis.

5) Lénine, l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1917.

6) Les BRICS+ (acronyme sur les 5 premiers pays participants) sont un groupe, créé en 2011, de dix pays qui se réunissent en sommets annuels. Ce groupe est constitué du Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Iran, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Indonésie et l'Éthiopie, ayant pour but de rivaliser avec le G7. Ils représentent près de la moitié de la population et 35 % richesses mondiales.

7) Le sommet du G7 se réunit tous les ans depuis 1975. Le G7 regroupe les principales puissances mondiale. Il est constitué de l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, qui détiennent 44 % des richesses mondiales. La Chine (pourtant 2^e puissance mondiale) n'en fait pas partie, ni l'Inde (4^e puissance mondiale). La Russie en a été suspendu en 2014 et s'en est retiré définitivement en 2017.

8) Le conseil de la paix est une instance internationale créé par Trump le 15 janvier 2026 pour « remplacer l'ONU », où il y siège à vie. Pour y participer, il faut verser 1 milliard de dollars à un fond qu'il contrôle.

9) Simon Saissac, L'onde longue dépressive et ses issues possibles. Revue l'anticapitaliste n° 168-169, été-septembre 2025.

Loi Yadan : quand l'arc républicain sert à normaliser l'extrême droite

ANDRÉ ROSEVÈGUE

La proposition de loi Yadan sur les formes renouvelées de l'antisémitisme a été retirée. Ne boudons pas notre plaisir, mais surtout ne nous endormons pas sur ce succès. Cette séquence illustre une manœuvre politique inquiétante de redéfinition du dit « arc républicain ».

Les débats à l'Assemblée nationale sur la proposition de loi 775 présentée par Caroline Yadan, députée des Français résidant à l'étranger (incluant Israël), et signée par une cinquantaine de député-es de droite, du centre et du PS, n'ont pas eu lieu en séance plénière à l'Assemblée. Adoptée difficilement en commission des lois, réécrite après les remarques du Conseil d'État, elle a vu la plupart des député-es du PS retirer leurs signatures. Même le MoDem demandait le renvoi. Il faut dire que cette loi a provoqué, comme la loi Duplomb, une mobilisation citoyenne remarquable et inattendue. La pétition contre la loi a été signée par plus de 700 000 citoyen-nes. Les associations de soutien à la résistance palestinienne, mais aussi diverses organisations de défense des droits humains, ont interpellé l'ensemble des député-es. Certes, la commission des lois a refusé qu'un débat ait lieu en séance plénière sur cette pétition. Une nouvelle fois, la majorité nous a rappelé les limites du droit de pétition : les élu-es peuvent directement mettre à la poubelle la pétition, même quand elle a rempli les conditions, déjà drastiques, pour être validée. Le prétexte était que, la proposition de loi devant être débattue, la discussion de la pétition devenait inutile. Pour qu'elle ne soit pas ensuite débattue !

Le 16 avril, Caroline Yadan a donc annoncé qu'elle renonçait au débat, compte tenu de l'engagement du gouvernement de présenter un projet de loi avant l'été. On ne sait pas à l'heure où j'écris ce qui sortira d'une tentative

d'écriture « transpartisane » promise par Lecornu. Toutefois, cette chorégraphie parlementaire ne doit pas nous faire oublier l'essentiel : La loi, à la fois liberticide et dans la continuité de textes non abrogés, s'inscrit dans une manœuvre plus large visant à tracer un « arc républicain » allant du RN au PS.

UNE PROPOSITION DE LOI LIBÉRTICIDE

La proposition de loi était liberticide dès son article premier : « *Le fait de provoquer directement, même implicitement, à des actes de terrorisme ou de faire publiquement l'apologie de ces actes ou de leurs auteurs, y compris en cas d'apologie, en minorant ou banalisant les actes de façon outrancière, sera puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000€ d'amende.* » Les juristes s'arrachaient les cheveux : provocation implicite ! Dans son entretien avec *l'Humanité*, le juge Trégidic, un ancien du parquet antiterroriste, l'a montré : il s'agirait d'une nouvelle loi créant une insécurité juridique générale par le flou des concepts utilisés, telle que la provocation « implicite » à la haine ! Pour la nécessaire lutte contre l'antisémitisme comme pour toutes les autres formes de racisme, il n'y a en réalité pas besoin de nouvelles lois, il y en a même déjà certaines en surplus.

La loi reprenait l'idée d'un peuple Juif. Qu'est-ce à dire ? Est-on obligé désormais de considérer que les Juifs constituent un peuple ?

On sait que les États-nations tiennent le discours selon lequel ils incarnent la volonté d'un peuple se donnant un

destin national, alors que, souvent, c'est l'État qui décide que ses habitants reconnus nationaux sont « un » peuple. La proposition prétendait faire un délit de la remise en cause de la légitimité d'un État reconnu par la France. On a pu ironiser sur le fait que Caroline Yadan contestait la reconnaissance de l'État de Palestine par la France. Allait-elle être poursuivie si la loi était adoptée ? L'affaire est plus sérieuse : a-t-on oui ou non le droit d'avoir des avis divergents, par exemple, sur le rattachement de Taiwan à la république de Chine ?

La proposition de loi est ainsi liberticide dans sa condamnation de l'antisionisme. Rappelons le plus simplement possible que l'antisionisme n'est pas l'antisémitisme, même si parfois les antisémites se cachent derrière ce terme. Le sionisme politique structuré par Theodor Herzl à la fin du 19^e siècle se donnait pour objectif de faire des communautés juives d'Europe un peuple au sens politique du terme, avec un projet national doté d'une souveraineté sur un territoire, la Palestine historique, dans une logique coloniale assumée.

L'antisionisme se comprend à l'inverse comme la contestation au sein des mondes juifs de ces idéologies ethno-nationalistes, dans une diversité d'approches qui peuvent être religieuses ou non¹. Après la proclamation unilatérale de l'État d'Israël par les sionistes, l'antisionisme reste fidèle à des

valeurs universalistes et ne demande pas, comme certains le prétendent, de rejeter les Juifs à la mer. Il demande que de la mer au Jourdain l'égalité des droits, y compris celui du retour des réfugiés, puisse se réaliser sous une forme ou sous une autre.

Shlomo Sand démontre dans son célèbre pavé dans la mare *Comment le peuple juif fut inventé*, qu'ils ne sont pas un peuple miraculeusement resté endogame, mais un peuple dispersé après la destruction du deuxième temple, qui est resté uni. Des communautés juives se sont installées dans tout le bassin méditerranéen et le judaïsme a été prosélyte pendant plusieurs siècles. Ce qui a fait l'unité des Juifs en Europe, c'est avant tout le christianisme et l'Église catholique, qui ont construit l'idée d'un « peuple juif » en les désignant comme peuple déicide, tandis qu'elle érigeait les chrétiens en peuple de Dieu.

Même en admettant l'existence d'un peuple juif israélien aujourd'hui, cela ne légitime en rien la constitution de l'État en contradiction et en violation permanente du droit international établi au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Israël fait de la colonisation de la Palestine un élément constitutif de son projet national. Il s'agit clairement d'un colonialisme de remplacement. L'antisionisme n'est aujourd'hui qu'un des noms de l'anticolonialisme.

LA LOI YADAN N'EST PAS UN TEXTE ISOLÉ

La loi du 31 juillet 2025, relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur, en est une prémisses. Son exposé des motifs dénonçait un « antisémitisme d'atmosphère » dont la scientificité est bien difficile à définir. Son adoption a eu des effets concrets en rendant plus difficile la mobilisation étudiante en solidarité avec le peuple palestinien, même si elle s'est heureusement maintenue comme on le voit en ce moment dans le soutien aux flottilles vers Gaza.

Un autre texte est sorti il y a quelques semaines dans le même esprit. Un nouveau vade-mecum *Agir contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine à l'école : comprendre, réagir, prévenir* sous l'autorité

de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT et du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République. On y trouve, au milieu de nombre de généralités, les formules visant à qualifier d'antisémites toutes les critiques de l'État d'Israël.

Le document reprend non seulement la définition de l'antisémitisme proposée par l'Alliance internationale pour mémoire de l'Holocauste, qui entérine comme un fait l'existence d'un « peuple juif », mais également les exemples censés l'illustrer, tels que « le refus du droit à l'autodétermination des Juifs en affirmant par exemple que l'existence de l'État d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste » ou encore « l'établissement de comparaisons entre la politique israélienne contemporaine et celle des nazis » — même si la comparaison constitue un procédé analytique légitime, cela ne signifie pas qu'il y a identité.

Ce document doit faire l'objet d'une analyse spécifique, car il est une formidable entreprise de remise en cause de la liberté pédagogique des enseignants au nom, bien sûr, des valeurs de la République.

UNE MANŒUVRE VISANT À TRACER UN « ARC RÉPUBLICAIN » ALLANT DU RN AU PS

Il apparaît que la loi Yadan — portée par des signataires allant de la droite à des figures éminentes du PS comme François Hollande et Jérôme Guedj —, s'inscrit dans une dynamique déjà à l'œuvre au Parlement comme dans l'espace médiatique.

Cette dynamique vise à construire un arc prétendument républicain allant de l'union des droites, où le RN n'est plus qualifié d'extrême droite, jusqu'à la social-démocratie, en rejetant hors des « valeurs de la République » une « extrême gauche » censée commencer avec LFI.

Cette entreprise s'est particulièrement renforcée depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024, alors que le RN n'a pas obtenu la majorité absolue grâce au « front républicain » dans lequel la gauche du NFP a appelé à voter, au second tour, y compris pour des candidat·es macronistes ou de droite — souvent sauvés·es par ces reports de voix, sans toujours s'en montrer reconnaissant·es. Depuis, la présentation de La France insoumise

comme porteuse d'une radicalité antisémite s'est amplifiée.

On peut certes regretter que Jean-Luc Mélenchon, par des jeux de mots laids ou des formules ambiguës confondant parfois Juif et judaïsme, ait fourni du grain à moudre à ses détracteurs. Mais c'est en réalité l'ensemble du soutien populaire à la résistance du peuple palestinien qui se retrouvent visé.

Il est clair que ce nouvel « axe républicain » a pour but et pour effet de banaliser l'extrême droite. Plus encore que Marine Le Pen, c'est Jordan Bardella qui est « dédiabolisé », entre reportages people et déjeuner au MEDEF le 20 avril. Il n'est malheureusement pas certain que cela suffise pour que « les gens d'en bas » qui ont été séduits par le RN au point de penser qu'il fallait « l'essayer », s'en détachent devant cet adoubement patronal.

On a raison à ce sujet d'évoquer les années 1930, où la peur de la Révolution poussait le grand patronat en France comme en Allemagne à chercher cette alliance. Certes, il ne s'agit pas à ce stade d'instaurer un régime fasciste ou nazi. Le projet aujourd'hui est plutôt de rechercher l'instauration de régimes illibéraux, à l'image de la Hongrie d'Orban.

Dans les années 1930, c'est la peur de l'invasion des métèques venus de l'Est qui servait à forger l'unité de la droite et de l'extrême droite. Aujourd'hui, les Juifs, devenus Blancs, ce sont le soutien à Israël et le sionisme qui pourraient les unir. Le RN pourra maintenir un discours anti-immigration, tout en acceptant une politique patronale d'immigration choisie (voir le modèle de Giorgia Meloni). Le vieux fond antisémite de l'extrême droite est toujours là, mais il s'accommode de Juifs sionistes qui soutiennent « leur » État engagé dans la lutte contre les Arabes. Il est facile de voir que ce nouvel arc prétendument républicain est un boulevard pour l'union des droites, et que la participation de l'opération Gluksman-Jadot-Vallaud à la diabolisation de LFI est suicidaire pour cette « gauche de gouvernement » et un très mauvais coup pour l'unité de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs face au danger de l'arrivée au pouvoir du RN. À l'avant-gardedelaluttedesclassesd'aujourd'hui, le soutien à la résistance du peuple palestinien est une boussole. □

1) Sonia Fayman, Béatrice Orès, Michèle Sibony (dir.), *L'Antisionisme, une histoire juive*, Éd. Syllepse

Violence et trafic de drogue au Mexique. Quelle réponse de la gauche révolutionnaire ?

IRVING RADILLO MURGUIA*

Le 22 février, dans une ville de l'ouest du Mexique, l'armée et la Garde nationale, en collaboration avec les services de renseignement états-unien, ont mené une opération contre le Cartel Jalisco Nueva Generación (CJNG) qui s'est soldée par l'exécution de son chef, le célèbre Nemesio Oseguera, alias El Mencho. Même si la présidente Claudia Sheinbaum a affirmé que cette opération faisait suite à un mandat d'arrêt délivré par le Parquet général de la République et non à une injonction de Washington, il est indéniable que les menaces tarifaires et militaires de Donald Trump à l'encontre du Mexique ont exercé une forte pression pour que cette opération soit menée à bien.

La mort du baron de la drogue a déclenché une vague de violence dans plus de la moitié des États du pays, les membres du CJNG ayant bloqué des routes et incendié des commerces, des véhicules et des stations-service, ce qui a entraîné la suspension des activités professionnelles et scolaires ainsi qu'un confinement de la population, comme à l'époque de la pandémie de Covid-19.

LA « GUERRE CONTRE LE NARCO »

La situation de violence que nous vivons au Mexique ne peut être comprise sans tenir compte du contexte créé par la soi-disant « guerre contre la drogue » lancée à partir de 2007. En décembre 2006, Felipe Calderón, du *Partido Acción Nacional* (PAN, « Parti action nationale », droite conservatrice), a accédé à la présidence à la suite d'une fraude électorale au détriment d'Andrés Manuel López Obrador, représentant du progressisme. Des millions de personnes sont descendues dans la rue pour dénoncer les élections frauduleuses et exiger le recomptage des voix. Pour asseoir sa légitimité, Calderón a annoncé une « guerre contre le narcotraffic » quelques semaines seulement après son entrée en fonction, dans le cadre de laquelle il a fait

sortir les militaires de leurs casernes pour affronter les cartels. Le message adressé à la société mexicaine était clair : tu dois choisir ton camp, soit tu es avec le gouvernement, soit tu es avec les criminels.

Le mandat de Calderón s'est achevé sur une hausse de 148% du nombre d'homicides, plus de 17 000 personnes disparues et 230 000 personnes déplacées en raison de la violence, ainsi que des violations des droits humains et une stratégie de sécurité fondée sur la militarisation, poursuivie par les président-es suivant-es. De plus, il a été démontré que cette prétendue « guerre » n'était rien d'autre que le recours aux forces de l'État pour favoriser certains cartels au détriment d'autres, puisque le ministre de la Sécurité publique de Calderón, Genaro García Luna, a été arrêté et condamné en 2024 aux États-Unis pour trafic de drogue, ses liens avec le cartel de Sinaloa ayant été établis.

Nous qui vivons au Mexique savons bien que la chute d'un baron de la drogue ne signifie pas la fin de la violence. La « guerre contre le narcotraffic » nous a appris qu'après la décapitation d'un cartel s'ensuivent des luttes de pouvoir entre les cadres intermédiaires pour la succession, ainsi

que des actes de vengeance contre l'État mexicain et des attaques contre des cartels rivaux qui profiteront de ce moment de faiblesse pour gagner en influence. Et cela s'explique par le fait que, même si El Mencho est tombé, les structures transnationales qui produisent, alimentent et exploitent ces barons de la drogue sont toujours en place.

LE CAPITALISME ET LE NARCO, UN PROBLÈME STRUCTUREL

Les grands centres de consommation de drogue et les entreprises d'armement ont besoin, au Mexique, d'organisations illégales qui produisent les substances qu'ils et elles consomment et qui soient des acheteurs fidèles de leurs produits de guerre. Même si Washington s'indigne face au trafic de drogue et à la violence, les faits montrent que les armes des cartels ont été vendues par des entreprises états-unienues profitant de la législation permissive de ce pays. Entre 2012 et 2025, les autorités mexicaines ont saisi 137 000 cartouches provenant non pas d'armureries commerciales, mais

de l'usine militaire Lake City Army Ammunition Plant, propriété de l'État, située dans le Missouri. De plus, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a déclaré que 85% des armes saisies lors de l'opération contre El Mencho provenaient des États-Unis.

Le trafic de drogue est une activité économique régie par les lois capitalistes de la concurrence et de la recherche du profit maximal. Les cartels sont des entreprises qui, en opérant dans l'illégalité, poussent ces dynamiques économiques jusqu'à leurs dernières conséquences, mettant ainsi en évidence la forme la plus violente d'un système qui réduit l'être humain à une simple main-d'œuvre jetable.

Il existe un solide réseau commercial international qui assure la distribution et la commercialisation de la drogue. De plus, les cartels ont diversifié leurs activités pour s'étendre à d'autres secteurs économiques, tant illégaux (traite des êtres humains, trafic d'armes, vente d'organes et racket) que légaux (l'agro-industrie avocatière ainsi que les secteurs de la restauration et des loisirs).

Dans plusieurs territoires contrôlés par le crime organisé, on trouve des mégaprojets d'exploitation minière, tels que des mines et des barrages, et ce crime organisé est impliqué dans des agressions contre des travailleuses et travailleurs syndiqué-es, des journalistes et des militant-es qui défendent l'environnement. Il y a quelques jours, le groupe d'experts du T-MEC a révélé que la société minière canadienne Camino Rojo, qui opère dans l'État de Zacatecas, au nord du pays, avait eu recours à des narcotraffiquant-es pour menacer les travailleur-ses du Syndicat national des mineurs après leur victoire aux élections syndicales.

Le pouvoir sociopolitique des cartels découle de leur immense puissance économique et des actes de violence qu'ils commettent pour garantir leurs profits, tels que l'intimidation, les assassinats, les disparitions forcées, le blanchiment d'argent, l'enrichissement illicite par des injections de capitaux, la corruption et la complicité avec les forces de sécurité de l'État.

Des décennies de politiques néolibérales ont accru la précarité, la migration et le travail dissimulé, ainsi que l'exode rural et le manque d'opportunités. Ces

conditions de vie difficiles, combinées aux idées individualistes, méritocratiques et prônant une concurrence impitoyable véhiculées par le néolibéralisme, ont poussé de nombreuses personnes, en particulier des jeunes, à se mettre au service du crime organisé dans l'espoir d'une vie meilleure.

« Les grands centres de consommation de drogue et les entreprises d'armement ont besoin, d'organisations illégales au Mexique, qui produisent les substances qu'ils et elles consomment et qui soient des acheteurs fidèles de leurs produits de guerre. »

La déréglementation du commerce international dans le cadre de l'ALENA puis de l'ACEUM (accords de libre-échange États-Unis-Canada-Mexique), ainsi que la subordination du Mexique à la grande puissance du nord, ont permis l'entrée d'armes de gros calibre dans notre pays et nous ont amené-es à devenir les fournisseur-ses du marché de la drogue aux États-Unis.

UNE SEULE ISSUE : LA RUPTURE AVEC LE SYSTÈME

On le constate : la violence liée au crime organisé n'est pas un problème aisé à résoudre. S'agissant d'un phénomène systémique, l'analyser dans toute sa complexité constitue une première étape et nous ne pourrons y remédier qu'à travers des changements systémiques.

Au sein de la gauche révolutionnaire mexicaine, nous sommes convaincu-es que, tout en œuvrant à la destruction de ce système capitaliste mortifère

qui engendre le trafic de drogue, nous devons toujours nous ranger du côté des victimes de la violence et soutenir les initiatives qui émanent des classes populaires. C'est pourquoi nous sommes en contact avec les associations de mères de personnes disparues et que nous les soutenons dans leurs revendications et leurs mobilisations ; nous avons également participé aux manifestations pour la paix et contre la militarisation et l'intervention américaine. Nous estimons que nos priorités sont les suivantes :

– Renforcer les liens communautaires afin de nous protéger collectivement contre la violence.

– Dénoncer l'hypocrisie et la responsabilité des puissances impérialistes telles que les États-Unis, qui tirent profit, tant sur le plan politique qu'économique, de l'insécurité de ce côté-ci de la frontière.

– Dénoncer les dangers des stratégies de sécurité fondées sur le recours aux forces armées, en raison des violations des droits humains qu'elles entraînent et du transfert progressif du pouvoir politique vers le pouvoir militaire.

– Étudier d'autres stratégies de sécurité mises en place par les communautés, comme les polices communautaires des régions montagneuses et côtières de l'État de Guerrero (sud du Mexique) ou les « caracoles » zapatistes.

– Rejeter les discours qui criminalisent et stigmatisent les classes populaires en les présentant comme des trafiquant-es de drogue en puissance, ainsi que les tentatives de la droite visant à établir un lien entre la crise sécuritaire et la prétendue « perte des valeurs familiales » qu'elle attribue aux avancées en matière de droits des femmes et des personnes LGBTQ+.

– Nous solidariser avec les victimes et leurs proches, les accompagner dans les actions qu'ils et elles décident d'entreprendre, contribuer à renforcer la conscience politique et la confiance en soi, et encourager les processus d'organisation de gauche à partir des revendications en faveur de la paix et de la sécurité.

– Aborder le problème dans une perspective de classe et aider à le comprendre, en l'absence d'analyses suffisamment approfondies. □

*Irving Radillo Murguía est militant du Movimiento Socialista del Poder Popular (Mexique)

Au sud du Sud global : une grande victoire contre l'extractivisme

ANDREA LEONETT*

Cette histoire cherche à faire connaître un exploit populaire pour la défense de l'eau et du territoire dans un petit bout du monde, Chubut, dans le sud de l'Argentine actuelle, mais que dans la vision mapuche on nomme Wallmapu, sans frontières entre les États. Il s'agit d'une « pueblada », un soulèvement populaire : vous ne trouverez donc ici qu'une infime partie de cette histoire, un regard aussi personnel que politique, un récit parmi tant d'autres, un petit bout de peuple. Celui qui a été protagoniste du « Chubutazo ».

Du fait des aléas que nous réserve la vie et les opportunités que nous offre le militantisme, en novembre 2025, je me trouvais à Amsterdam, à l'école écosocialiste de la IV^e Internationale. C'était le troisième jour et la conférence portait sur l'écosocialisme. C'était mon tour de prendre la parole lors du débat en groupe sur les enjeux de la lutte socio-environnementale. Dans mon intervention, j'ai évoqué la lutte menée dans ma province, le Chubut, où la population a gagné le bras-de-fer à une puissante alliance entre l'État et les multinationales. Cela m'émeut toujours quand j'en parle, et j'en parle toujours avec fierté.

Quand j'ai fini de prendre la parole, j'ai regardé mon téléphone. J'avais reçu un message : « *Relaxé-es... Je vous envoie un gros câlin, les camarades* ». Je suis restée figée et les larmes ont commencé à couler sans que je puisse les retenir. Je ne savais pas que le poids des émotions et des tensions était si lourd, jusqu'à ce que je commence à le ressentir dans tout mon corps après avoir lu ce message. J'avais besoin de partager ça, car si notre engagement nous a appris quelque chose, c'est bien de partager les bons et les mauvais moments ; c'est seulement ainsi que tout devient plus réel. Mon camarade assis à côté de moi a pu lire le message et m'a prise dans ses bras, partageant mon émotion. À la fin de la journée, ces

embrassades se sont multipliées avec le groupe de Latino-Américain-es (et un Basque) qui connaissaient déjà ma situation et la lutte dans mon village. Avec quatre camarades, nous avons fait l'objet d'une procédure judiciaire qui a duré près de cinq ans. Le gouvernement a transposé un conflit social et politique sur le terrain judiciaire, afin de tenter d'isoler les figures de proue et de fragmenter la lutte, dans le but de nous condamner pour nous être opposé-es à l'exploitation minière à grande échelle.

LA LUTTE PAIE

En décembre 2020, les assemblées des communautés de Chubut ont présenté, pour la deuxième fois, un projet d'Initiative populaire (mécanisme de démocratie directe prévu par notre constitution pour permettre l'élaboration de projets de loi à l'initiative de la base). Le premier, présenté en 2014, avait été manipulé par les député-es, qui avaient modifié des articles sensibles, altérant ainsi l'esprit de la loi, dans le but d'autoriser l'exploitation minière à grande échelle. Un scandale de corruption particulièrement flagrant a éclaté à cette occasion : en pleine séance, l'œil avisé d'une photographe a immortalisé le moment précis où le député Muñiz recevait des instructions d'une société minière par SMS. L'entreprise rédigeait directement les articles qui devaient être modifiés. Telle était la force de la pression exercée par les

multinationales et de la corruption des législateurs provinciaux. La population a pu voir clairement comment agissent ses bourreaux. Ils ont finalement adopté ce projet de loi amendé, qui était bien loin de celui présenté par la population, transformant ainsi l'Initiative Populaire en un plan de zonage minier déguisé. Les assemblées ont poursuivi la lutte en intentant des actions en justice qui, en janvier 2016, ont abouti à l'abrogation de cette « loi bidon ».

Le deuxième projet a fait l'objet d'une mobilisation intense sur l'ensemble du territoire : plus de 40 000 signatures ont été recueillies dans une province de 600 000 habitant-es, ce qui a constitué une expression sans équivoque de la volonté populaire. L'objectif était d'interdire l'exploitation minière à grande échelle dans la province de Chubut, car bien qu'une loi provinciale interdise l'exploitation minière métallifère à ciel ouvert et l'utilisation du cyanure, elle autorise le zonage après approbation de l'assemblée législative. Le zonage est le mécanisme utilisé pour créer des zones de sacrifice ; il s'agit d'un aménagement du territoire par l'État, qui le divise en parcelles afin de réglementer l'utilisation des sols et les activités qui y sont autorisées. C'est ainsi que les

multinationales et les gouvernements mettent toute leur structure au service de leurs intérêts pour acheter des faveurs et extorquer la population. De grands projets miniers sont implantés sur le plateau de notre province, où les communautés sont petites, éloignées des grandes villes, et où, depuis des années, des conditions défavorables sont créées pour les personnes qui y vivent, dans le but de dépeupler cette région et de présenter des projets d'exploitation comme les sauveurs de cette crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée. Le jour même où l'initiative populaire a été déposée pour être examinée par l'assemblée législative provinciale, le gouvernement de Mariano Arcioni — qui était alors gouverneur — a également présenté le projet de zonage minier. À partir de ce moment-là, les deux processus ont suivi leur cours : d'un côté, celui du peuple, de l'autre, celui du pouvoir économique.

En mai 2021, les député-es ont décidé que notre projet ne méritait même pas d'être examiné sérieusement au sein de l'assemblée et l'ont rejeté. Le sentiment de frustration de ceux et celles d'entre nous qui avions milité pour cette initiative populaire était immense : en quelques secondes, on nous avait privé-es de la possibilité de voir se concrétiser en loi la volonté du peuple, qui, à travers ce projet, clamait haut et fort que l'extractivisme n'était pas le modèle à suivre. La décision des assemblées de toute la province était prise : si l'initiative populaire était rejetée, nous irions bloquer toutes les routes.

Et c'est ce qui s'est passé. À Trelew, aux côtés des habitant-es de Puerto Madryn, de Rawson et de la basse vallée du Chubut, nous avons bloqué la route nationale n°3 pendant trois jours. Les gens venaient nous voir, des familles entières y ont participé, et nous avons reçu des dons réguliers pour soutenir notre action. Les drapeaux en faveur de l'eau et du territoire flottaient haut dans les airs. L'ambiance était tendue, mais aussi joyeuse. Cette joie que l'on ressent quand on sait que, lorsque l'on s'en prend au peuple, celui-ci riposte, avec les modes d'action que nous avons historiquement utilisées en Argentine lorsqu'il s'agit de défendre ou de conquérir des droits : le *piquete*,

la grève, le barrage routier, la manifestation dans la rue.

Toute la province s'est mobilisée, ce qui a donné un élan supplémentaire à chacune des actions. Au bout de trois jours, le gouvernement a lancé une opération d'évacuation disproportionnée. Cette nuit-là, une assemblée s'est tenue sur la route et quatre intermédiaires ont été désigné-es pour négocier avec les forces répressives et organiser un départ en bon ordre. Les autres devaient se placer sur le bord de la chaussée et devaient former une chaîne humaine pour protéger chaque voisin-e. Je faisais partie de ces quatre personnes mandatées.

Tout s'est déroulé exactement comme prévu. C'était une fierté de voir autant d'organisation populaire faire face à un tel dispositif répressif. Le gouvernement a mobilisé jusqu'au dernier poli-

« *Le deuxième projet sur l'exploitation minière dans la province de Chubut a fait l'objet d'une mobilisation intense pour son interdiction sur l'ensemble du territoire : plus de 40 000 signatures ont été recueillies dans une province de 600 000 habitant-es* »

cier de la province sur la route. Dans leurs yeux et dans leurs gestes, on voyait bien qu'ils voulaient réprimer et emmener le plus grand nombre possible de personnes arrêtées. Mais l'assemblée a répondu calmement et avec une grande organisation. Le bien-fondé de notre revendication, notre volonté de défendre l'eau et le territoire, renforçaient notre détermination.

Finalement, parmi toutes les personnes présentes ce matin-là, seules trois ont été emmenées en garde à vue, car impossible pour eux de justifier un tel dispositif policier sans procéder à une arrestation. Nous les avons accompagné-es au commissariat, comme

toujours, jusqu'à ce que ces camarades soient libéré-es.

C'est à partir de cette aube du 9 mai 2021 qu'a débuté la procédure devant la justice fédérale, qui vient seulement aujourd'hui de connaître une issue favorable pour nous. Nous avons été pris-es pour cible pour avoir signé le procès-verbal d'expulsion de la route. Même si cette action nous a valu une lourde procédure judiciaire, nous estimons avoir fait ce qu'il fallait en donnant la priorité à la nécessité de préserver la sécurité de tou-tes les voisin-es. L'alternative aurait été une répression effrénée aux conséquences incalculables pour le mouvement populaire.

Il est impossible de raconter dans cet article tout ce que nous avons vécu lors de ce barrage routier. Encore aujourd'hui, lorsque nous discutons avec nos camarades et que nous nous remémorons ces jours-là, de nouvelles anecdotes refont surface. De nombreux sentiments et enseignements sont restés gravés dans la mémoire de celles et ceux qui ont participé à cette action, un tournant dans l'histoire de la lutte socio-environnementale à Chubut. Mais, en fait, ces journées ont été le prélude à un événement encore plus grand.

LE « CHUBUTAZO »

En Argentine, les violents soulèvements ouvrier-es et étudiant-es qui se sont multipliés à partir de 1969 ont été baptisés *Azos*. Il s'agissait de révoltes populaires qui ont affronté les dictatures militaires, comme le *Cordobazo*, le *Rosarioazo*, le *Tucumanazo*, le *Trelewazo* de 1972 et bien d'autres. Dans notre province, le premier *Chubutazo* a eu lieu dans les années 1990 en réponse à la grave crise sociale et économique sous le gouvernement de Néstor Perl. À la suite de ces révoltes populaires, le gouverneur a été contraint de démissionner. Cet événement historique a créé un précédent important pour les luttes et les résistances à venir, gravant dans la mémoire collective ce qu'un peuple peut accomplir lorsqu'il se soulève.

Mariano Arcioni a exercé ses fonctions de gouverneur entre 2017 et 2023. La province traversait alors une grave crise due à ses politiques d'austérité et à une gestion qui ne servait en rien les intérêts de la population. Le climat était très tendu. On assistait à des manifestations de grande ampleur dans les

secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que parmi les employé-es de la justice et les agent-es des services routiers. Il était courant de voir des ministères occupés, des routes bloquées, des tentes de l'unité (des campements permanents regroupant divers secteurs de la fonction publique unis dans une même action) et une présence forte et constante dans les rues, notamment de la part des fonctionnaires.

En 2019, à la suite d'une grande mobilisation dont les enseignant-es étaient les principaux acteurs, deux employées de ce secteur ont trouvé la mort dans un accident de la route alors qu'elles rentraient chez elles après avoir participé à cette mobilisation dans la capitale provinciale. La réaction populaire face à la douleur et au sentiment d'impuissance suscités par ces décès a été de mettre le feu, cette même nuit, au bâtiment de l'Assemblée législative de la province.

Le malaise grandissait, les travailleur-ses ne trouvaient pas de réponse à leurs revendications. C'est alors qu'est survenue la pandémie, et le versement échelonné des salaires a conduit à une situation inédite où le personnel de santé est resté trois mois sans être rémunéré. Tout cela dans un contexte de répression croissante et de contrôles renforcés. La présence policière s'est intensifiée dans les quartiers et lors des mobilisations, allant jusqu'à des arrestations arbitraires et des actes de torture à l'encontre de camarades du mouvement « Non à la mine ».

UN CONTEXTE MARQUÉ PAR UN PROFOND SENTIMENT DE LASSITUDE

C'est dans ce contexte que, le mercredi 15 décembre 2021, lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée législative de Chubut, a été adopté le projet de zonage minier qui ouvrait la voie à la destruction et au pillage de notre territoire.

Nous étions très peu nombreu-ses, à l'extérieur de l'enceinte, à suivre la séance en direct. Lorsque l'adoption du projet a été annoncée, la tristesse était totale et nous nous sommes senti-es anéanti-es. Nous nous sommes pris-es dans les bras et avons pleuré ensemble, ne sachant pas vraiment comment réagir. Nous avons commencé à relayer sur les réseaux sociaux ce qui venait de se passer et, soudain, des gens ont commencé à arriver, de plus en plus nombreu-ses. La colère

était palpable, et pas seulement au niveau individuel : c'était une rage collective. D'un seul coup, l'hémicycle était bondé et cette colère a commencé à prendre forme.

En l'espace de quelques heures, des centaines de personnes hurlaient de tout leur cœur contre les fonctionnaires complices du pouvoir. L'étincelle avait jailli : c'est ainsi que commençait le deuxième Chubutazo.

La police ne savait pas trop quoi faire, la peur se lisait sur leurs visages. Iels se sont retrouvé-es acculé-es dans

« *Tout à coup, ces rues qui nous avaient vus défiler pacifiquement pendant tant d'années se sont remplies de rage. La colère accumulée par tant de travailleur-ses qui traversaient une période très difficile, par tant de jeunes qui subissaient la violence policière dans leurs quartiers, a explosé lorsque la goutte d'eau a fait déborder le vase.* »

les escaliers ; leur objectif était d'empêcher l'accès à l'intérieur du parlement et de protéger les député-es qui venaient de nous condamner à mort, y compris la leur. Ces barrières qui visaient à nous tenir à distance ont soudainement été arrachées et nous les avons placées à l'arrière, par là où ces lâches voulaient s'enfuir. Au milieu des gaz lacrymogènes et alors que la répression commençait, iels sont simplement parti-es dans leurs 4x4 de luxe, ceux dont on se souvient encore aujourd'hui comme de la pire assemblée législative de l'histoire. Au service d'un gouvernement qui n'a fait que causer du tort et de la souffrance à notre peuple.

À partir de ce moment-là, la colère a éclaté, car ce qu'iels avaient fait était sans précédent, cela ne pouvait pas être accepté comme ça, et c'est ainsi que nous avons assisté à l'une des plus grandes manifestations de dignité et de résistance de l'histoire de Chubut. Cette première nuit, il s'est passé de tout : deux camarades ont été emmenées, arrêtées en secret au sein même de l'assemblée législative. La tension montait, la foule grossissait. Nous avons résisté à une répression qui a duré près de six heures ; cette nuit-là, personne n'a dormi.

La solidarité des habitant-es de Rawson a été incroyable : iels nous ont ouvert les portes de leurs maisons pour nous protéger de la répression et se sont occupé-es de nous avec beaucoup d'attention. Je me souviens m'être évanouie en plein milieu de la répression à cause des gaz lacrymogènes et d'une balle en caoutchouc qui m'a touchée au front. J'ai été secourue par des camarades qui, au risque d'être arrêté-es, ont décidé de ne pas m'abandonner et m'ont traînée hors de cette première ligne. J'ai été soignée chez une voisine qui nous a aidées avec tout son amour. Jeudi, les rassemblements ont été massifs dans toute la province. À Rawson, la capitale, tout a pris feu. Le siège du gouvernement, la Cour suprême de justice, les voitures de police du commissariat, les bâtiments publics des autorités régionales : tout était en flammes. Tout à coup, ces rues qui nous avaient vus défiler pacifiquement pendant tant d'années se sont remplies de rage et d'une volonté collective de tout détruire. La colère accumulée par tant de travailleur-ses qui traversaient une période très difficile, par tant de jeunes qui subissaient la violence policière dans leurs quartiers, a explosé lorsque la goutte d'eau a fait déborder le vase : l'audace d'adopter une loi qui nous condamnait à davantage de misère et de mort. Tout cela s'est déroulé pendant sept jours au cours d'une bataille rangée où, malgré la répression brutale, les gens n'ont cessé de rejoindre les manifestations. Nous avons formé des tranchées, avec des pierres et quelques pancartes qui nous servaient de boucliers pour résister et faire face aux balles.

Il y a eu des manifestations pacifiques auxquelles des centaines de familles ont participé en chantant et en brandissant des banderoles aux slogans pleins d'esprit, mais il y a aussi eu des moments où la colère s'est exprimée par des actions directes. Car lorsque les gouvernements recourent à la violence, le peuple réagit comme il le peut et le fait en légitime défense. Il n'y a pas d'acte plus souverain et plus digne qu'une rébellion populaire.

Le lundi 20 décembre 2021 marquait le vingtième anniversaire de cette révolte populaire qui s'est déroulée dans le contexte d'une crise politique, économique, sociale et institutionnelle entrée dans l'histoire sous le nom d'« Argentinazo ». Sous le slogan « *Que se vayan todos* » (« *Qu'ils s'en aillent tou-tes* »), le peuple argentin s'est révolté contre le gouvernement de Fernando De La Rúa, qui a été contraint de démissionner.

Au cours de ces journées de 2001, la répression policière sanglante a coûté la vie à trente-huit personnes et fait des centaines de blessé-es. Le mois de décembre nous fait toujours souffrir, mais il nous invite aussi à poursuivre sur les traces de ceux qui ont donné leur vie en luttant.

En pleine vague de protestations du « chubutazo », et alors que le souvenir de l'« argentinazo » nous brûlait encore la poitrine, une route nationale a été bloquée, celle-là même où, quelques mois auparavant, nous nous étions battu-es pour l'initiative populaire. Ce fut un blocage intense, massif et complexe. En plein milieu de l'action, des rumeurs concernant l'abrogation de la loi sur le zonage minier ont commencé à circuler. Le secteur de la pêche, représenté par son syndicat, a également appris qu'une loi préjudiciable aux travailleur-ses du secteur ne serait pas adoptée. Au bout de plusieurs heures, le barrage a été levé et nous avons quitté la route pour nous diriger vers le centre-ville de Trelew. Un rassemblement a eu lieu sur la place et un nouvel appel à la mobilisation a été lancé pour le lendemain à Rawson. Immédiatement après, le journal pro-minier de la province (*Diario El Chubut*) a été incendié. Complice des multinationales et au service du pouvoir, ce média avait joué un rôle central dans le lobby minier. Le peuple

avait identifié ses ennemi-es et rendu justice.

Le mardi 21 décembre, sept jours après son adoption, l'assemblée législative de la province a abrogé la loi sur le zonage minier. Le peuple a triomphé. Le sentiment qui nous a envahis ce jour-là est indescriptible. Nous étions nombreux-ses, les embrassades et les larmes jaillissaient de nos corps fatigués, nous avions réussi. Différents gouvernements avaient tenté de faire adopter cette loi, Arcioni avait finalement réussi à respecter le pacte de pouvoir. Mais la fête n'a duré que sept jours. Iels n'ont pas pu vaincre le peuple.

Ce jour-là, on a fait la fête sur la place, on a dansé la *cumbia*. Ce fut l'un des jours les plus heureux de ma vie. Voir

« De la mer à la cordillère, en passant par le plateau, notre province a été le berceau de luttes cruciales pour la défense des biens communs. Le « Chubutazo » est lui aussi le fruit de toute cette histoire, et il nous incombe de poursuivre ce combat »

la préfecture en feu, puis, après cette victoire collective, voir les visages rayonnants de tant de camarades, de mon amie, de tant d'ami-es, cela est resté gravé à jamais dans ma mémoire et mon cœur.

LA LUTTE CONTINUE

Nous sommes conscient-es que le capitalisme continuera à s'étendre sur nos corps et nos territoires, et qu'il s'attaquera toujours à nos biens communs. Ce qui, pour nous, est un territoire où vivent des êtres humains et des espèces non humaines représente pour eux une richesse à exploiter ; et tou-tes celles et ceux qui s'opposent à leur projet de spoliation seront persécutés-es et puni-es, à l'instar des communautés autochtones et des habitant-es

qui se sont battu-es lors des journées du « Chubutazo ».

Le gouvernement actuel d'Ignacio Torres, tout en relançant des projets miniers, s'en est pris avec acharnement aux jeunes accusé-es d'avoir causé des dégâts matériels lors du « Chubutazo ». Iels étaient huit. La veille de l'annonce du verdict, l'un de ces jeunes s'est suicidé : Lautaro Martínez. Présent, aujourd'hui et pour toujours. Merci pour ton combat courageux.

Cette affaire a été entachée d'innombrables irrégularités. Finalement, en l'absence de preuves, six voisin-es ont été condamné-es et deux d'entre eux sont aujourd'hui en prison. On se bat actuellement pour leur libération.

Cette petite victoire crée un précédent qui redonne espoir à toutes les personnes criminalisées pour s'être battues. La manière dont nous avons mené cette cause, collectivement et la tête haute, montre la voie à suivre, car c'est cette attitude qui nous a permis de rester fermes et de remporter la bataille sur le terrain de l'ennemi. Pour nous, ce non-lieu signifie la possibilité de poursuivre notre combat : la transformation en profondeur d'une société capitaliste qui nous mène dans une impasse.

Nous faisons partie de l'histoire que notre peuple écrit dans le sang et le feu. Nous étions présent-es lors des moments cruciaux de la lutte pour l'eau, nous nous sommes battu-es aux côtés de tant d'autres, nous étions les gouttes d'un même fleuve.

De la mer à la cordillère, en passant par le plateau, notre province a été le berceau de luttes cruciales pour la défense des biens communs. Le « Chubutazo » est lui aussi le fruit de toute cette histoire, et il nous incombe de poursuivre ce combat, en renforçant l'action pédagogique constante des assemblées socio-environnementales qui, pendant des années, ont sensibilisé notre peuple, ouvrant ainsi la voie à son émergence massive aux moments décisifs.

Le rapport de forces sur le terrain de la lutte socio-environnementale est souvent très défavorable. Mais grâce à la détermination populaire, à l'organisation et à la prise de conscience, nous, les peuples, pouvons gagner. □

*Andrea Leonett est militante de Poder Popular (Argentine)

Harcèlement scolaire : les solutions de l'État sont inefficaces

RADU VARL

Au début de cette année scolaire 2025-2026, une lycéenne de 17 ans s'est suicidée à la suite d'une situation de harcèlement scolaire. Comme à chaque nouveau suicide d'élève lié au harcèlement scolaire, cela a provoqué la même séquence politique : émotion médiatique, condamnation unanime, annonce d'un renforcement des dispositifs existants.

Numéros verts, plans de prévention, formations obligatoires, protocoles de signalement et discours sur la « tolérance zéro » se succèdent depuis plusieurs décennies. Pourtant, le harcèlement scolaire persiste à un niveau élevé et relativement stable. Des centaines de milliers d'élèves déclarent en être victimes chaque année (5% des élèves à l'école primaire, 6% au collège et 4% au lycée), et les drames se répètent.

DU FAIT DIVERS À LA STRUCTURE

Cette persistance ne relève pas d'un défaut d'application des politiques publiques, ni d'un manque de volonté. Elle révèle au contraire une contradiction plus profonde : l'État prétend lutter contre une violence qu'il contribue structurellement à produire. Le harcèlement scolaire est ainsi traité comme un dysfonctionnement ponctuel, alors qu'il est un produit régulier de l'organisation scolaire elle-même. Comprendre l'inefficacité des réponses institutionnelles suppose donc de déplacer le regard du registre moral et psychologique vers une analyse politique des fonctions de l'école dans le capitalisme.

DÉPOLITISER LE HARCÈLEMENT, PRÉSERVER L'ÉCOLE TELLE QU'ELLE EST

Le cadrage institutionnel du harcèlement repose sur une individualisation systématique. La violence est attribuée à des comportements déviants : un-e ou plusieurs harceleur-ses, une victime fragilisée et parfois des familles

jugées défaillantes. Ce récit permet de condamner la violence sans interroger les structures qui la rendent possible. Le problème devient une somme de situations particulières à gérer, non un fait social à comprendre. Cette approche s'accompagne d'une forte moralisation. Le harcèlement serait le produit d'un manque d'empathie, d'une supposée cruauté juvénile, ou, depuis peu, de l'influence des réseaux sociaux. L'institution scolaire est alors présentée comme un espace fondamentalement sain, menacé de l'extérieur par des comportements inappropriés. En réalité, cette lecture neutralise toute critique de l'école comme institution hiérarchique, compétitive et sélective.

Or, un phénomène massif, socialement distribué et durable ne peut être réduit à une accumulation d'accidents. Si certaines catégories d'élèves sont structurellement plus exposées que d'autres, c'est que la violence n'est pas aléatoire. Elle est produite par des normes, des hiérarchies et des rapports de pouvoir qui traversent l'école et la société.

LA GESTION ADMINISTRATIVE DE LA VIOLENCE

La principale réponse de l'État au harcèlement scolaire est aujourd'hui le programme pHARe (Programme d'actions pour lutter contre le harcèlement et l'intimidation à l'école), créé en 2021. Généralement présenté comme une avancée majeure, il est devenu obligatoire dans l'ensemble des établissements scolaires en 2022.

Concrètement, pHARe repose sur quatre piliers : la formation des personnels, des campagnes de prévention auprès des élèves (journées à thème, campagnes d'affichage, concours de clips de sensibilisation...), des protocoles de signalement standardisés et un suivi administratif des situations identifiées comme relevant du harcèlement.

L'existence même de ce programme marque une rupture partielle avec le déni institutionnel qui a longtemps prévalu : il a fallu attendre 2013 pour que le harcèlement scolaire soit considéré comme une réalité en France. Le harcèlement est désormais reconnu comme un problème public. Mais cette reconnaissance est strictement encadrée. pHARe ne cherche pas à comprendre pourquoi la violence se reproduit massivement à l'école ; il vise seulement à la rendre gérable. Le harcèlement y est défini comme une situation interpersonnelle, caractérisée par la répétition d'actes violents, l'intention de nuire et un déséquilibre entre individus. Cette définition, en apparence neutre, a un effet politique précis : elle efface les rapports sociaux et les hiérarchies structurelles.

Dans le cadre de pHARe, le pouvoir est toujours individuel. Il n'est jamais question de rapports de classe, de genre, de race, de validité ou de conformité scolaire. La violence n'est pas pensée

comme un produit de l'organisation scolaire, mais comme une défaillance relationnelle à corriger. Les personnels sont alors formés à repérer des « signaux faibles », à appliquer des protocoles (repérage et qualification de la situation, signalement interne et activation de l'équipe ressource, prise de mesures immédiates de protection, réalisation d'entretiens individuels, mise en place de réponses éducatives ou disciplinaires et enfin suivi administratif). La violence est rendue visible, traçable, administrable. Cette logique s'accompagne d'une judiciarisation croissante. Les sanctions disciplinaires, conseils de discipline, et, dans le cas du cyberharcèlement, recours au droit pénal transforment un problème social en une affaire individuelle. Loin de supprimer la violence, cette réponse punitive la déplace. Elle renforce l'idée que le harcèlement serait le fait de sujets déviants, et non le produit ordinaire d'un système scolaire organisé par et pour la concurrence et la hiérarchie. Le dispositif pHARe ne constitue pas un outil de transformation de l'école, mais un dispositif de stabilisation. Il permet à l'institution de continuer à fonctionner en absorbant, à moindre coût politique, les effets les plus visibles de la violence qu'elle génère. Le harcèlement n'est pas éradiqué, il est administré.

UNE ÉCOLE ORGANISÉE PAR LA CONCURRENCE ET LA HIÉRARCHIE

L'inefficacité des politiques publiques tient à une contradiction fondamentale : l'école dans un système capitaliste repose sur des dispositifs qui favorisent objectivement la violence entre pair-es. Notes, classements, orientation, filières et sélection organisent une économie de la rareté. La réussite des un-es suppose l'échec des autres. La valeur scolaire est différentielle. Dans un tel cadre, la dévalorisation d'autrui devient une ressource symbolique. Humilier, exclure ou stigmatiser permet de se situer dans un espace social perçu comme saturé et compétitif. Le harcèlement fonctionne alors comme une violence horizontale qui masque la violence institutionnelle verticale. Les élèves rejouent entre eux les hiérarchies produites par l'école, en sanctionnant celles et ceux qui s'écartent des normes dominantes. Les

élèves racisés-es, LGBTIA+, en situation de handicap, issu-es des classes populaires ou dont les corps et comportements s'écartent des normes dominantes sont plus facilement constitués en cibles. Ce mécanisme constitue un apprentissage social précoce. Il habitue à la concurrence, à l'acceptation des inégalités et à la naturalisation des rapports de domination. En ce sens, le harcèlement n'est pas une anomalie : il est lié au fonctionnement d'un système scolaire chargé de préparer les individus aux rapports sociaux propres à la société capitaliste. Cette violence ne descend pas uniquement du sommet vers la base. Elle est aussi retravaillée horizontalement

« *Le harcèlement est un phénomène massif, socialement distribué et durable. Il ne peut être réduit à une accumulation d'accidents. La violence n'est pas aléatoire. Elle est produite par des normes, des hiérarchies et des rapports de pouvoir qui traversent l'école et la société.* »

par les élèves eux-mêmes. Comme l'a montré le sociologue Paul Willis, la résistance à l'école peut se transformer en hiérarchie interne au groupe. Le rejet des normes scolaires peut engendrer une contre-culture virile où l'humiliation devient une ressource symbolique. La domination institutionnelle ne disparaît pas mais elle change de forme. Elle est réappropriée et redistribuée entre pairs. Là encore, c'est l'effet de rareté des bonnes notes et de l'assentiment des enseignant-es qui produit des situations de harcèlement : au collège notamment, des dispositions valorisées par l'école telles que la docilité ou la proximité avec les professeur-es

peuvent être dépréciées par les élèves qui en sont privé-es.

Les personnels éducatifs se retrouvent en première ligne de cette contradiction. Chargé-es de détecter, signaler et gérer le harcèlement, ils disposent de peu de leviers sur les causes structurelles du phénomène. L'État leur délègue la gestion quotidienne des effets de la violence scolaire, tout en maintenant les dispositifs qui la produisent. Les enseignant-es sont sommé-es de résoudre, par leurs pratiques individuelles, un problème politique. Le harcèlement devient ainsi une question de « professionnalisme » plutôt qu'un enjeu de transformation sociale.

CE QUE L'ÉTAT NE PEUT PAS FAIRE, CE QU'IL FAUT CONSTRUIRE

L'État ne peut pas éradiquer le harcèlement scolaire parce qu'il ne peut pas remettre en cause les fondements de l'école capitaliste : la concurrence, la sélection, la hiérarchisation et la neutralisation des rapports sociaux. Ses politiques ne visent pas à transformer l'institution, mais à préserver son fonctionnement en gérant les effets les plus visibles. Reconnaître cette limite ouvre néanmoins un espace politique. Des pédagogies critiques, coopératives, féministes ou antiracistes montrent qu'il est possible de réduire la violence en transformant les relations sociales à l'école : suppression des classements, coopération, espaces collectifs de parole et de régulation, politisation des normes. Ces pratiques restent contraintes et minoritaires, mais elles dessinent un contre-projet. Lutter réellement contre le harcèlement scolaire suppose de s'attaquer à l'école comme appareil de reproduction des rapports sociaux capitalistes. Tant que cette question restera hors-champ, les solutions de l'État resteront inefficaces. □

Bibliographie

- *Éric Debarbieux, L'École face à la violence. Éd. Armand Colin, 2016.*
- *Todd Migliaccio, Bullying as a Social Experience. Éd. Routledge, 2015.*
- *N. Tippett et D. Wolke, Socioeconomic status and bullying : A meta-analysis. site : pmc.ncbi.nlm.nih.gov, juin 2014.*
- *Paul Willis, L'école des ouvriers : Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers. Éd. Agone, 2011.*
- *Ministère de la justice, Le harcèlement scolaire, de l'école à la justice. Info Rapide Justice n°32, novembre 2025.*
- *pHARe, Protocole de prise en charge d'une situation de harcèlement à l'école. site : education.gouv.fr, novembre 2025.*

Qu'attendre des élections municipales ? Le mouvement ouvrier et le pouvoir local

JULIAN MISCHI*

À la suite des élections municipales qui ont vu d'une part une percée de l'extrême droite dans les villes de moyenne importance et d'autre part une percée de la France insoumise (le plus souvent alliée avec la gauche ou l'extrême gauche) dans des grandes villes, nous revenons ici sur l'histoire des liens entre le mouvement ouvrier et les institutions.

Le mouvement ouvrier a d'abord été méfiant à l'égard des scrutins municipaux par rejet du principe des élections politiques et au nom d'une priorité donnée à l'action syndicale sur le terrain économique. Dans le cadre de mon nouvel ouvrage, je prends l'exemple d'un petit bourg industriel de l'Yonne, Briennon-sur-Armançon. « *Il n'y a rien à attendre des pouvoirs publics, car c'est la vanité et la domination que l'on rencontre dans toutes les assemblées délibérantes* »¹ estime par exemple un militant ouvrier de cette localité en 1901. Les archives conservent des signes de défiance électorale jusque dans l'entre-deux-guerres, à l'image d'un bulletin déposé dans l'urne lors du scrutin municipal de 1925. Tous les noms sont barrés et cette mention est ajoutée : « *Le mouton ne choisit pas le Boucher qui le tuera. Mais l'électeur est tellement bête qu'il choisit celui qui le saignera.* »²

FAIRE FACE AUX NOTABLES

Les militants ouvriers entretiennent un rapport ambivalent avec le pouvoir municipal, entre méfiance et participation. Ils contestent, par leurs discours et leurs modes d'organisation, la domination des notables, tout en s'engageant dans une lente appropriation du jeu politique. Au début du 20^e siècle, les socialistes de Briennon-sur-Armançon remettent en cause la légitimité des conseillers, surnommés les « honorables », à exercer le pouvoir local au nom du plus grand nombre. Ils pointent l'absence de programme et

dénoncent le caractère peu démocratique de la conduite des affaires municipales. Les militants critiquent l'action municipale des républicains radicaux, au pouvoir dans cette commune, tout en gérant la présence de l'un des leurs à la mairie. Ils déplorent rapidement son attitude : « *Notre adjoint socialiste s'embourgeoise* ». Selon eux, ce responsable socialiste, non issu du monde ouvrier, défend davantage les intérêts des exploitants agricoles que des salariés, et fréquente de moins en moins le groupement socialiste.

Ainsi, le ressentiment des ouvriers socialistes face aux dérives et prises d'autonomie des élus ne concerne pas seulement les parlementaires. Il s'exprime aussi dans les petites communes ouvrières et rurales, à l'égard de camarades devenus élus locaux, dont on craint qu'ils se détournent de l'action militante et modèrent leurs discours. Le rejet de la compromission sociale et politique entre en tension avec la volonté de ne pas laisser le pouvoir local aux mains des notables bourgeois. À l'approche du scrutin municipal de mai 1912, un ouvrier s'exprime dans le journal de la fédération socialiste de l'Yonne : « *Peu de temps nous sépare des élections municipales ; il faut donc, dès aujourd'hui, songer à n'envoyer au Conseil que des candidats qui seront pour le bien-être des prolétaires. Fi des docteurs, des notaires, des rentiers capitalistes et de tous ceux qui ne briguent la place de conseiller que pour faire figurer un titre sur leurs cartes de visite.* »³



Julian Mischi © Université Dauphine

Le militant appelle à présenter des candidats ouvriers, une ligne qui sera aussi celle du PCF quelques années plus tard. Deux ouvriers communistes sont élus au conseil en 1929 et l'un d'eux devient maire en 1938. Mais lorsqu'André Gibault est élu à la plus haute fonction municipale, il a en réalité quitté le parti communiste et se présente comme « socialiste indépendant ». Cet ancien ouvrier s'est en outre établi comme artisan menuisier. Son parcours montre que les processus de notabilisation peuvent aussi toucher des militants d'origine ouvrière et contribuer à leur droitisation. André Gibault se rapproche progressivement de notables conservateurs, notamment lorsqu'il est élu au conseil général en 1951. Il vote avec la majorité départementale de droite, qui lui confie une

vice-présidence en 1966. De façon classique dans ces petites communes, la forte personnalisation du pouvoir local va de pair avec son inertie. André Gibault siège pendant 47 ans au conseil et occupe le fauteuil de maire jusqu'en 1976. Ce pouvoir est par ailleurs très masculin : aucune femme n'a jamais été élue à la tête de cette commune.

LES MUNICIPALITÉS OUVRIÈRES

Outre différents ateliers liés au travail du bois et du cuir, la principale usine de Briennon-sur-Armançon est une sucrerie fondée en 1873. Elle emploie beaucoup de femmes et la répression antisyndicale y est permanente. La constitution de contre-pouvoir ouvriers structurés dans cette commune est donc difficile. D'autres bourgs industriels possèdent une histoire sociale plus favorable au déploiement de sociabilités populaires fortes, capables de contester le pouvoir des notables locaux. C'est le cas des communes mono-industrielles où dominent des corporations ouvrières syndiquées, comme les métallos, les cheminots ou les mineurs. Partout en France, des socialistes et des communistes accèdent au pouvoir dans ce type de communes aux municipales de 1935 et à la Libération. Le PCF est surtout très influent dans les banlieues urbaines, notamment en région parisienne, où la ceinture rouge prend alors véritablement consistance et où l'hégémonie communiste perdure jusque dans les années 1980.⁴

L'étude des itinéraires d'élus d'origine ouvrière dans les municipalités communistes montre que leurs ressources militantes se forment quasi toujours dans le combat syndical. La majorité des ouvriers communistes adhère d'abord à la CGT avant de rejoindre le PCF pour donner un prolongement politique à leur activisme syndical, notamment à l'occasion des élections municipales. Les apprentissages effectués dans le syndicat nourrissent leur capacité à s'affirmer dans l'espace public local et stimulent leur envie de s'engager lors des scrutins locaux. Les conquêtes municipales communistes doivent ainsi beaucoup à l'activisme des syndicalistes de la principale entreprise de la commune. Très souvent, les électeurs votent davantage pour le leader syndicaliste que pour le candidat du PCF.

Dans les bourgs industriels, la superposition de l'espace du travail avec le lieu de résidence est à l'origine de sociabilités populaires intenses pouvant trouver un débouché sur la scène municipale. Du fait de cette superposition, l'identification locale des voisins se fait surtout par leur travail, son lieu d'exercice et le poste occupé. La question de positionnement et des rapports de classe est donc une réalité quotidienne, que l'on a à l'esprit lorsque l'on

« *L'étude des itinéraires d'élus d'origine ouvrière dans les municipalités communistes montre que leurs ressources militantes se forment quasi toujours dans le combat syndical. La majorité des ouvriers communistes adhère d'abord à la CGT avant de rejoindre le PCF pour donner un prolongement politique à leur activisme syndical, notamment à l'occasion des élections municipales.* »

scrute la composition des listes. Schématiquement, on trouve souvent une liste plus ouvrière où sont présents également des enseignants engagés dans le combat laïc, qui fait face à une liste liée au patronat local, où l'on trouve des cadres et dirigeants industriels alliés à des professions libérales et des commerçants.

Par contraste avec les listes conservatrices, les listes communistes sont bien ancrées dans les milieux populaires. Mais si on y regarde de plus

près, il faut cependant souligner que les municipalités dites ouvrières sont animées par une élite ouvrière formée d'hommes qualifiés employés dans de grandes entreprises publiques et à statut. Par-là, l'organisation militante et, à sa suite, le conseil municipal sont des instances qui n'échappent pas aux rapports de domination qui travaillent les milieux populaires et marginalisent les femmes, les ouvriers peu qualifiés, les étrangers.

Le conseil municipal accentue même cette sélection sociale car ce sont les militants disposant le plus de capital scolaire (enseignants, employés de bureau, médecins) qui se retrouvent à la tête des équipes municipales, alors que les ouvriers sont davantage présents dans les directions des sections locales du PCF et dans les réseaux de la CGT. La domination masculine, si elle reste prégnante, est cependant parfois un peu amoindrie dans les mécanismes d'accession au conseil municipal. Les figures masculines étant surtout investies dans le monde syndical et l'univers professionnel, l'espace local et les questions résidentielles sont davantage pris en charge par les femmes, tout particulièrement lorsqu'elles peuvent, en tant qu'enseignantes ou employées, mobiliser des savoir-faire professionnels utiles dans le travail municipal. Il n'en reste pas moins qu'elles sont souvent conseillères, parfois adjointes, mais très rarement maires de leur commune. Parmi les exceptions, on peut mentionner Odette Roux, enseignante aux Sables-d'Olonne, qui est la première femme maire d'une sous-préfecture de 1945 à 1947.

UNE TENSION ENTRE LÉGITIMITÉ ÉLECTORALE ET CONTRÔLE PARTISAN

Le mouvement communiste s'est construit dans une dynamique visant à contrôler ses élus, en premier lieu ses parlementaires au cours des débats du Congrès de Tours. Mais la suspicion à l'égard des élus s'exprime aussi à l'échelon municipal, comme indiqué plus haut, d'autant que le cas de Jacques Doriot a laissé des traces. L'ancien cadre communiste s'est appuyé sur la mairie de Saint-Denis pour s'opposer à la direction du PCF durant la seconde moitié des années 1930.

De façon générale, la direction du parti déploie un travail d'encadrement de l'implication des communistes dans les réseaux associatifs,

syndicaux ou électifs⁵. Elle cherche à assurer la centralité du parti dans les engagements municipaux qui pourraient sinon dériver vers des logiques particularistes ou locales. Les cadres du PCF mettent en garde contre les dérives « municipalistes », lorsque l'horizon de la lutte politique menée par le parti (« la lutte des classes ») est, selon eux, perdu de vue par les militants. Cette stratégie d'appareil est loin d'être toujours efficace : les élus, du fait des relations privilégiées qu'ils entretiennent avec la population, peuvent agir en échappant à un contrôle strict des militants. Les maires s'appuient sur leur légitimité électorale pour s'imposer et désigner leur successeur.

Par ailleurs, Emmanuel Bellanger, spécialiste de la banlieue rouge, parle de « réformisme officieux »⁶. Il a montré que l'exercice du pouvoir municipal par les maires communistes, dès les années 1920-1930, produit une forme de pragmatisme réformateur, non proclamé comme tel par le parti, mais bien réelle dans les pratiques locales. Une fois aux responsabilités locales, ils se comportent en administrateurs pondérés, négociant avec les autorités préfectorales et gérant les finances locales. Du fait des contraintes institutionnelles de l'exercice de leur mandat, ils en viennent à mettre en œuvre des politiques publiques réformatrices.

Il n'en reste pas moins que des années 1920 aux années 1970, l'action des élus communistes se déploie en lien avec les structures du parti, en particulier la fédération départementale. Beaucoup ont suivi des écoles du parti et ont commencé à militer dans leur entreprise et leur quartier avant de figurer sur des listes municipales. Le lien au parti confère une cohérence politique à leur action municipale, il permet de politiser les enjeux municipaux et de les articuler avec le champ politique central.

LA CRISE DU COMMUNISME MUNICIPAL

Les élections de 1977 représentent le pic du communisme municipal⁷. Le PCF dirige alors environ 1500 mairies. Mais cet apogée signale aussi le début de sa fragilisation sous les effets d'une érosion de son assise sociale (éclatement du groupe ouvrier) et des mutations de son personnel politique. Les nouveaux élus, moins ouvriers que

leurs prédécesseurs, entrent plus tôt dans le monde politique, en tant que permanents d'organisations partisans et syndicales. L'univers des élus communistes tend à s'autonomiser plus franchement car les réseaux militants se réduisent. À partir de 1978-1979, les sections communistes entrent

« En 1977, Le PCF dirige alors environ 1500 mairies. Cet apogée est aussi le début de sa fragilisation sous les effets de l'érosion de son assise sociale. Les nouveaux élus, moins ouvriers que leurs prédécesseurs, entrent plus tôt dans le monde politique, comme permanents d'organisations partisans et syndicales. L'univers des élus communistes tend à s'autonomiser plus franchement car les réseaux militants se réduisent. »

dans une longue période de déclin et de conflits internes.

Dans les années 1980-2000, le personnel électif local communiste perdure et se renouvelle, alors même que le PCF régresse fortement lors des élections nationales. Cette résistance municipale se fait cependant de plus en plus à distance des réseaux syndicaux et des milieux populaires. Aux prises avec des difficultés dans leur entreprise, les syndicalistes se

recentrent sur la défense des droits des salariés⁸, tandis que les nouveaux élus, davantage issus des classes moyennes, ont un rapport plus distant avec la culture syndicale. Ils sont socialisés à la politique non plus dans le cadre de combats syndicaux, mais comme col-laborateurs d'élus, chargés de mission ou à travers des études en lien avec le métier politique (communication, science politique, journalisme, etc.)⁹. Le déclenchement de grèves dans les municipalités communistes est révélateur de ces transformations : il exprime des tensions croissantes entre le monde ouvrier syndical et un univers communiste de plus en plus tourné vers la gestion. C'est ce que j'ai pu montrer pour la banlieue grenobloise, où des employés communaux appuyés par la CGT peuvent entrer en conflit avec des cadres territoriaux soutenus par les élus communistes. Dans un contexte de baisse continue de l'activité militante, les élus et leur entourage jouent un rôle de plus en plus central dans la vie du PCF, entraînant une professionnalisation de l'engagement communiste autour des collectivités territoriales, un phénomène que l'on observe également du côté du Parti socialiste¹⁰. Progressivement, les permanents appointés par l'appareil cèdent la place à des dirigeants cumulant les mandats électifs ou les fonctions dans des collectivités territoriales. Le contrôle et la politisation des engagements municipaux évoqués précédemment sont mis à mal par la prédominance des élus et des enjeux de gestion locale dans les territoires d'influence communiste.

LA MAIRIE : PREMIER ÉCHELON DE LA PARTICIPATION OU DE LA DOMINATION POLITIQUE ?

Jusqu'à aujourd'hui, on observe une lente érosion des positions municipales du PCF, malgré des tentatives de renouvellement, via l'implication de militants associatifs et d'animateurs de quartier. La trajectoire et l'action d'Azzedine Taïbi, élu maire de Stains en 2014, a symbolisé ce renouveau populaire du communisme municipal. Mais, dans l'ensemble, on peut plutôt, à la suite d'Olivier Masclat, parler d'un « rendez-vous manqué » avec les

nouvelles classes populaires des cités urbaines¹¹. À partir d'une enquête à Gennevilliers, le sociologue montre que les élus communistes n'ont pas été à l'écoute des nouvelles formes de mobilisation et de politisation portées par les jeunes générations issues, en particulier, de familles populaires immigrées.

Dans mes travaux, j'ai montré qu'il existait parfois des stratégies de renouvellement par la promotion de figures nouvelles dans les conseils municipaux. Dans les années 1990-2000, partout en France, on repère ainsi l'entrée de jeunes femmes issues de l'immigration nord-africaine, souvent diplômées, dans des mairies communistes. Mais ces expériences ne s'inscrivent pas dans la durée. La prise de mandats municipaux de ces sympathisantes s'effectue hors de toute socialisation dans les réseaux communistes, le maire communiste ou ses adjoints venant personnellement solliciter les candidates potentielles. Or, le conseil municipal peut difficilement se substituer au parti et à son rôle de politisation. Il n'a tout simplement pas les mêmes fonctions. Les nouvelles recrues sont, en outre, souvent reléguées aux marges des positions de pouvoir dans les conseils. Certaines s'opposent même, finalement, à l'équipe en place en se présentant sur une liste concurrente au scrutin suivant. Lorsque la promotion électorale n'est pas associée à une



inscription dans la vie militante, le lien avec le parti se délite.

La cooptation dans une instance électorale, fonctionnant de façon peu collégiale, ne remplace pas le militantisme. Le conseil municipal n'est pas un instrument d'émancipation, ni même un lieu d'apprentissage de la démocratie

« *Le conseil municipal n'est pas un instrument d'émancipation, ni même un lieu d'apprentissage de la démocratie locale valorisant les échanges entre égaux. Il s'agit d'une institution fortement hiérarchisée, favorisant la monopolisation du pouvoir entre les mains du maire. Lui seul, épaulé par son premier adjoint, maîtrise l'information et dirige une assemblée municipale au sein de laquelle les conseillers d'opposition pèsent peu.* »

locale valorisant les échanges entre égaux. De fait et selon les règles, il s'agit d'une institution fortement hiérarchisée, favorisant la monopolisation du pouvoir entre les mains du maire¹². Lui seul, épaulé par son premier adjoint, maîtrise l'information et dirige une assemblée municipale au sein de laquelle les conseillers d'opposition pèsent peu. S'ils n'ont pas de délégation, les élus de la majorité

municipale sont eux-mêmes peu impliqués dans les prises de décision.

Les outils de démocratie participative peinent à contrer ces processus inscrits dans les règles électorales (prime majoritaire) et la législation (présidentialisme municipal). Les modalités de sélection des candidats et le cadre d'exercice du pouvoir municipal favorisent les catégories les plus diplômées, y compris sur les listes citoyennes. Les rapports de domination à l'œuvre dans les localités se réfracte facilement dans les équipes municipales. D'où le fait que 80% des maires sont des hommes et la grande majorité appartient aux classes supérieures. C'est en dehors de l'assemblée municipale et de son mode de fonctionnement par définition peu démocratique que peuvent se constituer des contre-pouvoirs insérés dans les sociétés locales. La question du contrôle des élus, posée par les militants ouvriers au début du 20^e siècle, reste d'actualité. □

*Julian Mischi, sociologue et historien, est un spécialiste du mouvement communiste et des classes populaires, tout particulièrement dans les territoires ruraux. Après la parution en 2020 d'un livre sur les cent ans du PCF (*Le parti des communistes*, Editions Hors d'atteinte) Il vient de publier un ouvrage sur les élections municipales : *Des élus en campagne. Lutttes municipales dans les bourgs industriels, 20^e-21^e siècles* (Presses de Sciences Po, 2025).

1) *Le Travailleur socialiste de l'Yonne*, 16 février 1901.

2) Archives départementales de l'Yonne, 2M5366, scrutin de ballottage du 10 mai 1925, Briennon.

3) *Le Travailleur socialiste de l'Yonne*, 13 janvier 1912.

4) Emmanuel Bellanger, *Ivry Banlieue rouge*, Capitale du communisme français. Éd. Créaphis, 2017.

5) Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*. Éd. Presses universitaires de Rennes, 2010.

6) Emmanuel Bellanger, « Le communisme municipal ou le réformisme officieux en banlieue rouge », dans Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), *Les territoires du communisme*. Éd. Armand Colin, 2013.

7) Roger Martelli, *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Éd. La Dispute/Les Éditions Sociales, 2009.

8) Julian Mischi, *Le Bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*. Éd. Agone, 2016.

9) Julian Mischi, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*. Éd. Agone, 2014.

10) Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*. Éd. du Croquant, 2006.

11) Olivier Masclat, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*. Éd. La Découverte, 2021.

12) Rémi Lefebvre, *Municipales : quels enjeux démocratiques ?* Éd. La Documentation française, 2020.

Une élue anticapitaliste à la mairie de Toulouse

MADELEINE PARPET, THOMAS RID, SYLVAIN PYRO

Toulouse se prononce à droite à presque toutes les élections municipales et vote à gauche lors de toutes les autres élections. Dans la troisième ville de France (au niveau de sa population), c'est contre ce paradoxe qu'un nombre important d'organisations de gauche ont tenté l'aventure d'une liste unitaire et radicale, derrière François Piquemal (député LFI), qui a su devancer la liste conduite par le PS et rassembler toute la gauche au second tour, permettant au NPA-A d'avoir une élue municipale.

Toulouse est un paradoxe. Elle concentre près de 80 000 employé-es dans l'aéronautique. Contrairement à l'Île-de-France, une proportion importante des travailleuses et travailleurs n'ont pas été exilés à la périphérie. Au contraire, iels vivent en ville, certes dans des quartiers enclavés (par manque de transports en commun), qui côtoient les quartiers pavillonnaires des cadres. Deuxième ville universitaire après Paris, de nombreux jeunes, venu-es de toute la région, y étudient, mais n'y votent pas. Ils donnent, cependant, une tonalité radicale aux manifestations de centre-ville. Enfin, par son histoire d'accueil des républicains espagnols (dont la mémoire est encore dans certains quartiers), puis de réfugié-es d'Amérique du Sud, elle est une ville dont l'internationalisme est marqué à gauche, même si la mairie affiche son jumelage avec Tel-Aviv.

Depuis 1971, quasiment tous les maires ont été de droite. L'actuel maire, Jean-Luc Moudenc, est un vieux roublard. Remplaçant de Philippe Douste-Blazy en 2004 (devenu ministre), il est battu en 2008 par Pierre Cohen (PS, seul mandat de gauche en 55 ans), il reconquiert la mairie en 2014 et s'y maintient depuis. Tel le Candide de Voltaire, il « cultive son jardin » pro-patronal et anti-syndical, combattant les manifestations de centre-ville et voulant récupérer la bourse du travail. Il refuse de rénover et de développer les logements sociaux, mais il est en train de faire construire en plein centre ville

une tour de bureaux de 40 étages. Il développe les pistes cyclables, tout en affirmant son attachement à l'aéronautique et au tout voiture. Il souhaite que Toulouse reste éloigné des débats politiques (inter) nationaux, mais affirme son soutien inconditionnel à l'État d'Israël, fier du jumelage de la ville avec Tel-Aviv. Enfin, il développe une politique sécuritaire (« une caméra dans chaque rue », affirme son programme de 2026) et « anti-woke », surfant sur l'idéologie d'extrême droite dominante.

DU NFP AUX MUNICIPALES, IL N'Y A QU'UN PAS...

Si la Haute-Garonne et l'Occitanie sont historiquement des terres socialistes, le PS est divisé entre deux orientations. D'une part, celle sociale-démocrate héritée de Jean Jaurès, en lien avec le mouvement ouvrier (plutôt des cadres, sans s'y limiter), incarnée par François Briançon, premier secrétaire du PS 31, et candidat à la mairie de Toulouse. D'autre part, celle sociale-libérale, compatible avec Macron, refusant le Nouveau Front populaire (NFP) en 2024, incarnée par Carole Delga, la présidente de Région. La place du PCF dans la ville est historiquement limitée. Toulouse est un bastion de LFI, avec ses trois députés¹ et de nombreux groupes d'action. Au niveau syndical, la CGT et la FSU y ont une place centrale, y compris en matière d'initiative politique (rassemblement et manifestation pour la Palestine, contre les violences policières...). La gauche radicale occupe une place importante dans la

jeunesse scolarisée, bien que limitée aux universités.

Le 25 janvier 2025, près de six mois après les élections législatives anticipées, des acteurs du mouvement social, des syndicalistes et des militants politiques (essentiellement GES et GDS) convoquent une réunion du Printemps Toulousain. Regroupant près de 300 personnes avec la présence notable de tous les partis du PS au NPA-A, le débat programmatique pour la conquête de la mairie est lancé. À l'été 2025, le NPA-A se prononce pour l'unité autour du programme du NFP. Le premier juillet, « l'appel des 69 toulousaines » réclame l'unité de la gauche et des écologistes autour du programme du NFP et y développe une orientation résolument féministe.

LFI, première force politique sur la ville, demande rapidement la tête de liste pour son député, François Piquemal. Le PS, le PCF, les Verts et l'association Archipel citoyen refusent et dans un climat national d'offensive tout azimut contre LFI, ils lancent la liste Vivre mieux à Toulouse derrière François Briançon. Regrettant l'impossible unité, le NPA-A, l'Assemblée des quartiers, Tous pour Toulouse, le Collectif pour une écologie populaire (scission de gauche des Verts) et Démocratie en Commun (scission de gauche d'Archipel) se rallient à la liste Demain Toulouse derrière François

Piquemal. La gauche est divisée entre ses deux orientations fondamentales : accompagner la politique libérale ou une campagne de rupture radicale. Il faut ajouter les quatre listes d'extrême gauche (RP, NPA-R, LO et PT), qui mènent des campagnes essentiellement contre les listes de gauche, qu'ils jugent « trop molles ». En particulier, RP qui cible en premier lieu la campagne de la gauche de rupture de François Piquemal, jugée « électoraliste et institutionnelle ». Alors que Moudenc va mener une campagne de droite extrême, pour rallier dès le premier tour les électeurs tentés par le RN ou Reconquête.

LA BATAILLE DU PREMIER TOUR

Avoir maintenu l'unité de la gauche radicale est un premier pas, mais pour gagner, le dispositif de la FI est dense et massif en direction de la jeunesse et des quartiers populaires. Il s'agit avant tout d'aller chercher « les voix de l'abstention ». Rue par rue, la ville est quadrillée et répartie en zone d'action pour convaincre les habitant-es, créant un afflux de 14 000 nouveaux inscrits sur les listes électorales. Chaque semaine de campagne de Demain Toulouse est marquée par de nombreuses actions, des réunions publiques, deux grands meetings, des manifestations. La liste y développe une orientation radicale contre la droite et Moudenc, Nous sommes pour l'arrêt de la LGV et pour la fin de la construction de l'A69, qui sont des aberrations écologiques et des gouffres financiers. Nous défendons le développement des transports en commun et sa gratuité pour tou-tes jusqu'à 26 ans. Contre la tour Occitanie, nous voulons une ville où tou-tes peuvent vivre (encadrement des loyers, amélioration des logements sociaux). Notre liste porte comme étendard la lutte contre les VSS et l'ouverture de la ville à tou-tes. Chacun apporte sa pierre à l'édifice. Le NPA-A transmet son expérience en matière d'auto-défense (tant pour le service d'ordre dans les actions publiques, que la protection quotidienne des candidats), contribue aux portes-à-portes, défend une orientation féministe et antiraciste et apprend des autres forces.

Chaque composante peut s'exprimer, dans le respect du programme

commun. Le NPA-A a organisé deux réunions pendant la campagne : d'une part une présentation des candidat-es NPA-A sur la liste Demain Toulouse et d'autre part une réunion de la 4^e Internationale sur le manifeste éco-socialiste, sans abandonner notre participation aux luttes. Le 8 mars, nous co-animons un cortège de la liste, où chaque composante apparaît drapeaux

« Les élections municipales montrent que l'unité de la gauche ne peut se réaliser qu'à deux conditions. La bataille pour l'unité de notre camp social ne peut se gagner qu'avec un programme radical et unitaire. La victoire ne peut s'obtenir qu'en trouvant le chemin pour rallier à notre cause celles et ceux qui pensent que leur vote n'est pas déterminant et à expliquer aux "entre-deux" que l'augmentation du bien collectif est une amélioration de la vie de chacun, y compris la leur. »

déployés, mais uni pour gagner. C'est cette orientation unitaire et radicale qui a largement convaincu.

La droite n'est pas restée l'arme au pied dans la campagne. Crédité de 33% dans les sondages, Moudenc est en tête au premier tour avec 37,23% des voix. Sa campagne a siphonné l'extrême droite (le RN et Reconquête sont crédités de 6% et 2,5% dans les sondages et finissent à 5,38% et 1,24% des voix).

Notons que les listes d'extrême gauche ont mené une campagne de témoignage (NPA-R à 0,28%, POI à 0,18%, LO à 0,42% et RP à 1,16%), dont l'influence est négligeable sur le résultat global ; en refusant de se prononcer sur le second tour et en renvoyant dos à dos la droite radicale et le NFP, ils se placent à la périphérie de la scène politique locale.

Dans la nuit du dimanche, alors que le climat national est de tirer à boulets rouges sur LFI, la négociation entre les listes Piquemal (27,56%) et Briançon (24,99%) fait rage et débouche sur un accord : un programme ressemblant fortement à celui du NFP et le respect exact des proportions du premier tour pour la liste. Cet accord a été sans doute un élément déclencheur dans la liste des accords municipaux LFI-PS qui allaient arriver dans la semaine. Si l'unité de l'ensemble de la gauche, indispensable pour gagner contre un programme xénophobe, écocide et contre le monde du travail, n'avait pas pu se réaliser dès le premier tour, il était vital – pour notre camp social – de la réaliser au second. Cela n'a été possible que parce que la liste radicale, qui portait aussi la question de l'unité des forces progressistes au second tour, était en tête et avait l'avantage dans la négociation. En dernière instance, c'est parce que notre liste a su apparaître à une échelle de masse comme un pôle déterminé à mener jusqu'au bout son orientation que nous avons pu imposer l'unité.

Cet accord à gauche a permis de voir la CGT et la FSU rejoindre la campagne au second tour et d'acter le départ des candidats sionistes et de l'aile « delguiste » du PS, ainsi que du PRG de la liste commune.

LA DROITE EU A PEUR

L'unité est enfin réalisée... mais sur les cinq derniers jours de campagne. Contre cela, la droite va utiliser l'ensemble de son arsenal disponible. Le 18 mars paraît une pétition en soutien à Moudenc, regroupant 350 patrons, professions libérales (commerçants, médecins, pharmaciens, avocats...) et sportifs, notamment des figures liées au Stade Toulousain. Le MEDEF 31 fait circuler la rumeur qu'Airbus délocalisera sa nouvelle chaîne de production en cas de victoire de gauche (démenti dans la journée par la direction d'Airbus). Profitant de l'hommage

annuel de la commémoration des victimes de la tuerie de l'école Ozar Hatorah², François Piquemal et sa liste sont agressés-es et traité-es d'antisémites par plusieurs individus devant les caméras de France Télévision, sous le regard goguenard de Moudenc. La bataille a lieu également sur les réseaux sociaux où de nombreuses publicités salissent Piquemal. Le deuxième tour est sans appel : une perte de 3500 voix pour les listes de gauche et un gain de 33 000 voix pour Moudenc, assurant la victoire de la droite au Capitole.

Cette défaite peut s'expliquer pour des raisons sociales et idéologiques. La surmobilisation d'un bloc bourgeois et de ses alliés idéologiques, permettant de rassembler, autour de Moudenc, un arc de force allant du centre gauche jusqu' à l'extrême droite (Reconquête et le Rassemblement national ayant appelé à voter pour Moudenc). Dans ce bloc, on retrouvera aussi des petits propriétaires qui ont eu peur que l'encadrement des loyers dévalorise leur achat. Ou encore, une fraction de l'aristocratie ouvrière de l'aéronautique, soumise idéologiquement au discours patronal, effrayée par les questions de transition écologique et hostile à toute hausse des impôts locaux pour financer des quartiers populaires, a préféré le *statu quo*. Ce à quoi s'ajoute l'offensive médiatique contre LFI et la difficulté à convaincre les habitant-es des quartiers populaires d'aller voter massivement (ce qui en fait une différence fondamentale par rapport aux élections présidentielles ou législatives).

UN GROUPE D'OPPOSITION MUNICIPALE DONT UNE ÉLUE ANTICAPITALISTE

La campagne Demain Toulouse a levé un formidable espoir. Insoumi-es, anticapitalistes, militant-es des quartiers et de l'écologie radicale se sont uni-es et nous sommes arrivé-es en tête de la gauche autour d'un programme radical et unitaire. Nous n'avons pas réussi à battre la droite mais nous représentons l'avenir d'une ville et d'un territoire que nous voulons mettre au service du combat contre le capital et l'impérialisme.

Le NPA-A siège au conseil municipal et au conseil métropolitain avec nos partenaires de la liste Demain Toulouse. Il sera difficile d'influencer les politiques de la droite par notre simple action dans les institutions, tant la

prime majoritaire favorise la liste qui arrive en tête au second tour. Pour autant, nous pensons que nous pouvons jouer un rôle dans le mandat qui vient en nous mettant au service des luttes et des mobilisations populaires. Les premiers coups de Moudenc ont déjà commencé : mise à la porte définitive de la LDH du local municipal qu'elle occupait ; menace de fermeture la bourse du Travail ou la Chapelle (tiers-lieu d'expérimentation sociale, culturelle et politique)... Nous voulons être un point d'appui pour les associations et les agent-es de la ville face à Jean-Luc Moudenc. Nous informerons la population des mauvais coups qui se préparent comme des scandales démocratiques qui vont perdurer dans le prochain mandat.

Nous participerons à la visibilité des luttes sociales, féministes, anti-impérialistes, antiracistes, LGBTIA+, environnementales... car seules ces luttes nous permettront de changer réellement les choses. C'est notre fil à plomb et notre présence dans les institutions locales sera mise au service de nos combats collectifs.

À un an de l'élection présidentielle qui pourrait voir l'extrême droite arriver au pouvoir, nous sommes convaincu-es que l'expérience de Demain Toulouse doit se généraliser. À Toulouse, comme dans toute la France, les deux orientations à gauche — d'accompagnement du libéralisme ou de rupture — existent politiquement car elles correspondent (de manière déformée) aux différents niveaux de consciences de notre camp social. La bourgeoisie a le besoin économique et idéologique d'en finir avec

les acquis sociaux. Face à cette impérieuse nécessité, l'unité de notre camp est indispensable, pour résister, tenter de conserver un espace politique et la capacité de nous mobiliser. Les élections municipales de 2026 montrent que cette unité ne peut se réaliser qu'à deux conditions. D'une part comprendre que la bataille pour l'unité de notre camp social ne peut se gagner qu'avec un programme radical (en opposition à un programme centriste) et unitaire. D'autre part que la victoire ne peut s'obtenir qu'en trouvant le chemin pour rallier à notre cause celles et ceux qui pensent que leur vote n'est pas déterminant, que le résultat n'aura pas d'influence sur leur vies et dans le même temps, arriver à expliquer aux « entre-deux » que l'augmentation du bien collectif est une amélioration de la vie de chacun, y compris la leur.

Le NPA-A soutient le projet de construire un arc antifasciste large autour d'un programme proche de ce qu'a été le NFP en 2024. L'histoire nous a montré que face au fascisme et à la guerre il ne fallait ni isolement sectaire ni compromission avec l'adversaire comme nous le propose la « gauche » sociale-libérale. Au contraire, il faut assumer une politique à la fois radicale et résolument unitaire ! □

1) Sur les 11 députés de Haute-Garonne, 4 sont à LFI, 1 députée écologiste (pro-NFP), 3 députés PS et 2 députés centristes.

2) En mars 2012, Mohammed Merah tue 7 personnes : un rabbin et trois enfants juifs au collège-lycée Otzar Hatorah, ainsi que trois militaires. Tous les ans se tient à Toulouse une cérémonie du souvenir. Notons que François Piquemal était enseignant à Toulouse en 2012 et participe chaque année à cet hommage.



Meeting de la liste Demain Toulouse, le 19 février 2026 à Toulouse, © NPA 31.

Aux municipales, le but c'est que le NPA intervienne pour tenir la ligne

ENTRETIEN AVEC LYSA BONIN

Notre direction politique s'est positionnée à de multiples reprises autour de la participation aux municipales. De fait, au-delà de la mise en évidence d'une ligne politique, notre direction s'attache à l'incarner et à prendre sa part des tâches qu'elle identifie comme importantes dans la période. C'est ainsi que Lysa Bonin est candidate aux municipales de St-Ouen. Elle précise pour nous, en prenant le temps d'un entretien informel, les enjeux politiques de la campagne municipale du parti — nationalement et localement. L'entretien, réalisé au début du mois de février, précède la défaite de la liste la FI — à trente voix d'obtenir une élue.

Hafiza b. Kreje : la question de la participation aux élections constitue toujours un questionnement particulier pour une organisation révolutionnaire comme la nôtre. Est-ce que tu peux restituer rapidement les raisons pour lesquelles on a fait le choix de participer à cette élection ?

Lysa Bonin : Oui, et c'est d'autant plus simple qu'on en a beaucoup parlé lors du dernier CPN (Conseil politique national) à partir des discussions qui ont eu lieu dans le groupe de travail (GT) sur les élections municipales, que j'anime avec d'autres camarades. La participation aux municipales est une discussion compliquée qui ne doit pas être réduite au problème général de « la participation aux élections ». Le plus souvent, l'image que l'on a de la participation aux élections est celle d'une candidature aux présidentielles, mais les enjeux des municipales sont très différents. C'est ce qu'on a précisé dans une motion au CPN et je préfère qu'on le ré-inscrive comme tel parce que ces formulations viennent d'un travail collectif.

« Les municipales peuvent au premier abord sembler n'être que des élections locales qui se réduisent à l'éclatement entre les 34875 communes où elles vont se tenir. Et ce d'autant plus que leur lisibilité est brouillée par le très grand nombre de listes non-rattachées à des

partis nationaux. Brouillée aussi par le côté très incarné de l'élection qui motive le vote pour ou contre une personne connue (directement ou pour son bilan) plus que pour son étiquette politique, mais aussi qui nourrit des détestations, voire plus, entre des candidat-es, les autonomisant des positions de leurs partis.

Il peut être tentant, surtout quand nos forces militantes sont prises de haut ou qu'elles dérangent, de se laisser mettre sur la touche et de commenter le match que les autres jouent. Ou au contraire, quelle que soit la réalité de nos forces, nous pouvons nous voir démarchés par les uns ou les autres pour les rallier et servir de forces d'appoint ou de faire-valoir unitaire, sans nous laisser de latitude pour porter des débats stratégiques et programmatiques. Or, dans une situation où le danger de l'extrême droitisation du champ politique met le RN aux portes du pouvoir avec même le risque d'embarquée d'une éventuelle dissolution pour provoquer des législatives en même temps que les municipales, l'enjeu est de développer des cadres unitaires animés de la conscience du danger et déterminés à discuter les moyens de résister. Les municipales peuvent sembler décalées là où le risque d'une victoire de l'extrême droite ne se pose pas. Ou au contraire l'enjeu dérisoire en cas de victoire de l'extrême droite dans

des échéances nationales. Et pourtant il n'en est rien, bien au contraire. [...] Dans tous les cas, cela nous permet de défendre à une large échelle nos positions et d'être davantage audibles que d'habitude. Nous démontrons notre utilité. Nous gagnons des militant-es. C'est une dynamique positive pour le parti, sur laquelle nous devons nous appuyer. D'autre part, parce que l'échelle municipale, avec une municipalité de gauche conséquente, peut être un cadre protecteur de la population la plus immédiatement ciblée par l'extrême droite : les personnes racisées, les réfugiées, les femmes, les LGBTI. »

Aux municipales pour nous justement, c'est important qu'on intervienne pour permettre de tenir la ligne. Et notamment dans le 93, on avait historiquement des mairies qui étaient à gauche et on a besoin de se battre pour tenir les mairies les plus à gauche possible — contre les tendances à « trahir » pour avoir un poste ou pour être élu-e. Le but c'est de faire en sorte que des lieux associatifs, par exemple, ne soient pas fermés, qu'on puisse avoir des jumelages avec des villes palestiniennes ou ukrainiennes...

Il faut qu'on ait des espaces qui soient des refuges pour les personnes qui le souhaitent. Ces espaces doivent rester des terres de lutte. L'échelle municipale le permet. Mais bien sûr, le « refuge »

n'est pas uniquement protecteur, c'est le réceptacle d'une histoire politique et un outil pour continuer à combattre : et il faut lutter contre les transformations qui tendent à faire disparaître cela (comme par exemple sur Saint-Ouen, l'effacement total de son passé ouvrier, par la destruction des usines Wonder ou PSA), et dans le 93, la situation est catastrophique de ce point de vue-là.

H. b. K. : tu participes aux municipales à St Ouen : comment s'est fait le processus qui a amené à ton implication dans ce cadre ?

L. B. : Honnêtement, c'est justement par les luttes !

Il y a eu les mobilisations au moment du Nouveau front populaire (NFP) pour empêcher que l'extrême droite ne prenne le pouvoir, et une lutte qui a été importante pour moi, la lutte pour le plan d'urgence dans l'éducation pour le 93. Pour nous, l'objectif était de mettre fin à la rupture d'égalité entre les territoires au niveau de l'éducation. Dans cette lutte-là, on a fait un travail commun avec la FI qui a été extrêmement présente sur le terrain — donc des liens se sont tissés. Les municipales, ça a été un continuum de cette double expérience du NFP et des luttes spécifiques dans le 93. C'est dans cette dynamique que s'est faite l'alliance. Celle-ci a été facile, parce qu'en face de nous, on a Karim Bouamrane — qui est connu au niveau national pour les positions déléguées qu'il assume : ça faisait sens, c'était une évidence de partir avec Manon Monmirel.

Pour notre liste, on a aussi eu des discussions avec les Ecologistes (et des dissidents de ce parti), mais rien n'est actuellement fixé, du fait de problèmes internes dans leur parti. Dans cette aventure se sont joints à nous Génération.s et la REV, le parti d'Aymeric Caron, ainsi que des associations et des militant·es locaux.

Malheureusement, à gauche, nous n'avons pas pu faire l'unité largement. En effet, le PCF, qui était initialement dans l'opposition, a finalement retourné sa veste et rejoint Karim Bouamrane. On voit également là le problème spécifique des élections municipales où l'objectif est de sauver son poste, son siège à la mairie... C'est scandaleux et on s'en souviendra !

H. b. K. : oui, et en fait c'est quand même une sacrée histoire les

accords électoraux comme ça avec le PCF. J'ai fait mes petites recherches aussi comme on est également candidates à Livry-Gargan. Et les stratégies électorales du PCF c'est un sacré guépier.

L. B. : Moi ce que je vois dans le ralliement PCF-PS sur St-Ouen, c'est cinquante ans d'accords électoraux ! Pour la petite histoire, je vais être un peu bavarde, mais en gros les accords PS-PCF datent de 1965, bien avant le programme commun de 1972 et de 1981 ! Ces accords s'appuyaient sur la

« Il y a eu les mobilisations au moment du Nouveau Front populaire (NFP) pour empêcher que l'extrême droite ne prenne le pouvoir et la lutte pour le plan d'urgence dans l'éducation nationale. L'objectif était de mettre fin à la rupture d'égalité entre les territoires. Dans cette lutte-là, on a fait un travail commun avec la FI qui a été extrêmement présente sur le terrain »

mise en place de « listes bloquées » pour les villes de plus de 30.000 habitants. Et cela avait d'ailleurs concerné St Ouen. Rapidement, pour expliquer ce qu'est une « liste bloquée », et qui correspond aux listes pour lesquelles on a l'habitude de voter. C'est en fait tout simplement le fait qu'une liste des municipales soit fermée : quand on vote, on vote pour une liste complète, qu'on ne peut pas modifier au moment de glisser son bulletin dans l'urne. C'était le cas avant, on pouvait mélanger des listes — c'était un « panachage », ça permettait aux gens de décider de leur équipe municipale.

Maintenant, tout se règle au niveau des appareils : c'est une catastrophe parce que c'était une élection qui donnait beaucoup plus d'autonomie politique aux électrices et aux électeurs dans les choix de leurs représentant·es, donc ça ne vaut pas grand chose, mais c'était « toujours ça » avec le « jacobinisme » français.

Bref, pour en revenir à notre sujet, les accords de 1965 étaient originellement plutôt favorables au PCF qui avait pu acquérir une hégémonie sur la gestion des villes du 93 jusqu'aux années 80 et compenser sa marginalisation nationale. Dans le même temps, ils ont aussi permis au PS de prendre progressivement des responsabilités dans les mairies acquises au PCF et de les concurrencer. Et c'est exactement ce qui s'est passé à St Ouen. Le PS a « remplacé » le PCF ! Tu sais qu'on parlait même à l'époque dans la presse de nouveau Front populaire ! C'est cocasse quand même quand on voit aujourd'hui que les mêmes habitudes d'accords s'opposent au NFP.

H. b. K. : le rappel historique est intéressant, mais même du point de vue des appareils, ça n'est pas si simple car la stratégie du PCF dans la région est assez variable : des accords départementaux ont été signés entre la FI et le PCF, et tu as raison, le NFP n'est plus leur cadre de référence puisqu'il faut refaire des accords — avec la spécification des colorations des têtes de liste, communiste ou insoumise.

L. B. : Au NPA-A, on restait sur le fait de privilégier ces cadres de fait, les faire exister, on a beaucoup travaillé à cela. Mais là ! Impossible de travailler avec le PCF parce qu'il se retrouve à faire campagne avec Bouamrane. Mais en fait, là, il faut dire que c'est scandaleux ce que fait le PCF — tradition d'alliance ou pas, et je ne suis pas pour banaliser trop leur stratégie. Tenir la ligne, c'est aussi le faire remarquer : la mairie PCF avait été décorée pour sa lutte contre la spéculation immobilière. Rien à voir avec le maire actuel !

H. B. K. : est-ce que tu peux en dire plus à son sujet ?

L. B. : Il faut savoir qu'il est à la mairie

depuis 2020. Karim Bouamrane du PS avait été dans l'équipe de la mairie PCF de Jacqueline Rouillon, qui ne pensait pas du tout qu'il s'opposerait à elle et ne l'avait pas vu comme un rival. En 2014, elle a perdu la mairie face à la droite : et c'est le PS qui l'a récupérée en 2020. Les rapports de pouvoir ont donc changé au sein d'un équilibre qui existe depuis cinquante ans dans la région. Rien de nouveau à la cuisine électorale habituelle de ce point de vue.

Sur le plan plus personnel, à la base, c'était un chef d'entreprise spécialiste de la cyber-sécurité, donc déjà son profil est dicté par ça. On n'est pas surprises de le voir défendre une politique sécuritaire, comme il le fait à St-Ouen. Il précipite toutes les étapes de la gentrification en délaissant complètement la politique de la ville pour les quartiers populaires. Ca c'est sur le plan concret et local.

Au niveau national, il a fait parler de lui parce qu'il faisait partie des élus PS qui ont très vite tourné le dos du NFP et se sont construits en confrontation avec ce dernier : c'est un profil qui plaît à Macron, il a été envisagé

comme potentiel premier ministre dans cette période-là. On est donc à la toute droite du PS. Il se présente comme « l'homme de gauche » alors qu'il a le parfait profil d'un macro-niste : il a même déclaré dans les médias qu'il préférerait gouverner avec Retailleau, plutôt qu'avec la FI !

Je ne sais pas si c'est utile de le représenter après avoir rapporté son positionnement vis-à-vis de Retailleau, mais sa stratégie est de jouer sur la « peur » afin de développer des politiques plus sécuritaires.

En cela, St Ouen incarne clairement aussi un des points qu'on a explicité par la motion municipale, en sus peut-être de la résolution. Les municipales sont marquées par la dissolution du NFP qui crée deux gauches rivales. Pour beaucoup de listes hors la FI, l'enjeu n'est pas seulement de « faire l'unité » mais de s'en distinguer.

H. b. K. : au-delà du périmètre des organisations, je me demandais ce qu'il en était sur le plan programmatique. Tu as bien précisé l'enjeu autour de la sécurité dans le profil de Bouamrane, et en réalité les discussions sur la police sont fréquentes – notamment quand on se distingue

du PCF. Est-ce que c'est un point qui a joué ? Sinon, est-ce qu'il y a des éléments que tu voudrais mettre en lumière parmi nos propositions politiques ?

L. B. : Ce qui est certain, c'est qu'on a beaucoup parlé de cette question et qu'on l'a beaucoup mise en avant dans nos discussions avec nos partenaires. Pour nous, c'est une question parmi les plus importantes : on essaie de pousser le plus à gauche

possible, mais on doit travailler en bonne intelligence. On fait face aussi à une campagne qui est axée sur le tout-sécuritaire, chez Karim Bouamrane. Nous avons des discussions intéressantes sur la place de la police dans la société avec notre liste. Il existe encore des différences de points de vue entre nous à ce sujet. Le NPA-A veut mettre fin à la police, qu'elle considère comme le bras armé d'une politique de classe et raciste, et propose des mesures transitoires allant dans ce sens. La FI considère la police comme un corps de fonctionnaires globalement comparable aux autres (certes à réformer), même si elle veut développer une politique plus préventive et sociale que répressive. On voit que ce n'est pas la même perspective. Ce qui est agréable, c'est que nous avons la possibilité de le dire et de marquer nos différences d'appréciation. Il y a un terrain commun, c'est certain : Assa Traoré était d'ailleurs invitée au meeting de lancement de la campagne. Pour le reste, les thématiques de campagne sont principalement le logement et les services publics. Sur ces sujets-là, la proposition de la FI reste audacieuse et on ne pensait pas qu'ils proposeraient autant – sur la part des logements sociaux, sur les ruptures de marge qui sont possibles par rapport aux bailleurs... Et de ce point de vue on est satisfait-es. Il y a au niveau des services publics des objectifs qui sont enthousiasmants. Ainsi on propose un renforcement des crèches municipales, pour arrêter le tout-privé dans tous les secteurs.

L'idée des élections municipales, c'est de changer le quotidien des personnes. Et là dessus, la façon d'organiser collectivement la prise en charge de la petite enfance, d'autant plus avec la croissance démographique de la ville, c'est central pour nous aussi. Il y a la reprise des crèches municipales, l'augmentation du nombre de places en alliant les échelons municipaux et départementaux, et il y a enfin l'idée de jumeler les crèches et les maisons de retraite, de faire du lien inter-générationnel.

De manière plus générale, on a à cœur de développer l'offre de services publics, mais aussi d'intervenir sur les discriminations qui limitent l'accès à ces services : des discriminations qui sont économiques au sens large, mais qui intègrent donc aussi la race. Sur ce plan là, toutes nos propositions ne

NPA
L'Anticapitaliste

ÉLECTIONS MUNICIPALES | 15 ET 22 MARS 2026

"POUR SAINT-OUEN"
SOIRÉE DE LANCEMENT DE CAMPAGNE

MER 10 DÉC 19^H

LYSA BONIN
MEMBRE DE LA DIRECTION DU NPA

MANON MONMIREL
TÊTE DE LISTE LFI

ASSA TRAORÉ
JONATHAN RUFF
(TSEDEK)

LA FRANCE INSOUMISE

REV RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE POUR LE VIVANT

SAINT-OUEN
MAISON DES ASSOCIATIONS
27 AV. GABRIEL PÉRI

NPA-LANTICAPITALISTE.ORG

sont pas encore bien stabilisées, et je ne peux donc pas les détailler.

H. b. K. : tu parles là des crèches, ça rejoint évidemment des préoccupations féministes. La dimension intersectionnelle, antiraciste et féministe, est importante dans la campagne que vous menez : on vous a vu-es notamment avec Assa Traoré, Aurore Koechlin était présente au lancement de la campagne. Comment parvenez-vous à rendre visibles ces enjeux dans une élection qui est souvent réputée comme technique ?

L. B. : En fait honnêtement, je n'ai pas vraiment l'impression de m'efforcer de rendre visible l'intersectionnalité. C'est plutôt la FI qui insiste sur cette dimension très intersectionnelle dans sa communication. Cela nous va bien, mais ça n'est pas l'effet d'un travail spécifique de notre part sur cet enjeu. La gestion de la communication est concertée, mais on est qui on est, tout simplement ; et cela n'aurait pas de sens pour nous de nous opposer à cette manière de communiquer parce qu'on pense que c'est ce qu'il faut faire nous aussi au NPA.

En somme, si la liste est intersectionnelle, c'est par nos profils militants et pas parce qu'on ferait un « effort » pour « construire l'intersectionnalité » ou la rendre visible. Ici, on a une campagne qui est militante, qui n'est pas cadenassée aussi par des intérêts d'appareils — c'est peut-être un des apports de cette dimension concrète, incarnée de la manière de faire de la politique. Et d'ailleurs, au-delà d'Aurore Koechlin, de Mélanie Mermoz ou moi, Manon Monmirel - notre tête de liste - est une militante antiraciste de terrain : c'est son travail militant aussi qui construit cette position. Du coup on prend vraiment des positions qui sont nettes de ce point de vue là et cela ne nécessite pas de négociation, tout est très fluide et c'est une chance !

H. b. K. : la campagne des municipales est l'occasion de la mise en place d'un nouveau comité : est-ce que tu peux revenir sur cette intensification de l'activité locale grâce à la campagne et sur la manière dont on peut s'appuyer sur les municipales pour développer une activité à long terme ?

L. B. : C'est un peu comme pour vous j'imagine (un comité 93 Nord-Est a été créé sur la base de la volonté des militant-es de participer aux municipales).

En fait l'idée du comité a évolué de manière concomitante à la campagne. Il y a eu la possibilité des municipales, le travail avec la FI et le fait de redynamiser notre militantisme sur St Ouen. Or, on était beaucoup à militer plutôt dans des comités liés à notre lieu de travail. On avait de nouveaux contacts, des anciens contacts qui revenaient vers nous : plein de facteurs ont fait que les voyants étaient au vert pour essayer de faire quelque chose de chouette sur notre ville.

« Avec nos partenaires, on essaie de pousser le plus à gauche possible, mais on doit travailler en bonne intelligence. Nous avons des discussions intéressantes sur la place de la police avec notre liste. Les thématiques de campagne sont principalement le logement et les services publics. Sur ces sujets-là, la proposition de LFI reste audacieuse et on ne pensait pas qu'ils proposeraient autant. »

Au niveau de la campagne, on a des moyens logistiques de la FI qui nous relaie et notre place reste intéressante et importante : il y a des réunions programmatiques, un porte à porte par semaine, une école qui est faite une fois par semaine et deux diffusions sur les marchés le weekend et on peut y injecter nos forces militantes, mais aussi rencontrer d'autres militant-es. En plus de cela, on a un comité politique de la campagne chaque dimanche où on peut s'exprimer pour chaque parti. On retrouve d'autres organisations :

Génération-s, des militant-es associatifs-ves, et un réseau de solidarité qui peut nous permettre d'agir dans des cadres sur notre ville.

H. b. K. : tu es membre de la direction du NPA, comment l'investissement dans cette campagne a-t-il pu s'articuler aux autres mandats que tu honores déjà dans notre organisation ? Comment cela impacte-t-il et transforme-t-il ton militantisme ?

L. B. : Oui, alors avant de penser à mes fonctions au sein du parti et de la manière dont j'arbitre les choses, je dirais que mon action politique est complémentaire de mes engagements syndicaux. La campagne des municipales me permet d'apporter un autre éclairage sur les luttes syndicales puisque les municipalités ne s'occupent que du premier degré dans les écoles, donc pour moi c'est intéressant de l'articuler à mon travail syndical en collègue.

Et donc il y a une question importante comme syndicaliste, comme professeuse, et comme militante sur la ville : si on veut une école de qualité sur le 93, il faut des moments avec les familles. Et dans les trois domaines de ma vie - le syndicalisme, le cadre politique, mon travail en lui-même se pose cet enjeu là des familles si on veut défendre les services publics. S'ajoute d'ailleurs aussi la question de la place des associations ou de la place de la police : pour les interventions sur l'éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité (EVARS). Souvent, les parents ont des ressentis contrastés par rapport à l'école : c'est une des clefs pour mettre fin à la rupture d'égalité que de se situer dans les luttes politiques et municipales, et c'est ça qui est intéressant quand on fait de la politique locale.

Une camarade me disait que si les choses étaient bien faites, il n'y avait pas nécessairement tant une « accumulation » qu'une interpénétration des tâches. C'est partiellement vrai au sens où comme je le disais, mon militantisme sur le lieu de travail est élargi et raffermi : mais cela reste le lieu d'une accumulation des tâches et des choses à organiser. Le travail en groupe de travail (GT) est intéressant et il est riche pour se mettre en discussion mais il nécessite aussi de voir les camarades s'autonomiser et prendre davantage d'initiatives, peut être : ce sont des choses auxquelles on réfléchit. □

La campagne municipale à Alençon

NPA ALENÇON

Le NPA-A 61 a participé activement à la campagne des municipales à Alençon avec la liste Gauche unie : c'est en effet un des camarades du comité, avec l'étiquette NPA-A, qui est la tête de liste de ce rassemblement des forces de gauche politiques et sociales. Nous souhaitons ici partager notre démarche, l'historique de ce travail ainsi que les difficultés et les limites que nous rencontrons. Cet article a été écrit avant le second tour, qui a vu l'élection d'un militant du NPA au conseil municipal d'Alençon.

Sans aucune velléité dogmatique, nous souhaitons exposer ici les choix que nous avons faits pour la construction de cette liste et les réponses apportées à des problématiques concrètes qui apparaissent nécessairement lorsqu'on travaille avec des forces politiques (notamment les forces locales « citoyennes ») dont les tactiques diffèrent des nôtres.

PETIT POINT HISTORIQUE

En 1983 et 1989, la LCR s'était présentée aux élections municipales. Puis, par trois fois, notre camarade Christine Coulon fut élue, en 1995 avec 7,38 %, en 2001 avec 8,13 % et en 2008 avec 7,27 %. Ces scores avaient permis d'obtenir un siège parmi les 35 du conseil municipal – scrutin à lasemi-proportionnelle – sans toutefois ouvrir droit à un siège à la communauté de communes. On voit là la logique d'une démocratie représentative, qui minorise encore plus les oppositions ; Christine a toujours été élue sur une liste soutenue par la LCR seule et donc représentait l'opposition de gauche, dans des configurations différentes (majorité de droite, majorité gauche plurielle, et des gouvernements gauche et droite en alternance). Pour comprendre l'émergence de la liste Gauche unie pour les élections municipales de 2026, il faut reprendre le travail unitaire qui a été fait à Alençon dans le cadre du NFP. Le NPA-A en a été un moteur indiscutable : alors que le PS a disparu des réunions et des actions dès l'élection

de leur députée, nous avons poursuivi la démarche par la création d'un NFP local regroupant les forces politiques de gauche (Écologistes, FI, NPA-A, PCF, Pôle citoyen) mais également des structures syndicales (Solidaires) et des citoyen·nes militantes des luttes sociales. Cela a permis de mettre en place et de maintenir des pratiques unitaires pendant plus d'un an et d'avoir un cadre de débat déjà en place pour les discussions sur la constitution d'une liste unitaire large en vue des municipales.

C'est la configuration des listes présentes ou annoncées qui a dessiné l'espace que nous pourrions occuper.

LA SITUATION POLITIQUE DE LA VILLE

Tout d'abord, Alençon sort de trois mandats d'un maire socialiste macron-compatible. Cette longévité à la tête de la municipalité lui confère une bonne place dans le paysage politique et il bénéficie de l'effet « notable installé depuis toujours ». Cependant, le bilan de son troisième mandat est à l'image de la supercherie du PS au national : en n'abordant les questions sociales qu'à la marge et sans réel investissement dans les politiques de lutte contre la précarité, incapable d'agir pour les populations vulnérables et pour les quartiers populaires, se contentant d'événements de façade pour les luttes féministes et complètement silencieux face au racisme systémique (et notamment aux interventions récentes de la BAC et de dizaines

de policiers de la police nationale dans les quartiers populaires). Il aura cependant été proactif sur l'armement de la police municipale, le développement de la vidéosurveillance et le financement de la rénovation d'un bâtiment pour le transformer en pépinière d'entreprise.

À sa droite, la candidate ancienne LR inscrit sa campagne dans la plus pure ambiance sécuritaire du moment : en attendant de sortir le programme complet pour la municipalité, la communication principale s'est faite sur le triplement du nombre d'agent·es de police municipale, l'extension massive de la vidéosurveillance, allant même jusqu'à la prévision de raser la « tour Pascal » bâtiment central du quartier de Perseigne, accusée d'être le nœud névralgique du « trafic » de drogue. Sans oublier les questions des dépôts d'ordures sauvages auxquelles elle se propose de répondre par une politique « retour à l'envoyeur » et amende. Pour chaque question, une réponse : la répression.

Enfin, pour la première fois dans notre ville, une liste Rassemblement national. La tête de liste est passée par reconquête pour les législatives de 2022, avant de se rallier au RN en tant que suppléant de la candidate aux législatives de 2024. Nul besoin de développer ici la rhétorique sécuritaire et raciste de leur discours ; nous noterons cependant qu'elle se construit dans une union avec l'UDR et affiche ainsi un profil droite tradi, réactionnaire et nationaliste.

UN ESPACE POLITIQUE POUR UNE GAUCHE UNITAIRE ET RADICALE

Il y avait donc bien l'espace politique pour une liste de gauche portant un programme de progrès social, d'émancipation, de lutte contre les discriminations et les racismes. Les collectifs et les partis, pris séparément, n'ayant pas les forces militantes pour construire seuls une liste, c'est le rassemblement qui s'est imposé. En outre, cela permet de matérialiser l'unité indispensable contre l'avancée du fascisme et contre les dérives d'extrême droite et sécuritaires de l'ensemble des blocs politiques du centre, de la macronie et de la droite. Sur le terrain, cet attelage est différemment apprécié et l'on observe parfois des difficultés d'adhésion chez celles et ceux qui, appelant pourtant à une réponse unitaire, déplorent la présence tantôt du NPA-A tantôt de la FI et ce, malgré notre présence sur le terrain des luttes au quotidien à Alençon. Notre accès à la tête de liste n'a guère été débattu et s'est imposé grâce à notre travail sur le terrain, dans les luttes, dont nous avons tiré la légitimité et gagné la confiance du collectif. Il est évident pour nous que dans ce cadre, le programme de la liste ne peut être l'expression pure d'un programme révolutionnaire pour les municipales et la réflexion sur les limites et lignes rouges aura été centrale dans notre démarche.

Commencent alors les interrogations sur le programme et sur la manière de faire campagne dans un espace médiatique polarisé sur les questions sécuritaires. Nous voyons déjà dans l'expression publique des autres listes une mise en avant de ces questions sécuritaires et d'une certaines manières identitaires. Il ne s'agit pas pour nous d'avoir un discours qui réponde point par point à cette rhétorique mais bel et bien de rappeler que l'insécurité, c'est l'impossibilité d'accès aux droits et à des conditions de vie dignes (protections sociales, santé, logements, travail et alimentation). Nous devons alors déplacer le discours et la critique sur le système, sur les conséquences à l'échelle municipales de politiques nationales. Ce qui nous semble là évident ne l'est pas toujours pour nos partenaires. Il aura fallu par exemple débattre pour imposer le démantèlement de la vidéosurveillance, pour tenir un discours critique sur l'action de la police municipale

et de réussir à aménager des espaces dans notre programme et notre matériel pour dénoncer l'action de la BAC dans nos quartiers populaires. Ces questions articulent politique locale et nationale : elles ont donc cristallisé les désaccords, notamment auprès de certaines forces qui mettaient en avant un discours uniquement localiste afin de passer sous silence ses questions trop « nationales ». Pareillement, les propositions d'avancées sociales significatives comme le revenu minimum municipal garanti, l'expérimentation de la sécurité sociale alimentaire ou plus modestement la gratuité des transports publics et des premiers mètres cubes d'eau ont dû s'imposer face à

« À Alençon, il y avait donc bien l'espace politique pour une liste de gauche portant un programme de progrès social, d'émancipation, de lutte contre les discriminations et les racismes. »

la critique de la « faisabilité », tentative avortée de vider d'une partie de sa substance un programme de rupture.

VERS UN DEUXIÈME TOUR TENDU

La composition de la liste a donné lieu à d'après discussions confrontant des conceptions très différentes. Pour certain-es, il fallait être légitime pour être sur la liste : c'est-à-dire avoir de l'expérience dans la municipalité, une connaissance technique des compétences, des dossiers, des financements... Nous avons donc dû, pas à pas, déconstruire cette vision d'une liste de technicien·nes et imposer une liste plus jeune, constituée de personnes actives dans les luttes sociales, de personnes portant les intérêts des plus précaires. Il a ensuite fallu batailler sur la représentation des personnes

racisées et des personnes des quartiers populaires (notons que ces personnes, nous, au NPA-A 61, nous les connaissons parce que nous militons avec depuis des années, notamment dans les luttes antiracistes, contre les lois sécuritaires, pour le soutien au peuple palestinien, contre la précarité économique et sociale dont elles sont victimes). Enfin, c'est contre les égos blessés que nous avons bataillé pour avoir une représentation variées des catégories professionnelles, qui inclut évidemment les plus précaires, les privé-es d'emploi : bien des personnes CSP+ habituées à participer aux listes citoyennes ont dû laisser leur place. Ainsi, au sein donc de notre alliance, la composition de la liste a été un geste politique en soi : chacun·e y portant les intérêts de classe mais aussi de groupes minorisés, de quartiers populaires, c'est autant le profil de la liste que l'orientation du programme qui se sont alors précisés.

Sans aucun défaitisme, nous savions que notre liste avait peu de chances de remporter la mairie et nous devons aborder la question du second tour. Pour nous, NPA-A 61, il n'était pas envisageable de faire une fusion programmatique qui nous enchaînerait à la municipalité sortante mais notre engagement à battre la droite et l'extrême droite pourrait nous imposer une fusion technique. Pour l'heure, l'absence de programme de la liste de la municipalité sortante ne permet pas d'estimer si des lignes rouges seront franchies (en premier lieu sur les questions sécuritaires et sur l'abandon des publics précaires). D'ores et déjà, en cas de fusion, nous savons que nous exigerons une totale liberté de vote, notamment sur le budget, et que nous refuserons tous les postes d'adjoint·e : il nous est inacceptable de nous retrouver en position de gérer le système et de faire fonctionner ainsi la grande machinerie austéritaire que sont devenues les municipalités. Ce positionnement a été difficile à faire entendre au sein de la liste ; nous en sommes conscientes même en ayant la position de tête de liste. C'était pourtant la seule position tenable pour que notre participation au conseil municipal puisse être une réelle opposition et qu'elle puisse y porter une propagande libre de critique des politiques locales et nationales. □

Bilan d'une expérience militante à la mairie de Bordeaux

KOLDO MENDI

Avec les résultats des élections municipales, une page se tourne pour les anticapitalistes à Bordeaux. La victoire du candidat macroniste Thomas Cazenave et la défaite de Pierre Hurmic ne constituent pas seulement un échec de la gauche libérale. C'est aussi la fin du mandat de notre groupe Rouge Bordeaux Anticapitaliste (RBA), et plus largement un échec collectif de l'espace à la gauche de la gauche : celui de n'avoir pas su faire vivre, dans les institutions, une voix qui sort du lot et qui refuse de se plier au jeu des politicien·nes professionnel·les. Fin de partie.

Voici venu le moment pour tirer des bilans et réfléchir aux suites, en espérant que ces réflexions puissent être utiles aux camarades qui viennent d'être élu·es.

DE BORDEAUX EN LUTTES À ROUGE BORDEAUX ANTICAPITALISTE

En janvier 2020, un cycle de luttes importantes (loi Travail, Gilets jaunes, réforme des retraites...) touche à sa fin. Localement, ce contexte donne lieu à un milieu militant combatif, où aucun parti ne domine ni ne dirige. Après une bataille interne à la France insoumise (LFI), des contacts avec les jeunes insoumis aboutissent à une proposition : tisser une alliance autour de la candidature de Philippe Poutou, sur une liste rassemblant des militant·es du NPA, de LFI, de RP, mais aussi des Gilets jaunes, des associations, des syndicats et des collectifs de luttes. Malgré l'hostilité d'une partie du NPA local et de l'appareil de la FI, la dynamique prend. L'équipe se construit et se renforce au fil des rendez-vous dans les manifestations, dans la rue.

Cet ancrage dans les luttes débouche sur un manifeste-programme radicalement anticapitaliste, anti-institutionnel, qui s'affirme comme une alternative sans concessions à la gauche libérale incarnée par Pierre Hurmic et sa liste EELV-PS-PCF. Bordeaux En Luttes, c'est une première mise en pratique d'une

alliance avec la FI, élargie aux forces vives de la période. L'unité, sans rien céder sur la radicalité.

La campagne, militante et dynamique, permet l'élection de trois élu·es au conseil municipal : Philippe Poutou, Évelyne Cervantes-Descubes (LFI, ex-CGT) et Antoine Boudinet (Gilet jaune). Pourtant, les difficultés et les conflits ne tardent pas à gangrener le fonctionnement collectif du groupe. Les camarades de RP quittent le collectif dès le lendemain des élections. La FI, elle, se désintéresse du groupe et de l'activité municipale une fois la campagne refermée. Certain·es développent une hostilité croissante envers toute forme organisée de la politique, tandis que d'autres y voient une opportunité pour se projeter vers les élections cantonales.

Résultat : le collectif se délite, les relations personnelles et politiques se dégradent, sur fond de divisions autour du pass sanitaire et des vaccinations, lors de la pandémie et des mobilisations antivax. Un élu démissionne, remplacé par la suivante sur la liste, qui finit par quitter le groupe pour mener une campagne de diffamation et de calomnies ciblant en particulier notre élu anticapitaliste.

Malgré tout, le groupe municipal tiendra la ligne pendant six ans : une opposition de gauche critique face à la mairie de gauche libérale et à la métropole

cogérée avec la droite. Un an avant la fin du mandat, le groupe change de nom pour devenir RBA. Une façon de tourner la page de BEL, qui n'a plus grand-chose à voir avec le collectif de 2020. L'équipe se renouvelle en partie. Face à l'invisibilisation médiatique, nous développons nos propres outils de communication : tracts locaux, vidéos des interventions au conseil municipal, diffusées sur les réseaux sociaux. Ces prises de parole gagnent alors une audience qui dépasse largement les limites de la ville.

Cette activité militante ne se résume pourtant pas aux quelques vidéos qui circulent sur internet. Derrière les caméras, il y a plusieurs centaines, voire des milliers de notes rédigées pour expliquer chaque vote : un véritable travail d'élaboration politique. L'accès direct aux dossiers municipaux et métropolitains nous a permis d'affiner nos analyses sur des enjeux concrets : logement, urbanisme, santé, monde associatif, quartiers populaires, transports, services publics... Et nous n'étions pas seul·es. Heureusement, nous avons pu compter sur l'appui de chercheuses et chercheurs en sciences sociales, urbanistes, architectes, représentant·es syndicaux·ales, militant·es de collectifs de lutte ou d'habitant·es de quartiers. Certain·es sont venu·es à nous, d'autres nous ont sollicité·es pour partager leurs situations, leurs difficultés, leurs revendications.

Autant de voix qui ont nourri notre combat et renforcé son ancrage dans le réel.

Les difficultés ont pourtant été nombreuses. Outre la violence et le mépris de classe subis au sein même du conseil municipal, outre le désabusement face à l'absence de démocratie et à des médias qui nous ignoraient — voire nous invisibilisaient délibérément — se posent des problèmes politiques bien plus profonds.

D'abord, la question du rôle de l'élu-e : porte-parole des luttes ou simple intermédiaire entre l'institution et ce qui se passe dehors, dans la rue, dans nos quartiers ? Cette tâche s'est avérée compliquée, notamment parce que le milieu associatif craint de s'afficher politiquement de manière critique vis-à-vis de la mairie. Mais surtout en raison du décalage abyssal entre le rythme des séances du conseil municipal et l'urgence sociale de nos vies. La réalité de notre classe n'est tout simplement pas à l'ordre du jour.

Ensuite, la question du collectif. Maintenir et faire vivre l'équipe militante — comité ou équipe de campagne — autour de l'élu-e est un défi permanent. La quantité de travail et l'épaisseur des dossiers municipaux dépassent largement les capacités de nos comités locaux. À moins d'accepter que cette activité les absorbe entièrement, quitte à délaisser le terrain des luttes extérieures. Ainsi, le lien avec l'élu-e, le contrôle de son activité, son accompagnement, mais aussi la gestion de son autonomie : tout cela n'est pas une petite affaire. Et cela exige d'être pris en charge collectivement.

UNE DÉFAITE POUR LA GAUCHE ?

Au premier tour, le 15 mars, la gauche bordelaise s'est présentée divisée — comme souvent. Derrière le duo de tête formé par le maire sortant Pierre Hurmic (27,68 %) et le macroniste Cazenave (25,58 %), la gauche de la gauche a éclaté ses suffrages en cinq listes distinctes. La FI a obtenu 9,36 %. Juste derrière, la liste RBA, soutenue par le NPA, a rassemblé 5,14 % avec Philippe Poutou en tête de liste. Viennent ensuite RP (0,89 %), le NPA-R (0,21 %) et LO (0,36 %), qui ferment la marche. À l'extrême droite le RN fait 7,02 %, talonné par la candidate Reconquête (1,77 %). Sans surprise, dans l'entre-deux-tours, le maire sortant a retrouvé des couleurs... de gauche, et s'adresse

désormais aux quartiers populaires. Finalement, au soir du dimanche 22, l'ancien ministre du budget et des comptes publics, Thomas Cazenave, remporte le second tour — à quelque 1500 voix près.

D'aucuns se plaignent de la défaite de la gauche à Bordeaux. Mais en y réfléchissant bien : de quelle « gauche » parle-t-on au juste ? La gestion libérale et écologiste de la ville laisse ainsi place à une gestion libérale et macroniste. Car depuis 2020, la mairie dite « écologiste » et « socialiste » gère les affaires sans aucune rupture avec l'héritage des décennies de droite. La métropolisation s'est poursuivie, aggravée. La gentrification des quartiers populaires du centre-ville s'est accélérée. Les grands projets d'urbanisation et la bétonnisation continuent de remplir les caisses des promoteurs immobiliers. Pendant ce temps, dans les quartiers populaires plus excentrés, les fameux « QPV » (Quartiers politiques de la ville), pas même l'ombre d'un basculement politique qui réponde à leurs besoins. Logements sociaux délabrés, voirie abandonnée, absence de vie sociale, sportive, culturelle. Pas de lieux de vie, pas de loisirs, pas de commerces. Et rien n'est fait pour empêcher les expulsions des squats. Alors, les services publics, n'en parlons même plus.

Les services publics disparaissent : CAF dématérialisée, bureaux de poste en fermeture. La crise économique et sociale s'aggrave. Le milieu associatif, utilisé comme supplétif via les DSP, survit sans moyens à la hauteur. Les personnels (médiateur-rices, éducateurs spés, animateur-rices) craquent, le burn-out guette. Face à eux, une population abandonnée. Pendant ce temps, le maire sortant joue la carte sécuritaire : vidéosurveillance, police municipale armée, surenchère sur « l'insécurité ».

Et l'autre gauche ? En effet, elle était fragmentée et divisée. Pourtant, nous partions avec l'avantage de pouvoir faire valoir une expérience au sein du conseil municipal. Malheureusement, c'est sans doute les calculs électoralistes qui l'ont emporté sur l'intérêt et l'aspiration unitaire de notre classe. Dès le départ, LFI a indiqué ne pas vouloir renouveler Bordeaux en Luttés. Leur stratégie nationale impliquait des campagnes FI, avec leurs propres candidat-es et programme, tout en cherchant à demi-mot une alliance « de Poutou à Hurmic ». Or nous ne

pouvions renoncer à la ligne d'opposition de gauche anticapitaliste à la gauche libérale que nous avons défendue pendant six ans, au profit d'une stratégie électoraliste visant uniquement l'obtention d'élu-es.

Parti-es tard avec une petite équipe, nous avons rapidement attiré de nouvelles personnes. L'équipe s'est structurée, aidée par la direction du NPA-A, avec un meeting de lancement réunissant 250 personnes (avec Olivier Besancenot). Nous avons tenu des assemblées hebdomadaires pendant deux mois. Nous avons attiré d'anciennes camarades (LCR, NPA, L'Après, FI), des militant-es associatif-ves et syndicales, des jeunes, des moins jeunes, des personnes peu ou pas politisé-es, mais chaque AG comportait un point politique ouvert où s'exprimaient les colères et analyses.

Avec 5,14 % des voix, nous avons dépassé le seuil symbolique et financier des 5 %. Loin d'être vécu comme un échec, ce score a été accueilli avec satisfaction. Nous savions que nous ne prendrions pas la mairie : il s'agissait de porter des revendications transitoires, un programme pour notre classe, pour nos luttes et pour les quartiers populaires. L'équipe était fière d'avoir mené une campagne riche, collective, fidèle à nos orientations anticapitalistes, sans illusions et qui donne envie de continuer à lutter.

En définitive, la campagne RBA aura au moins eu le mérite de défendre le bilan d'une mandature et faire exister, dans le débat municipal, une orientation clairement distincte des révolutionnaires sectaires et des réformistes opportunistes. Depuis la fin du scrutin, les attaques se sont multipliées. Dans des déclarations relayées par les Jeunes insoumis, le candidat LFI a accusé individuellement Philippe Poutou d'être seul responsable de l'absence d'une gauche de rupture au second tour, alimentant une polémique qui n'aide en rien dans une période où nous priorisons les efforts unitaires.

Mais au-delà de ces polémiques, l'essentiel est ailleurs. Le sentiment dominant, ce soir du second tour, était celui d'avoir construit un outil militant — et d'avoir ouvert des pistes de travail pour la suite : démocratie directe, implantation dans les quartiers populaires, construction d'un front antifasciste militant. La page se tourne, mais le combat continue. □

RN aux Municipales : pas de vague fascisante ?

HAFIZA B. KREJE

Il est de coutume de rappeler que le RN manquerait d'ancrage local : entre la place prise par le RN sur le plan médiatique et national et la réalité locale, un grand différentiel mettrait en évidence la faiblesse concrète du RN en dehors de ses relais, voire de son instrumentalisation bien connue si bien que les municipales ne seraient pas les élections les plus favorables à l'extrême droite. À rebours de cette analyse, nous nous proposons de mettre en évidence le caractère central des municipales dans ses stratégies d'implantation et pour la concrétisation de son programme.

L'argumentaire autour de la faiblesse de l'implantation locale du RN doit d'abord être contextualisé : à force d'être rivés sur les stratégies de notre camp, et en particulier sur l'instrumentalisation du RN par les sociaux-démocrates, nous avons souvent minimisé les dangers.

LE RN ET LES MUNICIPALES : UNE HISTOIRE ANCIENNE ?

L'usure du « front républicain » après 2002, les stratégies populistes des années 2010 ou le discours confusionniste sur notre classe font partie des données politiques qui participent à engourdir notre camp quant à la menace réelle et urgente que représente la progression du RN. Sur les manières d'agir et de faire, notre camp claironne la nécessité d'appeler à la pondération et de proposer des analyses qui raffinent le triomphalisme de l'extrême droite ou le « catastrophisme » qui serait à la fois inaudible et finalement idéologique et peu moteur. Les erreurs dans notre camp autour de la minimisation sont d'abord le fruit d'une expertise faussée. Qui parmi nous a oublié la fameuse stratégie sociale-démocrate, celle que le bon mot de Bérégovoy a fait passer dans la sagesse populaire de la méfiance anti-politicienne en 1982 : « *On a tout intérêt à pousser le Front national, il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattables. C'est la chance historique des socialistes* » ? Si

cette situation n'est pas la nôtre quand le RN multiplie les succès électoraux, il faut nous rappeler que les années 1980 ne sont pas seulement celles d'une lutte contradictoire des socialistes contre le FN, elles sont aussi celles du tournant des sociaux-démocrates vers l'austérité et de leur mise en œuvre de politiques racistes, de l'amorce de la conversion néo-libérale en Europe... et du triomphe trompeur, pour les apparences, de l'antiracisme moral.

LA POPULARITÉ DU RN A MINÉ NOTRE CONFIANCE DANS NOTRE CLASSE

Notre minimisation du RN n'est pas seulement le résultat du spectre des années 1980 : de manière plus large, la qualification du RN comme « parti des ouvriers » — même si nous la combattons —, ou autrement dit, de l'adhésion des classes populaires aux propositions politiques racistes, même outrancières, a déstabilisé notre confiance dans notre classe. Face à cette déstabilisation, deux postures psychopolitiques sont possibles : affronter la contradiction ou se murer dans le déni. Choisir l'intervention matérialiste, ou choisir l'idéologie. Identifier la contradiction, c'est ce que la mise en évidence d'une « position contradictoire » dans la classe, portée par notre commission antiraciste et Édouard Soulier en particulier¹ permet. À l'inverse, choisir l'idéologie, c'est ce à quoi correspondent deux positions qui existent dans notre camp social et

qui sont un obstacle majeur à la progression d'une conscience de classe capable de résister à la fascisation.

Le choix idéologique de l'aveuglement face aux contradictions qui agitent notre classe s'entendent de deux manières. Depuis une pensée bourgeoise, souvent appuyée sur l'identification des classes populaires au « peuple » et à la nation, il y a la position « populiste » (celle qu'on attribue souvent à un Ruffin aujourd'hui marginalisé) qui prétend d'un bord que le RN est le parti des ouvriers et que nous ne devrions donc pas « les condamner mais les comprendre » pour les regagner. Ainsi donc « notre camp » ne serait jamais perdu, même quand il organise des alliances objectives avec notre ennemi : ces « alliances » pourraient toujours être renversées, et le « peuple » revenir à ce qu'il doit être après une incartade. Comme un mari infidèle, le prolétariat pourrait être convaincu par une épouse compatissante de regagner sa couche. Cette position ressemble à s'y méprendre à sa sophistication marxisante, qui de l'épouse compatissante passe à la jeune fille fleur bleue, à travers le doux mot de la « fausse conscience » des rapports sociaux. La « fausse conscience » implique une distinction entre une conscience « vraie » et une conscience « fausse », ou autrement dit, à la conscience de classe réalisée, — introuvable mais « à postuler », qui se précipiterait dans une

action révolutionnaire à venir en réalité d'après Lukàcs — et l'absence de conscience de classe « effective », celle qu'on constate et qui ne peut être qu'erronée jusqu'à la réalisation de son destin historique par notre camp. Pour nous révolutionnaires, soutenir cette position est l'analogie d'une défense du prince charmant par-delà sexisme et patriarcat. En somme, dans les deux cas, posture idéologique dangereuse, ruffiniste ou plus marxisante, il s'agit d'opposer l'idéal au réel et d'en espérer une justification du marasme.

LA SÉQUENCE DES ANNÉES 1980, UNE DÉMONSTRATION DE LA CENTRALITÉ DES MUNICIPALES ?

Si nous avons du mal à insister sur la nécessité de la démarcation, c'est donc souvent (outre notre propre manque de mobilisation sur ces questions dans notre camp, visible en général sur le terrain dit des oppressions) par opposition à une séquence de la lutte social-démocrate « contre le RN ».

Dans son ouvrage de référence, *Le Front national de 1972 à nos jours*, l'historienne Valérie Igounet met en évidence la complexité de la séquence des années 1980 : les élections législatives sont celles de l'émergence de candidats FN qui n'obtiennent que des scores faibles — « environ 0,2% aux législatives de juin 1981 et des scores semblables aux cantonales de mars 1982 ». En 1983, alors que le FN ne compte qu'environ 150 adhérents à jour de cotisation (et en revendique dix fois plus), Jean-Marie Le Pen obtient de François Mitterrand la diffusion, sur l'audiovisuel public, des discours et des congrès du FN, au nom d'une diffusion équitable.

La prise de position du président de la République, qui répond favorablement à l'interpellation de Jean-Marie Le Pen, facilite la mobilisation de son camp lors des municipales. La disproportion entre l'exposition médiatique du FN et son implantation réelle autorise toutes les audaces : à Dreux, dans une ville désindustrialisée dont un quart de la population est issue de l'immigration, Jean-Pierre Stirbois se dévoue à une campagne raciste qui affirme prendre en charge les « Français » alors que les socialistes ne s'occuperaient que des immigrés. Avec quelques militants, il construit une base militante qui ne cessera de croître et de se fidéliser. C'est la percée électorale au premier tour, avec

plus de 15% des voix et les moyens de concrétiser des listes d'union avec la droite au second tour. La victoire est emportée par la liste d'union à droite, et le RN obtient 31 élus. Après les élections, Stirbois organise le déploiement des fédérations locales et la structuration du FN.

« En 2026, c'est Reconquête qui présente un profil comparable à celui du RN des années 1980. Il faut envisager l'éventualité de la reproduction des mêmes méthodes que celles qui ont permis au FN de passer d'un groupuscule centré autour de la personnalité d'un chef à une organisation structurée localement. »

Le récit des municipales de 1983 ne vise pas qu'à tirer le portrait du coup d'éclat de Stirbois. Il a pour fonction de mettre en lumière d'une part la place du discours indissociablement social et raciste dans la progression du RN — depuis les années 1980, donc bien avant les chats de Marine le Pen — et d'autre part il doit nous empêcher de minimiser le rôle des scrutins municipaux. C'est grâce au tremplin des municipales que le FN a pu davantage s'organiser. Ainsi, ces élections ne sont pas anecdotiques pour les formations

d'extrême droite, quel que soit notre diagnostic sur leur « implantation locale » insuffisante.

RN, RECONQUÊTE : UN CHASSÉ-CROISÉ ?

En 2026, c'est Reconquête qui présente un profil « comparable » à celui du RN des années 1980. Dès lors, il faut envisager l'éventualité de la reproduction des mêmes méthodes que celles qui ont permis au FN de passer d'un groupuscule centré autour de la personnalité d'un chef (et déjà, d'un couple pour Reconquête), à une organisation structurée localement. La quasi-totalité des candidatures investies par Reconquête, une dizaine, correspond à des cadres régionaux de l'organisation et à des militants qui ont rejoint le parti dès sa fondation. À Evreux, la tête de liste de Reconquête est Jean Messiha. Il n'est pas seulement un éditorialiste d'extrême droite qui instrumentalise son arabité à des fins islamophobes ou qui agite les plateaux de *Cnews*, c'est un militant qui organise la prime aux violences racistes : c'est lui qui a organisé la collecte de 1,6 millions pour le policier meurtrier de Nahel Merzouk.

Il serait absurde pour autant de penser la simple duplication : les forces d'extrême droite font système, mais c'est un système dysfonctionnel et boiteux. Les luttes fratricides y sont importantes, et participent à fragiliser leurs victoires et à ralentir leur progression. Si nous pouvons espérer de la rivalité entre Reconquête et le RN quelques lenteurs quant au développement du fascisme, compter sur les fragilités de nos adversaires plutôt que sur nos forces ne correspond pas à une tactique politique raisonnable — mais à une forme de pensée délégataire qui est dangereuse dans la période et nous laisse désarmés.

Le résultat des élections pour Reconquête sont globalement décevants. D'après le travail de *Checknews* pour *Libération*, neuf maires apparentés dans de petits villages seraient proches de Reconquête — pas officiellement et visiblement investis par le national, il est probable qu'ils ne soient pas d'importants relais pour leur organisation.

L'EXTRÊME DROITE, BANALITÉ DES POLITIQUES RÉACTIONNAIRES

Au cours des élections, loin de sa banalisation supposée, le RN a continué d'affirmer un profil ouvertement réactionnaire. Les paniques morales et les propos LGBTI-phobes sont ainsi nettement assumés par l'extrême droite. L'offensive donc se poursuit : après la banalisation du racisme, ce sont les bases du féminisme institutionnel qui sont la cible suivante de l'extrême droite en campagne. Si le glissement a été notoire du côté des groupuscules militants à travers l'instrumentalisation féministe de Némésis, l'évolution des groupuscules est comparable à celle des deux principales formations électorales de l'extrême droite.

En région parisienne, la campagne de Sarah Knafo est construite sur les représentations racistes qui accompagnent la mise en scène de l'insécurité et des politiques de surveillance. La question du « harcèlement de rue » ou du sentiment de peur qu'auraient les femmes est ainsi opposée à une « ville heureuse » que constituerait une ville dirigée par l'extrême droite : les codes visuels presque enfantins que mobilise cette dernière visent ainsi à euphémiser la violence que représentent ses positionnements politiques et à les banaliser, tout en présentant la « simplicité » de ses réformes. Ainsi le « virilisme » quoique toujours présent, est moins mis en évidence dans les médias par opposition à des figures féminines réactionnaires qui présentent une forme de « banalité » et de bon sens de l'extrême droite.

À Toulon, par exemple, en instrumentalisant les représentations de douceur associées à la féminité majoritaire une dirigeante historique du RN comme Laure Lavalette qui s'est positionnée contre l'IVG, le mariage pour tous, ou qui qualifie de « nauséabonde » ce qu'elle qualifie de « propagande LGBT » a été proche de remporter le scrutin. C'est sur cette ligne et avec une visibilité nationale qu'elle peut présenter une liste de « rassemblement » sans étiquette après avoir obtenu 46,5% des suffrages aux dernières législatives sous l'étiquette RN face à la division de la

droite. Largement en tête au premier tour des élections avec 42,6% des suffrages exprimés, elle a perdu face à la maire sortante, qui n'avait que 28,5% des voix, grâce à un front républicain. Il n'empêche que son score représente une véritable menace, et qu'elle pointe vers le réel enjeu de cette élection : l'union des droites.

BANALE PROGRESSION ?

Contrairement à ce que nous pouvions craindre, la « percée » du RN est assez modérée. Notre camp n'a pas remporté ces élections, la FI

« Si les élections peuvent nous rassurer un instant, elles ne doivent pas masquer la réalité la plus inquiétante. Une semaine après les élections, le gouvernement, annonce une nouvelle loi séparatisme. Même une victoire à gauche renforce le déferlement de haine dans les médias contre le maire noir FI de Saint-Denis. »

obtient principalement de même des victoires symboliques. Globalement, c'est le jeu « traditionnel » des municipales notabilliaires qu'on a vu se rejouer, signe de la plus grande stabilité — ou de la plus grande progressivité du glissement que ce que l'on pouvait craindre. Pour le politologue Luc Rouban, l'extrême droite électorale atteint un « plafond de verre », notamment dans les grandes métropoles où ses

scores restent autour de 10 %.

Cela étant, avec 61 mairies à l'extrême droite, la progression reste notoire. Si les médias majoritaires titrent sur le caractère contestable de la stratégie de l'union des droites, principalement parce que la « droite sincère » n'a pas serré la main de Jordan Bardella en grande pompe, il reste que les listes UDR ont globalement réussi leur pari. Éric Ciotti l'a emporté face à Christian Estrosi, et à Montauban, ville de plus de 30 000 habitants, c'est aussi cette liste d'union qui l'a emporté. Tous les maires RN ont été reconduits. Cinq nouvelles villes du bassin minier dans le Nord ont basculé. La victoire la plus emblématique est celle de Perpignan, seule ville de plus de 100 000 habitants où la RN a décidé de faire des municipales une bataille centrale : elle est à nouveau magistralement conquise. Et dans la région, une petite dizaine de villes bascule également, signe de l'attraction que représente le modèle de Perpignan.

En conclusion, si les élections peuvent nous rassurer un instant, elles ne doivent pas masquer la réalité la plus inquiétante. Une semaine après les élections, le gouvernement, qui a été invisible dans les campagnes, renforce le racisme d'État et le consensus racial en annonçant la dissolution de l'organisation antifasciste EDR luttant contre l'islamophobie et une nouvelle loi séparatisme. Il ne fait aucun doute que cette politique sera continuée et durcie dans les villes RN sous la forme d'un simple glissement.

Même une victoire à gauche renforce le consensus racial dans les médias avec un déferlement de haine contre le maire noir, élu sous l'étiquette FI, de Saint-Denis, tandis que la « Nouvelle France » fait l'objet des commentaires raciaux et d'une défense gênée digne des années 1980 qui invisibilise en retour la race. C'est donc à nous que revient la charge de cette lutte pour notre classe, alors que par sa propre force ou par son attraction et sa pénétration du sommet de l'État, son ennemie mortelle, l'extrême droite, progresse : ne faisons des élections ni le thermomètre de la fascisation, ni celui de notre action. □

1) E. Soulier, Race, classe — conscience de classe et conscience de race. *Revue l'Anticapitaliste* n°163, janvier 2025.

La question animale

FRÉDÉRIC MALVAUD

Végan, végétarien, végétalien, antispéciste, animaliste, droits des animaux : ces mots ou concepts ont fait une entrée fracassante dans l'univers médiatique et interrogent nos sociétés, au moins les sociétés occidentales, même si les débats qu'ils soulèvent traversent les civilisations et les siècles.

Ces concepts interrogent et ils créent des fractures sur lesquelles il est nécessaire de revenir. On voit ainsi deux courants de pensée très différents s'opposer fortement aux thèses « animalistes » : un courant de droite et un courant proche de la mouvance Confédération paysanne/PCF (Joelyne Porcher, Paul Ariès, Frédéric Denhez). Le titre d'un livre de Joelyne Porcher (*Cause animale, cause du Capital*) est ainsi éloquent.

En lisant les divers auteurs (les pour et les contre), on constate qu'aucun d'entre eux ne situe la problématique dans le contexte historique. Pourtant, il semble essentiel de s'interroger sur le pourquoi de l'émergence de cette question en début de 21^e siècle.

UNE APPROCHE HISTORIQUE

Confrontés à l'augmentation considérable de leur population et à la limitation des ressources dans le cadre de sociétés de gaspillage, les humains commencent à la fin du 20^e siècle et au début du 21^e siècle à penser leur existence dans le cadre d'une humanité commune et collective, même si bien sûr cette pensée est loin d'avoir conduit à un fonctionnement des sociétés cohérent avec cette pensée naissante.

L'émergence de la question animale a du reste été anticipée par les biologistes de l'évolution et singulièrement elle est déjà inscrite dans la réflexion de Charles Darwin dès 1877 (*La Filiation de l'homme*, chapitre 4). Il écrit ainsi : « À mesure que l'homme avance en civilisation, et que les petites tribus se réunissent en communautés plus larges, la plus simple raison devrait aviser chaque individu qu'il doit étendre ses instincts sociaux et ses sympathies à tous les membres d'une même nation, même s'ils lui sont

personnellement inconnus. Une fois ce point atteint, il n'y a plus qu'une barrière artificielle pour empêcher ses sympathies de s'étendre aux hommes de toutes les nations et de toutes les races. La sympathie portée au-delà de la sphère de l'homme, c'est-à-dire le sentiment d'humanité envers les animaux inférieurs, semble être l'une des acquisitions morales les plus récentes. Cette vertu, l'une des plus nobles dont l'homme soit doué, semble provenir incidemment de ce que nos sympathies deviennent plus délicates et se diffusent plus largement, jusqu'à ce qu'elles soient étendues à tous les êtres sensibles ».

L'émergence de la question « animaliste » participe de ce processus et la question du « soin » à apporter aux autres êtres « sensibles » est donc plus que légitime.

C'est la raison pour laquelle il est important de prendre en compte positivement ces mouvements et de débattre de leurs fondements, de comprendre que l'émergence des pensées « animalistes » participe de la montée de l'empathie envers le vivant, essentielle si l'on veut préserver la biodiversité, mais aussi changer la société humaine en s'appuyant sur les capacités de coopération et d'entraide des humains.

L'autre apport de ce mouvement est de rappeler que nos sociétés, comme tout le vivant, sont en évolution. Si notre espèce a été carnivore, prédatrice, en fait surtout nécrophage avant de pratiquer l'élevage (une forme de prédation), il n'y a pas de fatalité à ce qu'il en soit de même pour l'éternité.

Reste que cette approche (dite antispéciste ou animaliste) doit, pour le moins, être questionnée tant dans ses fondements que dans ses conclusions.

DES CATÉGORIES

Traditionnellement en éthique environnementale, on distingue trois approches du lien entre l'humain et l'animal : l'anthropocentrisme, le biocentrisme et l'écocentrisme. Ceux qui s'opposent aux « animalistes » adhèrent le plus souvent à la première approche, et à l'inverse leurs défenseurs se rangent derrière les deux autres approches.

Un petit mot (forcément trop rapide et réducteur) sur :

— **L'anthropocentrisme.** Nos sociétés modernes (dans le cadre des religions monothéistes) ont développé la vision d'un humain supérieur, créature à l'image de Dieu, ce qui légitime la domestication des autres espèces et leur exploitation. Or, depuis Darwin, on sait que cette vision est erronée. *Homo sapiens* est le produit de l'évolution, comme toutes les autres espèces. Il n'est donc pas « au-dessus » et n'a donc aucun droit particulier à la vie. Ce n'est pas parce qu'il domine la planète (à l'heure de l'anthropocène) qu'il est supérieur. Du reste, au vu des risques qu'il fait peser sur lui-même et sur les autres espèces, il se pourrait bien qu'il soit une espèce bien faible en termes de temps de survie sur la planète (en biologie de la conservation, on parle d'une mauvaise *fitness* ou capacité adaptative).

Les opposant·es aux « animalistes » se situent la plupart du temps clairement dans cette logique anthropocentriste. Ils et elles argumentent en remettant en cause (souvent à juste titre) les conséquences aberrantes d'une pensée établissant une égalité (entre autres en termes de droits) entre les

animaux et l'être humain, mais évacuent la question des fondements de leur approche. Ainsi, Braunstein, pour justifier la nécessité d'établir une frontière entre humain et animal (et justifier ainsi le concept des droits humains), ne trouve qu'un seul argument : la prise en compte du « bon sens ». C'est quand même un peu léger pour un philosophe...

Et les adversaires des « animalistes » autour du courant Porcher/Ariès n'argumentent jamais sur le fond. Ils se contentent eux aussi de porter le fer contre les conséquences de l'approche « animaliste », jusqu'à l'absurde pour certains d'entre eux en prenant la défense de la corrida ou de la chasse... ou en tenant des propos caricaturaux. Non, le monde n'est pas menacé par les végétariens, mais bien par le capitalisme et le « trop de viande », l'agriculture intensive.

— **Le biocentrisme et l'écocentrisme.** Ces deux courants sont différents mais en fait très proches. Ils partent du principe qu'*Homo sapiens* n'est pas une espèce à part, donc n'a pas de droits particuliers et qu'il faut élargir la notion des droits humains aux animaux « sensibles » (pour les biocentristes) ou aux écosystèmes et paysages (pour les écocentristes).

L'argumentation des animalistes paraît d'un premier abord convaincante (elle fait référence aux théories scientifiques de l'évolution) mais pose pour le moins question. En effet, concernant l'approche « biocentriste », se pose le problème de la définition de l'espèce « sensible » ou dans le vocabulaire des philosophes les plus solides de ce courant des espèces « conscientes et sentientes ». Définir la « conscience » est extrêmement délicat et les différents auteurs évacuent vite cette question.

SUR LE CONCEPT DE SENTIENCE

Il est pourtant utile de ne jamais s'exprimer sans définir de quoi on parle. Ainsi, peut-on parler de la « libération des animaux » sans définir ce que sont les animaux et donc sans s'interroger sur le précepte de base de l'antispécisme : la notion de sentience.

Les animaux (ou métazoaires) sont une « famille » (ou clade) des eucaryotes (organismes dont l'information

génétique est contenue dans le noyau de la cellule, celle-ci délimitée par une enveloppe nucléaire). Ils sont apparentés (entre autres) aux champignons et nettement différenciés d'un grand nombre d'organismes et singulièrement des végétaux. Faut-il militer pour la libération des champignons (au vu de leur proximité avec les animaux) et réclamer que ceux-ci soient considérés comme des citoyen·nes ? Est-il « spéciste » de ne pas le faire ? Et après tout pourquoi ne pas s'interroger sur le spécisme potentiel envers les végétaux ?

La question peut paraître saugrenue, mais ce serait ne pas faire honneur aux théoriciens de l'antispécisme de supposer qu'ils ne l'ont pas posée.

« *L'argumentation des animalistes paraît d'un premier abord convaincante (elle fait référence aux théories scientifiques de l'évolution) mais pose pour le moins question.* »

Ils l'ont posé en effet et ont développé pour y répondre le concept de « sentience ». Ils ne sont pas les seuls à s'être posé la question puisque des philosophes depuis l'antiquité l'avaient posée avant eux.

La « sentience » est un terme d'origine anglo-saxonne, utilisé depuis le 19^e siècle. Le terme a fait récemment son entrée dans les dictionnaires en France. Ainsi du Larousse en 2020 qui en donne la définition suivante : « *Sentience (du lat. sentiens, ressentant) : pour un être vivant, capacité à ressentir les émotions, la douleur, le bien-être, etc. et à percevoir de façon subjective son environnement et ses expériences de vie.* »

La différence entre « sensible » et « sentient » est dans la reconnaissance des émotions et la capacité de vivre

des expériences subjectives (notion du reste très floue), des sensations pour l'animal qui est doué de cette dernière faculté. Et donc de ressentir le plaisir, la douleur, la peur. Mais peut-on être conscient sans être sentient ?

À partir de cette définition, on doit constater et prendre en compte une grande confusion dans de nombreux écrits. Car la question est évidemment de savoir quels sont les animaux « sentients » ?

Une lecture du dictionnaire Wikipédia (article manifestement écrit par un animaliste) peut laisser perplexe. On y lit en effet :

« *L'origine de la sentience remonte ainsi au Cambrien, entre -560 et -520 millions d'années.* » Or, les premiers « bilatériens » (animaux possédant un système nerveux central) datent de 700 millions d'années. Ils auraient donc eu un système nerveux central sans ressentir la douleur ?

« *Il existe des indices évolutifs, neurologiques et comportementaux permettant de constater ou non la sentience des individus.* » Quels indices ? Et si ce sont des indices, on est loin d'un constat scientifique !

« *Il est ainsi possible que des individus aujourd'hui non sentients (comme les moules) aient eu des ancêtres mobiles et sentients.* » Le terme possible en dit long sur le caractère spéculatif de la phrase, d'autant qu'on ne précise jamais quand, comment et pourquoi on perdrait la sentience.

« *La nociception est le processus par lequel le système nerveux détecte et réagit aux stimuli potentiellement nuisibles, conduisant parmi les êtres sentients à la sensation de douleur.* » On entre ici dans un début de définition puisque la sentience est corrélée à l'existence d'un système nerveux, qui induit la douleur.

« *La présence de nociception indique la capacité d'un organisme à détecter les stimuli nuisibles. Cependant, ça ne prouve pas nécessairement que la manière dont ces stimuli nocifs sont traités dans le cerveau conduit à une expérience subjective de douleur.* »

On suggère donc ici que la « sentience » serait liée à la présence d'un cerveau sans en apporter la moindre preuve scientifique, en reconnaissant de fait le côté spéculatif par l'expression « *ça ne prouve pas nécessairement.* »

« *Le consensus exprimé par la Déclaration de Cambridge sur la conscience*

porte sur la présence, chez tous les vertébrés, des caractéristiques neurologiques de la conscience. » On est étonné du terme consensus appliqué à une déclaration de 13 neuroscientifiques. Cela fait peu pour un consensus. Et ici on parle de conscience et non de sentience. Est-ce la même chose ?

Les caractéristiques sont ensuite précisées :

- « – complexité du système nerveux (ex. : plus de 100 000 neurones) ;
- circuits sensoriels composés de couches de neurones hiérarchiquement organisés ;
- circuits de différents sens convergents pour former une représentation isomorphe de l'environnement (constaté par imagerie cérébrale) ;
- neurones très interconnectés ;
- présence de zones destinées au stockage de souvenirs ;
- entraînement possible à des tâches sélectives. »

On remarquera que la présence du cerveau n'est plus requise.

« Dans La Révolution antispéciste, Pierre Sigler conclut sur ce point : "Il faut bien garder à l'esprit que la conscience n'est pas un tout ou rien". ». Alors « conscience » ou « sentience » ? Termes identiques ?

« En l'état actuel des connaissances, voici les animaux (adultes et en bonne santé) généralement considérés comme sentients :

- la grande majorité voire la totalité des vertébrés (ce qui inclut les poissons et les reptiles) ;
- les céphalopodes (par exemple les pieuvres) et les crustacés décapodes (comme les crabes ou les crevettes). Certains insectes, comme les cafards, les termites ou les mouches, affichent de forts marqueurs de sentience. Il y a cependant relativement peu d'études sur le sujet, et il n'est pas sûr que ces résultats se généralisent à d'autres espèces d'insecte.

D'autres animaux ne satisfont pas aux nombreux critères (voire à aucun) et ne sont donc vraisemblablement pas sentients :

- les éponges de mer, dépourvues de système nerveux ;
- les mollusques bivalves (moules, huîtres, palourdes...) dont le système nerveux ne correspond à aucun indice neurologique de la sentience et présente uniquement des mouvements réflexes ;
- les cnidaires (anémones, méduse, corail...); eumétazoaires pas de

système nerveux central
– les amphioxiformes ;
– les tuniciers. »

DES CRITÈRES TRÈS DISCUTABLES

Ce chapitre mérite que l'on s'y attarde. D'abord écrire « adultes et en bonne santé » signifierait que les enfants (pour les humains) et les malades ne seraient pas « sentients ». Les auteurs de ce texte mesurent-ils l'absurdité d'un tel concept et les conséquences potentielles de celui-ci ?

Si effectivement les éponges de mer n'ont pas de système nerveux, il n'en est pas du tout de même des mollusques, des amphioxiformes et des tuniciers, qui sont tous des bilatériens, donc possèdent un système nerveux central ! Du reste, le terme « vraisemblablement » en dit long sur la confusion et le manque de rigueur des auteurs. On peut relever aussi : « certains insectes », « peu d'études à ce sujet » (ce qui est faux), « il n'est pas sûr »...

Et, plus remarquable encore les termes « la grande majorité voire la totalité des vertébrés ». Il y aurait donc des vertébrés non sentients ? Lesquels et pourquoi ?

Or, dès que l'on prend en compte le concept de sentience, il est pourtant indispensable de définir de quoi on parle et donc d'appuyer ses choix (quels animaux sont sentients ?) sur des bases solides.

Revenons sur la déclaration de Cambridge de 2012 sur la « conscience ». Et notons qu'il s'agit ici de conscience et non de « sentience ».

Que dit cette déclaration, signée par 13 scientifiques (des neurologues) : « L'absence de néocortex ne semble pas empêcher un organisme d'éprouver des états affectifs. Des données convergentes indiquent que les animaux non-humains possèdent les substrats neuroanatomiques, neurochimiques et neurophysiologiques des états conscients, ainsi que la capacité de se livrer à des comportements intentionnels. Par conséquent, la force des preuves nous amène à conclure que les humains ne sont pas seuls à posséder les substrats neurologiques de la conscience. Des animaux non-humains, notamment l'ensemble des mammifères et des oiseaux ainsi que de nombreuses autres espèces telles que les pieuvres, possèdent également ces substrats neurologiques. »

Et rappelons que le néocortex est propre aux mammifères. Les auteurs veulent donc dire que d'autres animaux seraient « conscients ». Il faut noter encore l'imprécision de la déclaration qui cite « de nombreuses autres espèces » sans les définir clairement. En 2024, une autre déclaration complète celle-ci, la déclaration de New York, signée par 287 scientifiques (en fait encore uniquement des neurologues). Citation : « Quels animaux sont capables d'avoir une expérience consciente ? Malgré la persistance de beaucoup d'incertitudes, certains points faisant l'objet d'un large consensus ont émergé.

Premièrement, il existe de solides bases scientifiques qui permettent d'attribuer une expérience consciente aux autres mammifères ainsi qu'aux oiseaux.

Deuxièmement, les données empiriques indiquent que la possibilité d'une expérience consciente est, a minima, crédible chez tous les vertébrés (y compris les reptiles, les amphibiens et les poissons) et chez de nombreux invertébrés (incluant, au minimum, les mollusques céphalopodes, les crustacés décapodes et les insectes). Troisièmement, lorsqu'il existe une possibilité crédible d'expérience consciente chez un animal, il est irresponsable d'ignorer cette possibilité dans les décisions affectant cet animal. Nous devrions considérer les risques pour son bien-être et prendre en compte les éléments de preuve dans nos réponses face à ces risques ».

On notera encore l'incertitude sur les animaux concernés, mais aussi l'élargissement du concept aux « invertébrés ». On sera surpris du reste de l'emploi de ce terme, qui n'a plus de sens depuis longtemps en phylogénie. On notera aussi que l'on parle de conscience et non de « sentience ». On sera surpris, au vu de la phylogénie des espèces, que l'on puisse mettre à part les mammifères et les oiseaux, alors que les chéloniens (tortues), les lépidosauriens (lézards et iguanes), les crocodiliens sont apparentés aux oiseaux (dans le clade des sauropsides) ? Et pourquoi les vertébrés puisque rien dans ce clade ne pourrait suggérer une origine de la conscience qui serait absente ailleurs ? Et que dire du terme « nombreux invertébrés » ? Et

lesquels ? Et pourquoi ?

Bref, d'où peut venir la conscience, et du coup la « sentience » ?

Patrick Tort écrit¹ un chapitre sur « Qu'est-ce que la conscience pour un biologiste ? ». Il la définit ainsi : « On conviendra de nommer conscience le fait, pour un être vivant, d'appréhender de manière unitaire un différentiel sensible dans le rapport de sa propre unité biologique à son environnement – cette appréhension unitaire étant elle-même suivie d'un réglage comportemental également unitaire, et ajustée à l'information obtenue ».

Derrière les termes quelque peu abscons, on doit comprendre que c'est bien l'ensemble du vivant qui est « conscient ».

Et pour délimiter le vivant on fera référence à Chomin Cunchillos (*Les voies de l'émergence*, 2014) qui définit le vivant à partir des trois niveaux supérieurs d'intégration de la matière que sont les protéines, les cellules et les animaux.

CONSCIENCE ET SENTIENCE

Vouloir choisir certains animaux en leur attribuant la conscience que les autres n'auraient pas relève d'une vision très anthropocentrée, bref, les animaux proches des humains. On entendra aussi que cette définition diffère nettement de celle des neuroscientifiques Edelman et Tononi qui considèrent que le phénomène de la conscience est limité aux vertébrés supérieurs sans jamais en définir l'émergence en termes de phylogénie, ni du reste en donner une définition. Le travail de ces neurologues, centré sur le cerveau humain, « ne peut en effet s'étendre qu'aux animaux qui possèdent un système nerveux présentant des caractéristiques semblables aux nôtres ». (Chomin Cunchillos, *Les voies de l'émergence*, 2014).

Évidemment, reconnaître que la conscience est constitutive de tout le vivant (y compris le végétal bien sûr) perturbe quelque peu les tentatives de donner aux êtres conscients les mêmes droits que les humains.

Mais on peut certainement être conscient sans être « sentient » si on définit la sentience comme « la capacité à ressentir les émotions, la douleur, le bien-être, etc. et à percevoir de façon subjective son environnement et

ses expériences de vie ».

Mais qui pourrait ressentir cela ? A minima (donc sans exclusion définitive) les êtres vivants possédant un système nerveux centralisé. Il est intéressant à ce moment de se référer à la définition de Guillaume Lecointre dans la postface de l'ouvrage de Chomin Cunchillos : « *L'œuvre de Cordon et les prolongements de Cunchillos permettent à la fois de dégager les mécanismes de l'émergence biologique et de reconstruire à son propos un scénario temporel d'apparition de propriétés, pour finir par raconter l'histoire précoce de la vie. Cette histoire "précoce" va dans ce livre jusqu'à l'émergence de l'animal, pour être précis du point de vue taxonomique, en réalité jusqu'à la naissance des bilatériens (animaux à système nerveux pourvu de ganglions amorçant une centralisation, leur nom provenant de leur symétrie bilatérale). Les bilatériens réalisent en effet un niveau d'intégration qui n'a émergé ni chez les champignons, ni chez les chlorobiontes (les végétaux), ni même chez aucun autre clade d'eucaryotes (le vivant opposé aux eubactéries et aux archées) ».*

Donc pour citer quelques-uns de ces bilatériens : les plathelminthes (vers plats), les mollusques, les annélidés (vers à section cylindrique) les brachiopodes (coquillages), les crustacés, les oursins, les requins et raies, les « poissons », les hexapodes (insectes), les « reptiles » et amphibiens, les mammifères, les oiseaux...

Si l'on veut définir l'« antisécisme » par la définition de Peter Singer (*La Libération animale*, 1975) : « Je soutiens qu'il ne peut y avoir aucune raison – hormis le désir égoïste de préserver les privilèges du groupe exploitateur – de refuser d'étendre le principe fondamental d'égalité de considération des intérêts aux membres des autres espèces » –, il faudra accepter l'impossibilité de vivre pour les humains. Car pourrait-on vivre si tous ces animaux étaient des sujets de droit identiques aux humains ?

Pour donner un seul exemple, les moustiques (espèces responsables de la grande majorité des cas de mortalité des humains causés par d'autres animaux) sont « sentients » et donc on devrait prendre en compte la « valeur intrinsèque » de leur vie et donc s'interdire de porter atteinte à leur vie et de les faire souffrir.

QUAND LES CONTRADICTIONS ÉCLATENT

C'est la raison pour laquelle les antispécistes n'ont eu de cesse de procéder à des glissements successifs sans solidité scientifique pour réduire les « animaux » à un petit groupe d'espèces afin de rendre la théorie acceptable, bref de la limiter à la problématique de l'alimentation humaine et du rejet de l'élevage. C'est-à-dire en fait une vision très anthropocentrée autour des intérêts... des humains !

Accorder les mêmes droits que pour les humains (en tout cas les droits fondamentaux à la vie et à la liberté) à tous ces animaux confine à l'absurde et rendrait la vie d'*Homo sapiens* impossible sur terre. Dans le domaine de l'alimentation, on pourrait bien sûr imaginer un monde où l'humain se nourrirait uniquement de végétal, mais avec 9 milliards d'êtres humains, cela reviendrait à porter atteinte aux écosystèmes pour installer des cultures, ce qui reviendrait à remettre en cause... les droits des animaux sauvages à bénéficier de l'espace vital. En effet, une grande partie des prairies sur la planète dépend aujourd'hui de l'élevage et ces prairies sont essentielles pour la biodiversité dans un contexte où le retour à d'importantes populations d'herbivores sauvages est illusoire dans un monde qui abrite bientôt 9 milliards d'êtres humains et serait de toute façon contradictoire avec les espaces voués à l'agriculture végétale. On est vite dans l'impasse.

C'est la raison pour laquelle, chez tous les « animalistes » il y a glissement sémantique et on parle des animaux en les réduisant à ceux qui sont proches de l'humain, sans jamais définir clairement le concept d'animal « sentient ». Ainsi, les auteurs de *Zoopolis* définissent trois catégories d'« animaux » : les animaux domestiques, les animaux sauvages, les animaux « liminaires », qui sont des animaux sauvages, mais vivant près de l'homme ou en étant dépendants, et définissent des droits différents pour chacune des catégories (en plus des fameux droits fondamentaux). Cette caractérisation est discutable : ainsi, la catégorie « liminaire » n'a pas de fondement scientifique. Ces animaux sont des animaux sauvages ! Et les auteurs en arrivent à reconnaître que leurs thèses conduiraient à supprimer les espèces domestiques, ne laissant que celles pouvant être des

animaux de compagnie. Contradiction supplémentaire...

Cette impasse est bien lisible dans un écrit d'Aurélien Barrau : « *J'espère que les plantes ne sont pas tout à fait comme les animaux. Si elles devaient éprouver une forme de sensibilité à la douleur, ce serait terrible puisqu'il deviendrait extraordinairement difficile de vivre sans causer de tourments.* » Il faut noter déjà que le philosophe animaliste parle des animaux en général, dans ce flou cité plus haut. Mais surtout il est très intéressant de noter que c'est la question du « *tourment* » qui est centrale dans l'argumentaire. Mais ceci pose un sérieux problème : que dire du « *tourment* » du moineau dans les serres de l'épervier, du « *tourment* » de la chenille avalée vivante par la féroce mésange, etc. ?

UN AUTRE ANTHROPOCENTRISME

On voit qu'*Homo sapiens* est mis « à part » car les autres espèces ne peuvent évidemment pas cesser de vivre pour ne pas causer de « *tourment* » aux autres. Elles n'y pensent d'ailleurs même pas ! Au nom de l'antispécisme, c'est encore une fois une approche très anthropocentrée !

On présente ainsi une vision mythique de la vie, comme une harmonie : animaux et humains pourraient coexister, interagir et coopérer suivant des principes de justice et d'égalité, sans contradictions ni compétition ni prédation.

Les « antispécistes » pensent les autres animaux comme s'ils étaient des humains et voudraient leur imposer les cultures et les règles de vie des humains. Ainsi, quand on leur objecte que les animaux ne peuvent défendre et définir leurs droits, ils établissent une similitude avec les humains en situation de handicap mental ou les enfants (protégés par les droits humains) et revendiquent du coup que les droits des animaux soient défendus par... des humains.

Ils font l'impasse sur le fait que la protection des humains en situation de handicap mental participe de la constitution des liens sociaux des humains, facteur premier de sa réussite évolutive.

N'est-ce pas là finalement encore un anthropocentrisme exacerbé ou tout au moins non revendiqué ?

Et qui conduirait à des impasses pour les humains (si tous les animaux étaient

reconnus comme des personnes) en termes d'intérêts économiques (on ne pourrait plus modifier l'écosystème en cultivant la terre, car cela porte atteinte à certains animaux), d'alimentation (suppression de l'élevage), de santé (on ne pourrait plus tuer un moustique), de lien avec des animaux domestiques (on ne pourrait plus avoir de chats qui sont des animaux strictement carnivores), en termes de protection de la biodiversité (on ne pourrait plus éradiquer une espèce introduite par les humains, comme le rat surmulot par exemple, de certaines îles où survivent des populations d'oiseaux très menacées).

« *Prendre soin des
“animaux non
humains” participe
au prendre soin des
autres êtres humains,
conditions de la
nécessaire coopération
qui porte la capacité
collective à gérer le
dépassement des
limites, et donc à terme
porte la survie de
l'espèce humaine.* »

DROITS OU DEVOIRS

Juste un petit mot sur l'approche écocentriste, qui veut accorder des droits aux écosystèmes (et non aux espèces sensibles). En plus du fait que l'on arrive aux mêmes impasses pratiques que dans le cadre de l'approche biocentriste, s'y ajoute une pensée « essentialiste » (la nature a une essence propre) voire religieuse. Ce qui est pour le moins discutable.

La deuxième faille est la confusion permanente entre une pensée du droit (à la vie, à la liberté pour les « animaux ») et une pensée s'appuyant sur le devoir moral de prendre soin (ne pas faire souffrir, ne pas s'amuser à tuer). Ce

sont pourtant deux approches différentes et les animalistes passent de la deuxième à la première par séries de glissements jamais argumentés.

Une troisième faille se révèle quand on se pose la question des conséquences pratiques si on accorde des droits (soit aux individus, soit aux écosystèmes). Dans les faits, ces droits sont en fait mis en permanence en contradiction avec d'autres droits... qui sont toujours dominants quand il s'agit de faire des choix. Décider que tout être humain a droit au travail n'empêche pas le chômage dans les sociétés libérales. Et poser les questions en termes de droits permet d'éviter de prendre des décisions politiques (de préservation de la biodiversité, de soin envers les animaux) ; c'est en fait une vision libérale très influencée par la pensée anglo-saxonne. Ce n'est pas de droits dont nous manquons pour préserver la biodiversité et pour limiter la souffrance animale, ce sont de décisions.

Reste à ne pas évacuer un problème, celui de définir sur quoi fonder un humanisme qui consiste à penser des droits pour les humains (et pas pour les « animaux ») sans s'appuyer sur une pensée essentialiste et/ou religieuse de supériorité quelconque d'*Homo sapiens*.

Et pour cela il existe la voie du matérialisme scientifique. Chaque espèce (animale, végétale ou autre) est issue de l'évolution qui a conduit à des espèces différentes. Et chaque espèce ne peut défendre que ses intérêts, les intérêts des individus dans le cadre de l'espèce qu'ils constituent et qui prend sens dans les relations de reproduction et d'échange génétique.

Victor Duran-Le Peuch (*En finir avec les idées fausses sur l'antispécisme*, 2025) dans sa tentative courageuse de répondre aux arguments des « spécistes » reprend l'argumentaire des biologistes de l'évolution qui considère que « *l'espèce n'est pas une réalité biologique objective mais une construction intellectuelle, une convention utile pour classer le vivant* ». En d'autres termes, on ne pourrait donc parler d'intérêt d'espèce puisque l'espèce n'existe pas ! Il reproche alors à ses contradicteurs de « *ne pas avoir digéré la théorie darwinienne de l'évolution* ».

La critique est subtile et intéressante. Le problème est que l'auteur a oublié la fin de la démonstration des biologistes ! En effet si l'espèce est un concept de nomenclature puisque les espèces évoluent dans le temps, se transforment et ont une durée de vie, ce qui existe bien (et n'est pas un concept théorique) ce sont les populations : c'est-à-dire les groupements d'individus bien réels et bien vivants à un moment donné qui ont des rapports de reproduction et des rapports sociaux déterminés par la culture et aussi par les données biologiques et leur histoire (leur phylogénie). Pour raccourcir le discours, il est vrai que l'on emploie souvent le mot « espèce », mais c'est bien pour parler de « population d'espèce ». Et ces « populations d'espèce » peuvent bien sûr avoir des rapports de compétition, de prédation quelque peu contradictoires. Du reste quelques pages plus loin dans son ouvrage il se contredit en reconnaissant « *des conflits d'intérêts apparemment insolubles entre espèces différentes* ».

Face à l'impasse théorique, il essaie de s'en sortir par une étonnante pirouette : « *Jusqu'à présent nous ne nous sommes jamais demandé si ces petits êtres vivaient quelque chose à la première personne qui mérite d'être considéré. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que nous n'ayons pas de solutions clés en main à ces problèmes complexes. Mais ce n'est pas une bonne raison de ne pas commencer à en chercher* ».

En d'autres termes : on trouvera bien une solution un jour...

Cela me rappelle l'argumentaire des pro-nucléaires qui nous affirment que, certes, on n'a pas réglé la question des déchets, mais on trouvera bien plus tard des solutions. Du coup, n'est-ce pas l'auteur qui n'a pas « *digéré la théorie darwinienne de l'évolution* » ?

QUEL RAPPORT AUX AUTRES ESPÈCES ?

La conclusion à mon sens est qu'il n'y a pas de devoir moral de l'épervier à penser les intérêts du merle pas plus qu'il n'y a de devoir moral (d'impératif catégorique) pour *Homo sapiens* à défendre les intérêts des autres espèces.

Homo sapiens n'est donc soumis à aucun interdit moral de tuer d'autres animaux,

d'en élever certains pour vivre.

Homo sapiens a établi des droits (les Droits de l'« homme » qui vont devenir heureusement les droits des humains...) pour régir ses relations dans le cadre de l'espèce humaine, en fait de la population d'espèce bien réelle (relations intra-spécifiques) et dans le cadre d'un processus historique (processus de civilisation dont parlait Darwin), résultat de la sélection naturelle, qui l'a conduit à privilégier les instincts sociaux. Et c'est bien dans ce cadre historique donné qu'*Homo sapiens* a intérêt à préserver les autres espèces et aussi à prendre soin des autres êtres vivants, conditions nécessaires à sa survie.

Car prendre soin des « animaux non humains » participe au prendre soin des autres êtres humains, conditions de la nécessaire coopération qui porte la capacité collective à gérer le dépassement des limites, et donc à terme porte la survie de l'« espèce ».

Ceci peut être à mon sens le mieux décrit par cette citation du philosophe Baptiste Morizot : « *Il faut transformer en profondeur notre compréhension philosophique du vecteur évolutif, grâce à l'écologie scientifique pour passer de l'idée du plus apte pensée en termes de performance, à l'idée de survie du mieux relaté. Qui a la meilleure "fitness" ? C'est celui qui a le rapport le plus harmonieux à la pérennité de ses proies, la meilleure entente avec ses rivaux, le rapport le plus généreux avec ses mutualistes, le moins toxique avec ses parasites, le moins destructeur pour ses hôtes, le plus respectueux envers ses facilitateurs. Voilà qui survit, c'est-à-dire dispose à terme de la meilleure*

reproduction différentielle ».

On peut ajouter celui qui conserve au mieux sa diversité génétique, lui permettant de s'adapter plus vite aux changements, celui qui fait peser le moins de pression sur ses ressources.

En conclusion, nous n'avons pas besoin de donner des « droits aux animaux », mais bien de droits (d'obligations) pour les humains de protéger et de prendre soin des autres, et de changer notre système politique et économique, conditions pour installer un autre rapport au vivant.

En fait, on se perd à vouloir absolument, au nom du fait qu'*Homo sapiens* n'est pas « supérieur » à vouloir penser le monde en termes de dualisme : d'un côté les « personnes » pour lesquelles il n'est pas acceptable de porter atteinte à leur vie ni de les mettre en esclavage (et on y inclut les « animaux ») et de l'autre les « choses » (et on y inclut les plantes et ceux des animaux que l'on a décrété « non-sentients »).

Il paraît beaucoup plus pertinent de penser les personnes (au sens de personnes humaines), les choses (au sens d'objets non vivants) et les êtres vivants (autres que les humains) dont on doit prendre soin en accordant une attention particulière envers ceux qui sont sensibles ou « sentients » (les animaux).

Une telle approche était déjà pensée par Montaigne : « *Nous devons la justice aux hommes, et la bienveillance et la douceur aux autres créatures qui peuvent les ressentir* ». □

1) Patrick Tort, Qu'est-ce que le matérialisme ? Introduction à l'analyse des complexes discursifs. Éd. Belin, 2016.

Bibliographie.

- Aurélien Barrau et Louis Schweitzer, L'animal, est-il un homme comme les autres ? Éd. Dunod, 2018.
- Jean-François Braunstein, La philosophie devenue folle. Éd. Grasset, 2018.
- Chomin Cunchillos, Les voies de l'émergence. Éd. Belin, 2014.
- Boris Cyrulnik, Elisabeth De Fontenay, Peter Singer, Les animaux aussi ont des droits. Éd. Seuil, 2013.
- Charles Darwin, La filiation de l'homme. Éd. Champion classiques, 2013.
- Julien Delord, L'extinction d'espèce, histoire d'un concept et enjeux éthiques. Éd. MNHN, 2010.
- Frédéric Denhez, La cause végane. Éd. Buchet-Chastel, 2019.
- Sue Donaldson et Will Kymlicka, Zoopolis. Éd. Alma 2016.
- Victor Durand-Le Peuch, En finir avec les idées fausses sur l'antispécisme. Éd. de l'atelier, 2025.
- Gerald Edelman et Giulio Tononi, Comment la

matière devient conscience. Éd. Odile Jacob, 2000.

- Guillaume Lecoindre et Hervé Le Guyader, Classification phylogénétique du vivant. Éd. Belin, 2001.
- Baptiste Morizot, Les diplomates. Éd. Wildproject, 2016.
- Ariane Nicolas, L'imposture antispéciste. Éd. Desclée de Brouwer, 2020.
- Jocelyn Porcher, Cause animale, cause du capital. Éd. Le bord de l'eau, 2019.
- Jérôme Segal, Animal radical. Éd. Lux, 2020.
- Peter Singer, La libération animale. Éd. Petite biblio Payot, 2012.
- Patrick Tort, La seconde révolution Darwinienne, biologie évolutive et théorie de la civilisation. Éd. Kimé, 2002.
- Patrick Tort, Qu'est-ce que le matérialisme ? Éd. Belin, 2007.
- Francis Wolff, La vie a-t-elle une valeur ? Philosophie magazine, 2025.

En finir avec l'exploitation des animaux : une approche programmatique

COMMISSION CAUSE ANIMALE

Depuis son dernier congrès, le NPA-A reconnaît la sentience¹ des animaux humains et non-humains, et appuie les réformes visant à abolir ou limiter l'exploitation animale pour le divertissement, l'alimentation, la recherche, les vêtements ou le commerce d'animaux de compagnie. Nous proposons ici l'esquisse d'un tel programme.

Sans perdre de vue l'objectif d'un monde sans exploitation, nous militons également pour un meilleur traitement des animaux et des mesures immédiates de réduction de leur exploitation, dès lors qu'elles ne sont pas conçues comme une fin en soi². Or, dans un monde où les relations entre animaux humain-es et non-humain-es sont naturalisées et soumises à la loi du profit, la satisfaction de revendications immédiatement utiles aux animaux n'a rien d'évident. Elles rencontrent en effet l'opposition déterminée du complexe animalo-industriel³, car elles heurtent ses exigences de productivité et de rentabilité, et peuvent figurer l'amorce d'une société sans propriété des animaux.

ABOLIR OU LIMITER ?

Dans cette optique, chaque victoire arrachée au capital comptera. Nous pensons que les bases d'un tel mouvement existent dans la société et dans les classes populaires, où s'exprime un soutien massif à l'interdiction de l'élevage intensif ou à la création d'un statut juridique de personnes non-humaines pour les animaux, actuellement considérés comme des biens (respectivement 82% et 86% d'opinions favorables)⁴.

Le NPA-A, fidèle à la démarche transitoire, peut contribuer à la popularisation d'un plan de sortie de l'exploitation animale, répondant par ailleurs aux impératifs écologiques et sanitaires de la période. Ce plan, que nous soumettons au débat, reposera selon nous sur des mesures associant :

– l'arrêt immédiat des pratiques les plus cruelles,

– la mise en œuvre de normes dissuasives et l'arrêt des subventions à l'industrie de la viande, des produits laitiers et de la pêche,

– l'interdiction de l'introduction, de l'acquisition, de la vente, de la détention et de la reproduction artificielle d'animaux, – des politiques d'accompagnement des éleveuses et éleveurs, pêcheuses et pêcheurs, travailleuses et travailleurs avec maintien et garantie de rémunération,

– la végétalisation de l'agriculture, – le développement de structures de soins aux animaux, – la création d'un statut juridique de personne non-humaine, – des investissements publics massifs financés par la réquisition des entreprises et des profits du complexe animalo-industriel et de l'industrie pharmaceutique qui tirent profit des animaux.

LE DIVERTISSEMENT

L'abolition de la corrida, très populaire, peut être facilement mise en œuvre. En France, l'interdiction de l'acquisition, de la détention, de la reproduction et du spectacle d'animaux dans les cirques et delphinariums est mise en œuvre de manière échelonnée entre 2023 et 2028⁵. D'autres pays (comme le Royaume-Uni) se sont dotés de normes d'installation si strictes qu'elles ont conduit à la fermeture des bassins.

La fermeture des aquariums ou des zoos, qui mettent souvent en avant leur participation à la sauvegarde d'espèces en danger pour justifier l'enfermement de tous les individus (ce que Marc Bekoff, éthologiste renommé, conteste⁶) est,

elle, à organiser. Les captures doivent être interdites et les animaux qui pourront être relâchés devront l'être après des périodes de réhabilitation à la vie libre. Si des espèces sont jugées d'une importance particulière et justifient des politiques de conservation, celles-ci ne doivent pas être laissées à des structures privées avides de profits mais à des organismes publics et scientifiques, sans contact avec le public.

LA CHASSE

L'interdiction de la chasse est elle aussi facilement envisageable : l'interdiction des pires pratiques (élevage, agrainage, appâts vivants, colle, chasse à courre...), la réduction de la saison de la chasse et des journées autorisées en semaine, le durcissement des conditions d'accès au permis de chasse et aux armes peuvent être immédiatement mis en place. Conjointement à une interdiction totale de la chasse, des politiques publiques de suivi des populations libres des grands mammifères devront permettre d'identifier les difficultés dans nos rapports avec ceux-ci, et en dernier recours, des politiques de castration pourront être mises en place pour faciliter la co-habitation avec ces animaux. Concernant les animaux libres vivant en ville (pigeons, rats...), les méthodes de contraception déjà disponibles doivent être rendues obligatoires et les méthodes de gestion létales doivent être interdites.

L'ÉLEVAGE ET LA PÊCHE

Le démantèlement du complexe animalo-industriel (première puissance exploitative mondiale, responsable de la mort annuelle de 90 milliards d'animaux terrestres et de 300 milliards d'animaux aquatiques) et de l'élevage intensif (concentrant en France 80% des animaux d'élevage terrestres selon l'association L214) est la tâche prioritaire. Elle exigera le plus haut niveau de rapport de force, tant les intérêts en jeu sont colossaux⁷.

Les pratiques les plus cruelles (mutilations, élevage en cages et espaces confinés, foie gras...), les projets de fermes géantes de poulpes ou de saumons peuvent être interdits dès maintenant. Pour fermer les élevages et les abattoirs, les mesures mises en œuvre combineront, jusqu'à cessation complète, la limitation de leur taille, l'édiction de normes contraignantes de surface et d'hygiène et l'interdiction de la reproduction des animaux d'élevage destinés à la consommation.

Ainsi, les animaux ne seraient plus inséminés artificiellement, ne seraient plus mutilés, ne seraient plus sévrés prématurément et séparés de leurs congénères, ne seraient plus laissés pour mort-si malades, ne seraient plus engraisés, et ne seraient plus tués prématurément et inutilement. Pour ce qui est de la pêche, l'interdiction portera en priorité sur les chalutiers et senneurs, puis sur l'arrêt des pêcheries utilisant les arts dormants (qui effectuent le plus de captures accidentelles et représentent 65% de la flotte française⁸).

Les éleveuses qui le désirent doivent pouvoir continuer à travailler avec des animaux tout en sortant du système productiviste et bénéficier de programmes de « transformation »⁹. Ces mesures devront être renforcées pour les pêcheuses, dont l'activité porte sur la capture d'animaux libres. Nous pourrions alors envisager un service public dédié à une nouvelle relation avec les animaux, faisant des travailleuses dans les refuges et sanctuaires, actuellement dépourvus de statut juridique, des agents spécialisés dans le travail du soin aux animaux.

D'autres politiques pourront être mises en place pour une remise en liberté prochaine, ou une dédomestication de certaines espèces comme cela se fait dans certains parcs naturels.

En parallèle, devra être développée une

politique de végétalisation de l'alimentation reposant sur l'agroécologie (par exemple à travers des aides aux agricultrices et agriculteurs pour le passage au végétal, une commande publique végétale pour les cantines et une sécurité sociale alimentaire végétale), pour éviter que la fin de la production et de la consommation d'animaux soit perçue comme une restriction.

LES ANIMAUX DE COMPAGNIE

Nous défendons, en mesure d'urgence et de justice sociale, la création d'une sécurité sociale pour les animaux et de centres publics et gratuits de soins, tant ceux-ci sont coûteux.

Au-delà, ces animaux doivent bénéficier des politiques adaptées aux intérêts spécifiques de leur espèce. L'interdiction de la vente des chiens et chats en animalerie, effective depuis 2024, doit être étendue à l'élevage et au commerce de l'ensemble des animaux, de sorte à ne plus permettre que l'adoption d'animaux issus de refuges ou de particulier-es. Ces mesures impliqueront un changement culturel majeur : nous n'achèterons plus des animaux pour leur « race »¹⁰, pour leur physique ou pour des caractéristiques précises. Vouloir composer une famille humain-e/animal-e se fera dans un cadre différent, et certaines espèces (en particulier celles non-domestiquées) ne seront plus à notre disposition. Vouloir posséder un-e animal-e ne sera plus quelque chose d'aussi facile qu'aujourd'hui, et plutôt que de s'en morfondre, mieux vaut s'en réjouir : les animaux ne seront plus forcés à quitter leur famille pour rejoindre les nôtres. Nos relations avec eux prendront une profondeur nouvelle et bien plus enthousiasmante que le rapport propriétaire/objet que nous entretenons malheureusement encore aujourd'hui. Cette politique n'est pas incompatible avec la préservation de liens de coopération (chiens guides ou d'assistance par exemple) garantissant des droits collectifs pour les animaux (soins, repos, retraite, etc.).

Enfin, l'enrôlement d'animaux dans la police et l'armée sera interdit.

L'EXPÉRIMENTATION

L'utilité de l'expérimentation sur les animaux est rarement démontrée, puisque seuls 5% des médicaments testés et approuvés sur des animaux sont commercialisés¹¹. Trop de laboratoires répètent une expérience déjà effectuée par un autre. Il faut arrêter de subventionner les tests sur animaux, rendre obligatoires les alternatives non-animales

quand elles sont disponibles, et financer un plan massif de recherche pour des méthodes *in vitro* ou numériques en prenant sur les profits des laboratoires.

Nous proposons que les animaux soient mis au même niveau que les humains dans la loi, leur donnant des droits similaires et encadrant strictement les expérimentations qui les concernent. Les contrôles dans les laboratoires doivent être indépendants, annuels et sans annonce préalable. Les manquements devront être sévèrement réprimés. L'ensemble des instances doivent être réformées, les comités d'éthique en particulier. Mettre fin à l'expérimentation sur les animaux doit être un objectif clair et assumé pour éviter de continuer de trouver des justifications nouvelles à leur utilisation dans la recherche médicale. □

1) La sentience est la capacité d'être vivants à ressentir des expériences subjectivement, à être affecté positivement ou négativement par ce qui leur arrive (ensemble des vertébrés dont mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens, poissons, invertébrés crustacés décapodes, mollusques céphalopodes et insectes, notamment).

2) Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *L'éthique animale*, Éd. PUF, 2011.

3) Forcée par Barbara Noske, l'expression désigne le système d'acteurs (politiques, industriels, financiers) qui organisent l'exploitation des animaux.

4) Neuvième baromètre IFOP (2026), Les Français et le bien-être des animaux. D'autres propositions sont également très populaires, comme l'interdiction du transport d'animaux d'élevage vivants (91% d'opinions favorables), de la vente en ligne de tous les animaux (86%), de la vente d'animaux de compagnie en animalerie (77%), de la corrida (78%), de la chasse à courre (78%), de la chasse pendant les vacances scolaires, week-ends et jours fériés (entre 79 et 82%) ou de toute expérimentation animale (80%).

5) Loi n°2021-1539 du 30 novembre 2021.

6) Marc Bekoff, *Les émotions des animaux*. Éd. Payot et Rivages, 2009.

7) Le marché de la viande et des produits laitiers représente près de 82 milliards d'euros en 2024 en France selon le ministère de l'agriculture.

8) Ministère de la mer et de la pêche, État des lieux de la transition énergétique des flottes de pêche et d'aquaculture, 2025.

9) La transformation est la transition volontaire des agricultrices qui quittent l'élevage pour développer une ferme post-élevage ou « transforme », dédiée à la préservation de leurs ancienne-es animaux d'élevage et à l'accueil de nouveaux. Voir Nicolas Salliou, *Quitting livestock farming: transformation pathways and factors of change form post-livestock farmers' accounts*. Éd. Frontiers, 2023.

10) La « race » est un rang taxinomique informel et controversé. Elle repose sur des critères subjectifs et pratiques dans le cadre de la sélection humaine, de la reproduction et de l'échange des animaux domestiques.

11) Ineichen BV, Furrer E, Grüniger SL, Zürrer WE, Macleod MR, Analysis of animal-to-human translation shows that only 5% of animal-tested therapeutic interventions obtain regulatory approval for human applications, *PLoS Biol* 22(6) : e300266, 2024.

Ce que le capitalisme fait au vivant

CHRISTINE POUPIN

La violence extrême de la maltraitance des animaux par l'industrie capitaliste de la viande suscite des protestations plus que légitimes. Des mobilisations de masse sont indispensables pour y mettre fin : il ne s'agit pas d'excès regrettables auxquels il serait possible de remédier avec quelques « chartes du bien-être animal », mais d'une violence inhérente à l'agriculture industrielle productiviste.

Au sein du NPA-A, nous sommes d'accord pour combattre l'industrie de la viande et des produits laitiers — qui fait aussi peser de lourdes menaces sur le climat, la santé humaine et la biodiversité — et, en conséquence, pour défendre une réduction drastique de la consommation carnée.

La consommation mondiale de viande doit être réduite de manière drastique, particulièrement dans les pays et parmi les classes sociales qui consomment trop de viande. L'industrie de la viande et des produits laitiers doit être démantelée et il faut promouvoir une alimentation basée principalement sur la production locale de légumes. Ce faisant, nous mettons fin au traitement abject des animaux dans l'industrie de la viande et la pêche industrielle. (Point 4.8. Souveraineté alimentaire ! Sortir de l'agro-industrie, de la pêche industrielle et de l'industrie de la viande, du *Manifeste pour une révolution écosocialiste* adopté par la Quatrième internationale¹)

Cependant un débat sur les relations entre êtres humains et animaux nous traverse. Certains points de désaccord sont traités dans un autre article de ce numéro sur la question de la « sentience des animaux non-humains », des droits des animaux... ou dans un numéro précédent sur l'élevage paysan, et ne seront pas repris ici.

Nous voulons revenir sur le soin au vivant dans notre projet écosocialiste et sur la rupture que représente le capitalisme dans le traitement de la nature

SUR LES RELATIONS QUE LES HUMAINS ENTRETIENNENT AVEC LES ANIMAUX, LE RESTE DU VIVANT, LA NATURE

À nouveau dans le Manifeste pour une révolution écosocialiste, nous écrivons (point 4.9. « Cohabiter avec le vivant, arrêter le massacre des espèces ») « *Le respect du vivant non humain est fondamental pour préserver les conditions de reproduction et d'évolution de l'espèce humaine. Le mode de production doit prendre en compte dès sa conception les relations avec le reste du vivant* », complété par le point 4.20 (« Favoriser une révolution culturelle fondée sur le respect attentif du vivant et « l'amour de la Pachamama » ») : « *Une rupture radicale avec l'idéologie de la domination de la nature par l'homme est indispensable au développement d'une culture écologique et féministe (écoféministe) du "prendre soin" des humains et de l'environnement. La défense de la biodiversité, en particulier, ne peut se fonder uniquement sur la raison (l'intérêt humain bien compris) : elle requiert tout autant d'empathie, de respect, de prudence et une conception globale que les peuples premiers résument par l'expression "amour de la Pachamama". Maintenir cette conception globale ou la réacquérir — par les luttes, la création artistique, l'éducation et les alternatives de production/consommation, notamment — est un enjeu idéologique majeur de la lutte écosocialiste. La modernité occidentale a systématisé l'idée que l'être humain est une créature divine dont la mission est de dominer la nature et d'instrumentaliser les animaux, réduits au rang de machines. Cette conception non matérialiste, intimement liée aux*

dominations coloniales et patriarcales, est aujourd'hui complètement disqualifiée par les connaissances scientifiques. Nous faisons partie de la Terre vivante, la vie humaine serait impossible en l'absence du réseau de la vie sur cette planète. »

Il s'agit de reconnaître non seulement notre profonde dépendance à l'égard de l'ensemble du vivant, mais notre appartenance à la nature. Cette reconnaissance s'oppose à la fable néo-libérale de l'individu entrepreneur de lui-même niant à la fois la dépendance des humain-es à l'égard de la nature et l'interdépendance des humain-es entre elles et eux, en particulier le travail de reproduction sociale assigné majoritairement aux femmes.

Elle rompt aussi avec une conception du vivant comme une machine dont l'humain serait le maître qui pose non seulement la discontinuité radicale entre l'humanité et le reste du vivant, mais aussi la supériorité de la première sur le second. Cette conception est inscrite fortement dans les religions monothéistes, très largement reprise par le capitalisme et aussi, malheureusement, reprise par des pans entiers du mouvement ouvrier. Si le capitalisme y a vu une forme de justification de l'exploitation sans limites des ressources, la domination/maltraitance extrême et à grande échelle des animaux actuelle est propre au capitalisme industriel.

Si avec Montaigne : « nous devons la justice aux hommes, et la bienveillance

et la douceur aux autres créatures qui peuvent les ressentir », devons-nous, dans le respect dû au vivant, distinguer les animaux, ou certains d'entre eux, et selon quels critères ?

Daniel Bensaïd écrivait en 2003 « *Le souci éthique envers les animaux rejoindrait [...] le souci anthropocentrique porté à la dégradation de l'environnement, aux catastrophes alimentaires, ou aux désastres sanitaires. Mettant en évidence leurs communs dénominateurs, l'approche écologique exigerait par conséquent une révision critique de l'anthropocentrisme unilatéral qui a généralement caractérisé le mouvement socialiste* »². Et il poursuivait en se demandant « *s'il est indispensable d'aborder la responsabilité envers les animaux d'un point de vue moral (difficile à fonder), et non simplement d'un point de vue écologique. [...] N'est-ce pas jouer un anthropocentrisme (celui du privilège humain de pouvoir penser le monde en termes moraux) contre un autre (celui d'un humanisme égoïste plaçant l'humanité au sommet de la création) ?* »

Nous devons assumer empathie, respect, précaution et responsabilité à l'égard de l'ensemble du vivant à la fois comme condition de survie de l'humanité et comme éthique écosocialiste.

LA DESTRUCTION CAPITALISTE DU VIVANT

On ne peut traiter les relations entre les humains et la nature indépendamment de leur organisation, de leur transformation profonde par le capitalisme à ses différents stades.

D'une part, la production capitaliste est dépendante de la nature qui lui sert de réservoir pour ses matières premières (la terre, l'eau, les forêts, les minerais, les plantes et les animaux...) et de décharge pour ses déchets. De l'autre, nier toute valeur propre à la nature, s'affranchir de sa nécessaire préservation, s'approprier ses « dons », permet au capital de maximiser ses profits en baissant à la fois le coût des intrants — matières premières, énergie, transport... — mais aussi celui de la main-d'œuvre en réduisant les prix de l'alimentation. « *Plus qu'une relation au travail, le capital est donc aussi une relation à la nature, une relation cannibale, extractive qui consomme*

toujours plus de richesses biophysiques afin d'amasser toujours plus de valeur tout en niant les « externalités » environnementales »³.

Ce qui est vrai de la nature en général s'applique particulièrement tant à la force de travail humaine, qui est aussi une force naturelle, qu'à la force vitale des animaux. Ce que Daniel

« *La production capitaliste est dépendante de la nature qui lui sert de réservoir pour ses matières premières et de dépotoir pour ses déchets.*

Nier toute valeur propre à la nature, s'affranchir de sa nécessaire préservation, s'approprier ses "dons", permet au capital de maximiser ses profits en baissant le coût des intrants et celui de la main-d'œuvre en réduisant les prix de l'alimentation. »

Tanuro formule ainsi « *la chosification des humains et la chosification des autres espèces renvoient toutes deux au vampirisme du capital : en suçant le travail vivant, le travail mort suce aussi par conséquent la force vitale des vivants non humains qui entrent comme "ressources" dans le procès d'accumulation* »⁴.

C'est aussi ce que nous écrivons d'une

autre manière dans le Manifeste : « *le capitalisme a besoin de soumettre la paysannerie aux diktats de l'agro-business producteur de malbouffe pour comprimer le prix de la force de travail ; et besoin d'éliminer la relation respectueuse que des communautés humaines entretiennent encore en leur sein et avec la nature (dont les animaux), pour y substituer son idéologie individualiste de la domination, qui transforme le collectif en automate et le vivant en choses mortes.* »

Concernant l'agriculture et l'élevage, la domination de l'agro-industrie impose une métamorphose radicale en une pure production de marchandises qui s'affranchit de son enracinement naturel et donc de ses régulations, de ses obligations de prendre soin. Il n'y a pas de continuité entre l'agroécologie et l'élevage paysans, d'une part et l'agro-business d'autre part, mais une rupture brutale et une incompatibilité. La pression de la concurrence mais aussi les ravages causés par la seconde tendent à faire disparaître les premiers. L'enquête sur la structure des exploitations agricoles⁵ menée tous les trois ans par le ministère de l'Agriculture dénombre la disparition de 40 000 fermes entre 2020 et 2023. Selon l'association Terre de liens, cette disparition des fermes « *va de pair avec une industrialisation toujours plus poussée de celles qui subsistent. Les fermes conventionnelles commercialisant exclusivement en filière longue représentent ainsi 70 % des fermes au niveau national* »⁶.

Marx distingue la subsomption (domination, subordination, appropriation) formelle du travail, tant que le capital soumet le travail tel qu'il préexiste (à l'exemple des fileuses ou tisserandes à domicile pour les entreprises cotonnières anglaises) et la subsomption réelle quand le capital bouleverse le travail et donne naissance à des processus et organisations de travail radicalement différentes (à l'exemple du taylorisme). Cette dernière étant la forme spécifiquement capitaliste du procès de travail.

On peut, avec Paul Guillibert⁷ ou Alain Bihl⁸ appliquer cette théorie à la nature afin de penser les modes spécifiquement capitalistes de sa domination.

Par la subsomption formelle, le capital s'approprié directement les ressources naturelles telles que la nature les met

à sa disposition sans en modifier le fonctionnement, en s'adaptant à leurs limites et contraintes. La subsomption réelle cherche à adapter le plus étroitement possible les processus naturels eux-mêmes aux exigences de la valorisation du capital, en forçant sans cesse davantage la nature à se mettre à son service, en la façonnant, la transformant. Transformation qui se traduit par le forçage des processus de maturation des végétaux et des animaux, les modifications génétiques, l'usage des biocides, les « fermes-usines » et abattoirs industriels... un modelage capitaliste du vivant.

SUR L'ANTISPÉCISME

L'antispécisme ne date pas d'aujourd'hui. La préoccupation pour les animaux était déjà présente au sein des courants anarchistes et révolutionnaires du 19^e siècle, chez des militant·es comme Louise Michel ou Élysée Reclus. Mais sa résurgence actuelle doit être comprise dans son contexte. Celui de la destruction, appropriation, transformation capitaliste du vivant avec ses conséquences mortifères et abjects sur les animaux.

Mais aussi celui de la transformation par le capitalisme, de nos subjectivités, de nos expériences physiques et émotionnelles, de la nature.

Le capitalisme productivisme, l'industrialisation de la production et particulièrement de la production agricole, l'urbanisation sous sa forme actuelle de métropolisation, l'envahissement de tous les aspects de nos vies par le capital, ont profondément altéré nos relations au vivant et donc aux animaux.

Selon le rapport de l'ONU *World Urbanization Prospects*, paru le 18 novembre 2025, 81% de la population mondiale est urbaine. En France, la part de la population vivant dans une unité urbaine varie de 57% en Bourgogne-Franche-Comté à plus de 99% en Île-de-France. Ces chiffres n'épuisent pas la question du rapport aux animaux, mais quand même.

Sur les 200 000 personnes qui travaillent avec des animaux en France, une part croissante concerne les animaux de compagnie⁹, y compris parmi les vétérinaires, ce qui n'est pas sans poser des problèmes de déserts vétérinaires.

Les occasions de vivre, travailler, partager l'espace avec les animaux — hors

animaux de compagnie — sont rares. Il nous est de plus en plus difficile de nous vivre comme une espèce parmi les autres, dépendantes des autres, de ressentir cette co-appartenance au vivant, de comprendre que nous dépendons de la vie, de la bonne santé, du bon état des autres vivants. Pourtant, nous avons impérativement besoin, d'« *inventer une nouvelle culture du vivant* [différente de celles du paléolithique ou des peuples autochtones] *nouée à nos relations écologiques d'in-*

« *La résurgence actuelle de l'antispécisme doit être comprise dans le contexte de destruction, d'appropriation et de transformation capitaliste du vivant avec ses conséquences mortifères et abjects sur les animaux. Mais également celui de la transformation, par le capitalisme, de nos expériences physiques et émotionnelles de la nature.* »

terdépendance avec nos mondes multispécifiques actuels et à venir ». (Baptiste Morizot, 2025).

L'antispécisme apparaît comme un contournement de cette tâche, avec deux conséquences liées :

- 1) octroyer aux animaux un mode de protection — des droits, une personnalité juridique — et un mode d'agir — l'implication dans le mouvement d'émancipation — proprement humains ;
- 2) créer une catégorie, celle des animaux sentients, pour découper, au sein du vivant, ceux qui nous

ressemblent le plus.

L'antispécisme ne constitue pas une avancée ou un enrichissement de notre programme écosocialiste, mais un raccourci qui, loin de nous sortir de l'anthropocentrisme, en crée un nouveau et qui nous éloigne de notre compréhension de l'émancipation comme auto-émancipation des exploité·es et des opprimé·es agissant collectivement, consciemment.

LE DÉBAT DOIT SE POURSUIVRE

La priorité commune doit être de construire une alliance internationaliste des forces disponibles, — payan·es, peuples autochtones, salarié·es de l'agro-industrie, militant·es de l'écologie populaire et radicale, militant·es pour le climat et la biodiversité, militant·es de la cause animale... — contre l'élevage industriel, l'industrie agroalimentaire et donc le mode de production et de reproduction capitaliste.

Notre boussole écosocialiste est celle de l'auto-émancipation et celle-ci n'est réellement possible et digne de l'humanité que dans la conscience du fait que notre espèce appartient à la nature tout en ayant, du fait de son intelligence spécifique, la responsabilité, désormais incontournable et vitale, de prendre prudemment soin de celle-ci. □

1) IV^e Internationale, Manifeste pour une révolution écosocialiste — Rompre avec la croissance capitaliste. *La Brèche*, 2024.

2) Daniel Besaid, Un monde à changer. Éd. Textuel, 2003

3) Nancy Frazer, Le capitalisme est un cannibalisme. Éd. Agone, 2025.

4) Daniel Tanuro, Face au désastre. Pourquoi Bruno Latour a tort et pourquoi il faut le prendre au sérieux. *Site ContreTemps.eu*, mai 2021.

5) Agreste, Enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA). *Site agreste.acriculture.gouv.fr*, 24 novembre 2025.

6) Terre de Lien, Produire plus, nourrir moins : comment l'agriculture industrielle vide les territoires. *Site terredeliens.org*, 17 février 2026.

7) Paul Guillibert, Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail. Éd. Amsterdam, 2023. On y lit « La subsomption formelle de la nature par le capital qui désigne l'enrôlement direct de la productivité des relations non humaines sans modification de leur processus naturel de sa subsomption réelle qui désigne la transformation des processus d'engendrement de la naturalité elle-même ».

8) Alain Bihl, L'écocide capitaliste. Éd. Page 2 et Syllepsedistingue appropriation formelle et appropriation réelle de la nature.

9) En France, 61% des ménages possèdent des animaux de compagnie et ce chiffre est en augmentation, en particulier chez les jeunes. L'attachement aux animaux de compagnie est une autre question non traitée ici.

L'écocide capitaliste en débat

ALAIN TONDEUR

Le sociologue marxiste Alain Bihr propose une très ample analyse de la catastrophe écologique planétaire dans un nouvel ouvrage dont le titre résume parfaitement le contenu : L'écocide capitaliste¹.

L'ouvrage se compose de trois tomes, dont les quelque 1200 pages représentent un travail remarquable de documentation, de synthèse et d'analyse.

Le premier volume dresse un état des lieux. Il examine de nombreuses facettes de la catastrophe (changement climatique, atteintes multiples aux milieux naturels globaux (océans, zones humides, forêts), dégradation des éléments -terre, eaux, air, énergie-, appauvrissement de la biodiversité, menaces sur la santé humaine). Cet examen met du même coup en évidence l'échec des politiques capitalistes de « développement durable » basées sur les solutions de marché ainsi que sur les mécanismes de compensation qui « au mieux ne sont pas à la hauteur des problèmes, quand elles ne les aggravent pas purement et simplement ».

Le deuxième volume, sous-titré « la nature en proie au capital », démontre que la catastrophe est bien le produit des rapports capitalistes de production basés sur l'expropriation des producteurs. Cette expropriation (« le grand déchirement », selon une expression trop peu connue de Marx !) est en effet à la base de l'aliénation de la nature et de la perte de conscience de l'appartenance à la nature, qui caractérisent la société contemporaine. L'auteur insiste sur le fait que le mode capitaliste d'appropriation de la nature s'opère par le truchement de ses modes d'appropriation du travail, les deux dimensions étant dès lors indissociables. Comme les autres auteurs écomarxistes ou écosocialistes, il s'attache à démontrer que la quête absurde de la croissance illimitée sur une planète finie découle impérativement de la nécessité pour le capital de se reproduire à une échelle toujours élargie, de sorte que la course au profit implique inévitablement de vampiriser à la fois le travail et la nature.

Le troisième volume « *met l'écocide capitaliste en perspective historique* ». Bihr abonde dans le sens des travaux soutenant que la dynamique écoci-daire du capital s'est manifestée dès la période protocapitaliste, à la fin du Moyen Âge. Il retrace son extension et son accélération à travers la première « révolution industrielle »

« Contrairement aux (crises écologiques) précédentes, cette crise ne peut pas être surmontée par le capital ; il ne peut au mieux (en se "verdissant") qu'en ralentir le rythme de développement, sans pour autant mettre fin à la dégradation continue et cumulative des conditions de la vie humaine sur Terre, qui est en quelque sorte inscrite dans sa logique intrinsèque »

et celles qui l'ont suivie, en montrant les implications de chacun de ces moments historiques du capital sur les systèmes agraires et les écosystèmes. Cette vision historique inclut une présentation de l'évolution de la pensée

économique aux prises avec l'écologie — depuis Malthus jusqu'à Daly, en passant par les néoclassiques, Jevons, Lauderdale, l'économie écologique, les théoriciens de la valeur-énergie, sans oublier Georgescu-Roegen et son approche par l'entropie.

DYNAMIQUES DE LA CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE

Ce volume débouche sur quatre chapitres examinant le lien entre la catastrophe écologique et la crise de reproduction du capital, au terme desquels l'auteur s'appuie sur la théorie des « ondes longues » pour confirmer que la crise est bien de nature systémique : « *Contrairement aux (crises écologiques) précédentes, cette crise ne peut pas être surmontée par le capital ; il ne peut au mieux (en se "verdissant") qu'en ralentir le rythme de développement, sans pour autant mettre fin à la dégradation continue et cumulative des conditions de la vie humaine sur Terre, qui est en quelque sorte inscrite dans sa logique intrinsèque* ».

La conclusion générale de l'ouvrage est intitulée « Le communisme ou la mort ». L'auteur écarte l'idée que la catastrophe écologique puisse provoquer l'effondrement du capitalisme. Plutôt qu'un effondrement, il envisage « une sorte d'apocalypse » dont les « quatre cavaliers seraient le chaos écologique, la paupérisation généralisée, la maladie, la guerre, le tout conduisant à des formes barbares de domination et de régulation sociopolitique ». Pour Alain Bihr, « *la crie multiforme du capitalisme nous place en définitive non plus seulement face à la célèbre alternative posée par Rosa Luxembourg entre le socialisme ou la barbarie mais, d'une manière plus radicale, face à celle entre le communisme ou la mort. Tout simplement parce que la catastrophe écologique qui l'accompagne ne se limite pas à dégrader les*

conditions de vie, elle menace plus fondamentalement la possibilité même de vie sur Terre ».

Il est évidemment impossible, dans le cadre d'une recension comme celle-ci, d'examiner en détail toutes les développements d'un ouvrage théorique aussi volumineux, qui embrasse de très nombreuses matières avec rigueur, d'une façon aussi fouillée et aussi riche (bien que parfois, à mon sens, avec un luxe de détails excessif).

Le résumé ci-dessus ne fait pas justice à cette richesse. Les personnes déjà convaincues du caractère capitaliste de la catastrophe écologique pourraient en conclure à tort que *L'écocide capitaliste* ne leur apprendra rien de neuf. Or, l'ouvrage, outre la masse de faits et de données qu'il rapporte, comporte de précieux éléments d'analyse susceptibles d'enrichir la pensée écosocialiste ou écomarxiste. À titre personnel, j'ai ainsi apprécié les développements du Tome 3 sur l'évolution des contradictions de la pensée économique face au défi écologique.

Étant fondamentalement d'accord avec l'analyse par Alain Bihr de la catastrophe écologique comme produit inévitable du mode de production capitaliste, ainsi qu'avec sa conclusion stratégique écosocialiste/écomuniste révolutionnaire, je me limiterai à trois réflexions, d'importance fort inégale en précisant qu'elles ne tempèrent nullement l'appréciation d'ensemble sur l'intérêt et l'utilité de l'ouvrage.

POUR UNE CRITIQUE MARXISTE DE L'ÉCOCIDÉ

Première réflexion : la critique marxiste ne suffit pas toujours à « marquer le point » dans des débats qui mobilisent les sciences exactes (l'auteur de ces lignes en a fait l'expérience). Alain Bihr a raison de dire que Georgescu-Roegen et ses partisans « méconnaissent les rapports capitalistes de production », mais il vaut mieux, en plus, se tenir à l'écart de leur analyse de la crise écologique vue sous l'angle de la hausse de l'entropie. Que les ressources minérales soient épuisables est une évidence, mais on n'éclaire rien en introduisant l'entropie dans cette discussion, car l'augmentation de celle-ci n'est pas une caractéristique intrinsèque de la matière, contrairement à ce qu'affirme Georges-Roegen, dont la vision eschatologique s'accommode bien de propositions concrètes assez

insignifiantes et moralisatrices.

Deuxième réflexion : l'idée que le capitalisme impliquerait le passage d'une appropriation formelle de la nature à une appropriation réelle mérite discussion. Pour Alain Bihr, l'appropriation réelle consiste en ceci que le capital force la nature à produire ce qu'elle ne produit pas spontanément, à ne pas produire ce qu'elle produit spontanément, et à produire des simulacres d'elle-même plus directement appropriables. Or, si c'est de cela qu'il s'agit, il faut conclure que le passage à l'appropriation réelle a coïncidé avec les

« *Le dépassement des limites écologiques, climatiques en particulier, implique forcément que la remise en cause du productivisme/consumérisme capitaliste se fasse dans le respect d'une "décroissance juste" de la consommation finale d'énergie, donc de la transformation et du transport de matière.* »

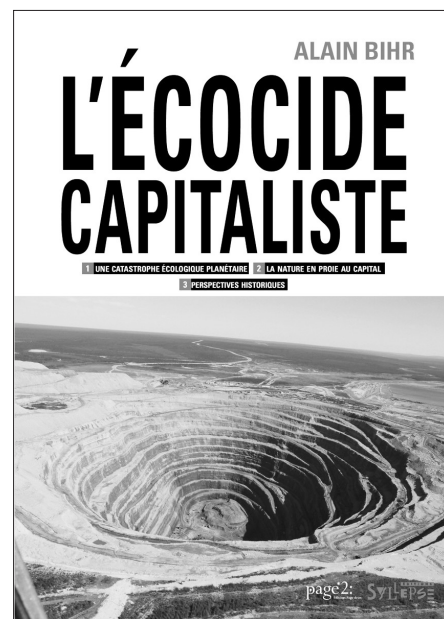
premières sélections d'espèces végétales et animales, ce qui signifie qu'il est beaucoup plus vieux que le capitalisme. On pourrait dire que le phénomène a été amplifié par le capitalisme (surtout dans la période récente, avec les biotechnologies), mais il ne constitue pas un marqueur du passage à la dynamique écocide du capital. Ici, Alain Bihr procède par analogie avec le raisonnement qui amène Marx à poser que le machinisme a permis au capital de passer d'une subsumption formelle du travail à une subsumption réelle, dans laquelle le travailleur n'a plus ni maîtrise ni compréhension du procès de production, de sorte qu'il

n'est plus que le porteur d'une force de travail abstraite, un accessoire de la machine soumis à la science qui se dresse face à lui comme une force hostile aux mains du capitaliste. Bihr rejoint dès lors Jason Moore dans l'idée que le capitalisme a produit non seulement un travail abstrait mais aussi une « nature abstraite ». Une nature à son image, « vampirisée ». L'analogie me semble trompeuse. La subsumption, c'est la soumission dans laquelle ce qui est soumis est intégré à ce qui soumet. Or, la nature n'est pas intégrée et pas intégrable au capital. Elle ne l'est que dans les fantasmes des économistes, mais suit obstinément ses propres lois. Comme disait Engels² : « *Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature, elle se venge sur nous de chacune d'elles* ». La catastrophe écologique incarne précisément cette vengeance redoutable.

La troisième réflexion est un étonnement. Le dépassement des limites écologiques, climatiques en particulier, implique forcément que la remise en cause du productivisme/consumérisme capitaliste se fasse dans le respect d'une « décroissance juste » de la consommation finale d'énergie, donc de la transformation et du transport de matière. L'écocide capitaliste, dans ses conclusions, n'évoque pas la question, même en termes généraux. C'est pourtant sous cette contrainte objective qu'il s'agit de penser un projet écosocialiste émancipateur. □

1) Alain Bihr, *L'écocide capitaliste*. Éd. Page 2 / Syllepse, 2026.

2) Friedrich Engels. *Dialectique de la nature*. 1883.



Combats et débats dans le mouvement du CPE en 2006

RAPHAËL GREGGAN

Il y a vingt ans, la mobilisation de la jeunesse obtient le retrait du Contrat première embauche (CPE), faisant rentrer ce mouvement dans l'histoire de notre camp social. Antoine Larrache, dans son livre CPE 2006 : une victoire exemplaire de la jeunesse¹, retrace le quotidien militant, tant au niveau local sur le campus de Jussieu, qu'au niveau national dans les coordinations des universités en lutte. Un témoignage précis et précieux de la dernière victoire nationale de la jeunesse.

Lorsqu'on raconte aujourd'hui la mobilisation de 2006, il semble que tout a été facile. Le 16 janvier, le gouvernement Villepin, propose une loi qui rend possible un contrat de première embauche (CPE) pour les jeunes de moins de 25 ans, avec une période d'essai de deux ans. L'ensemble de la jeunesse est indigné par ce contrat qui signe sa précarité à vie. Les universités sont bloquées par les étudiant-es, réunies en AG, qui se coordonnent chaque week-end pour donner l'orientation et les rythmes de mobilisation. Les manifestations sont énormes — des millions de jeunes défilent, partout en France, toutes les semaines pendant presque deux mois, se liant aux lycéens et aux syndicats du monde du travail. Tant et si bien que, le 10 avril, le gouvernement cède et annonce le retrait du CPE.

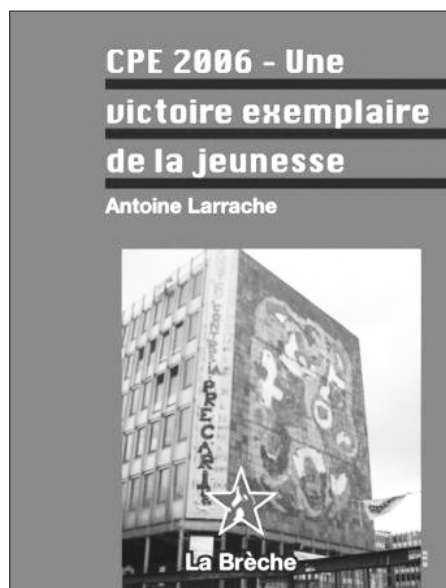
UN MANUEL DE LA MOBILISATION PARFAITE ?

Sur le papier, cette mobilisation est un manuel presque parfait du militant. La première chose est le front unique large qui se crée contre cette loi, regroupant les syndicats et les organisations politiques de la jeunesse, depuis le Parti socialiste jusqu'au anarchistes. Dans son ouvrage, Antoine Larrache montre le combat permanent pour maintenir l'unité entre trois pôles de la mobilisation. Le premier, représenté par la direction des organisations réformistes, est pour une mobilisation d'ampleur, qu'elles dirigent, uniquement limité sur le retrait du CPE. Le second est la mouvance gauchiste, qui veut un mouvement anticapitaliste, sans autre direction que les AG souveraines, qui appelle à la grève générale des travailleuses et travailleurs du pays. Le troisième pôle, incarné par l'orientation des JCR-LCR², qui veut un mouvement d'ampleur, avec une direction élue et révocable, dont les mots d'ordre se modifient en fonction de l'évolution réelle du niveau de conscience de la jeunesse : d'abord contre le CPE, puis contre la précarité en général et enfin contre le gouvernement — lorsque celui-ci réprime. Ce mouvement repose en premier lieu sur celle des jeunes³, « avant-garde tactique du mouvement ouvrier », dans l'objectif d'une grève générale, en lien avec la réalité de la conscience des organisations des travailleuses et travailleurs. Cette mobilisation n'aurait pas vu le jour sans une décision consciente des organisations de jeunesse (dont l'Unef,

principal syndicat étudiant nationalement), qui veulent une victoire contre la droite au pouvoir et qui savent — fort des échecs passés — qu'elles doivent entraîner largement au-delà de leurs cercles militants. Le point fort des JCR-LCR réside dans l'activité syndicale, ce qui leur a permis de sentir les premières évolutions du niveau de conscience des jeunes. Ce faisant, ils avaient des liens privilégiés avec les dirigeant-es de l'Unef, ce qui a permis un niveau de confrontation et de synthèse, qu'aucune autre organisation n'était en capacité de faire. Mais les activités des JCR ne se limitait pas au syndicalisme et ils avaient appris, dans les mouvements altermondialistes et antiguerre des années 2000-2003, à contester l'hégémonie réformiste, à diriger des cortèges de plusieurs milliers de personnes, de manière souple sur la forme et ferme sur le fond avec d'autres courants politiques. Enfin, la mobilisation de 2005 pour le « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE) leur avait donné une légitimité au sein des réunions unitaires larges. Antoine Larrache montre que la combinaison de ces divers éléments a donné une place centrale aux JCR dans la mobilisation contre le CPE.

AG, BLOCAGES ET AUTO-ORGANISATION

Pas de mobilisation large sans « les masses » d'étudiants. C'est ici le second point marquant du mouvement. Antoine Larrache montre bien les difficultés de construction, au-delà



des universités traditionnellement mobilisées (Rennes II, Le Mirail à Toulouse). À l'époque, il était étudiant à Jussieu (Paris). Ce campus est immense et regroupe plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, peu ou pas politisé. Centré sur son expérience, l'auteur montre bien les difficultés politiques et matérielles qu'ils ont rencontrés. Dans ce sens, son livre est un prolongement des témoignages du campus de Censier⁴ en y apportant une explication des enjeux politiques nationaux.

Les assemblées générales (AG) vont être le lieu de débats et de combats pour l'implantation du mouvement chez les étudiants. Pour franchir un cap — numérique et politique — les étudiant-es vont décider majoritairement de bloquer leurs lieux d'étude. Les « blocus » sont devenus un fétiche aujourd'hui, tant sur les universités que les lycées. Antoine Larrache montre avec précision que le blocage répondait à un problème objectif : libérer les étudiant-es de l'obligation de présence en cours et de la pression des examens pour avoir le temps de discuter, réfléchir et se mobiliser, mais permettait également de répondre à un problème politique : se réapproprié son outil d'étude et de travail et contrôler collectivement l'ensemble de A à Z. En détaillant le nombre de voix obtenus lors des « votes du blocage » dans les AG quasi quotidiennes, l'auteur montre que le débat était tendu (et souvent gagné de peu) et surtout que la mobilisation reposait sur la « majorité silencieuse » qui soutenait le mouvement de loin et se déplaçait lors des moments clés.

Le point structurant au quotidien de la mobilisation reposait sur les comités de mobilisation. Loin des grandes analyses générales⁵, Antoine Larrache montre la force de l'auto-organisation pour tous les aspects de la mobilisation : depuis la mise en place des blocages (avec ses chaînes, cadenas, tables et chaises), jusqu'à la structuration des cortèges (avec son service d'ordre, ses banderoles et son animation) en passant par les commissions culture, qui animent le quotidien et transforment la mobilisation en un moment de création collective populaire.

Chaque week-end, se tenait une coordination nationale, regroupant l'ensemble des universités en lutte. Elles n'ont jamais été aussi bien documentées et expliquées que dans ce livre. Antoine Larrache fournit en annexe l'ensemble des appels qui en sortaient

et explique les enjeux politique de chacun d'eux au fur et à mesure de la mobilisation : maintenir le front unique au début, y compris avec les réformistes alors que les « gauchistes » souhaitent leur exclusion ; faire évoluer les mots d'ordre pour transformer une mobilisation « syndicale » en mobilisation politique contre le gouvernement, sans tomber dans le révolutionnarisme de façade ; construire légitimement la mobilisation sans tenter de recruter pour « sa chapelle » tout en défendant une ligne claire et accessible à l'ensemble des étudiant-es : « *lorsque les désaccords entre les organisations paraissent insurmontables, on devrait sans doute s'acharner à construire les ponts qui permettent aux classes populaires de s'unifier car c'est dans l'action*

« Lorsque les désaccords entre les organisations paraissent insurmontables, on devrait s'acharner à construire les ponts qui permettent aux classes populaires de s'unifier car c'est dans l'action qu'elles prennent conscience de leur propre force. »

qu'elles prennent conscience de leur propre force et que, en fin de compte, elles se mettent à exister réellement, c'est-à-dire politiquement ».

NOUVELLE GÉNÉRATION OU FIN DE CYCLE ?

Le bilan global de cette mobilisation tiré par Antoine Larrache est le contre-pied de celui globalement admis dans les années qui ont suivies⁶. Plutôt que d'y voir l'émergence d'une nouvelle génération militante, il constate que « *Le mouvement contre le CPE est donc davantage le sursaut d'une génération qui ne veut pas se laisser écraser par les projets libéraux, en particulier par la destruction du contrat de travail, que l'émergence d'une nouvelle génération prête à s'affronter [jusqu'au bout] aux classes dominantes.* » Si le constat est

globalement juste quant à la partie réformiste qui dirigeait le mouvement, il n'en reste pas moins qu'une partie des directions actuelles des organisations du mouvement ouvrier (à commencer par Sophie Binet, l'actuelle secrétaire générale de la CGT) ont fait leurs armes il y a vingt ans, dans la mobilisation contre le CPE. Antoine Larrache néglige l'impact de cette mobilisation dans l'émergence de la « nouvelle vague féministe », non seulement quant aux personnalités, mais surtout parce que c'est dans et par la mobilisation que les consciences se transforment le plus rapidement : ce qui était acceptable avant ne l'est plus, à commencer par le sexisme quotidien. On retrouve ici, en écho, le même phénomène que celui du développement du féminisme dans l'après 1968.

Il est certain, aujourd'hui, que le CPE annonçait les offensives majeures du patronat contre les acquis de notre camp social. Jamais plus les gouvernements ne se laisseraient avoir à céder face à une mobilisation d'ampleur et ils seraient prêts à une répression sans précédent pour nous faire rentrer chez nous. Le mouvement anti-CPE est la fin du cycle victorieux ouvert par la mobilisation de décembre 1995 et la place centrale qu'y occupait l'extrême gauche. C'est ce mouvement qui a permis l'émergence d'un courant anti-libéral massif incarné par la France insoumise (LFI), qui ose mener de front une activité intra- et extraparlamentaire. Cependant, sans mobilisations ni grève, l'activité parlementaire reste anecdotique — même si elle est bien mise en scène sur les réseaux sociaux. C'est ici que le livre d'Antoine Larrache est indispensable aux militant-es qui cherchent à mobiliser largement pour gagner et aller vers la révolution. □

1) Antoine Larrache, CPE 2006 : une victoire exemplaire de la jeunesse. Éd. La Brèche, 2026. Les citations dans le texte en sont tirées.

2) Les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) est l'organisation de jeunesse de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui seront à l'origine du NPA en 2009.

3) Raphaël Greggan, Jeunesses et lutte de classe. Revue *l'Anticapitaliste* n°168-169, été-septembre 2026.

4) Collectif, Loin des censiens battus. Témoignages et documents sur le mouvement contre le CPE et la précarité. Éd. CNT, 2007.

5) Xavier Guesso, Mouvement contre la précarisation de 2006 : premier bilan. *Critique Communiste* n°180, juillet 2006.

6) Lire le dossier Jeunesse, précarité et nouvelle donne politique. *Critique Communiste* n°181, novembre 2006.

Y a-t-il un cinéma de droite en France ?

OLIVIER SILLAM

Oui, il existe un cinéma de droite mais aussi d'extrême droite, qui est parfois assez populaires, et ce n'est pas nouveau. Rappelons-nous en effet les comédies avec Louis de Funès, comédien ultrapopulaire en son temps et dont les films, malgré leurs personnages de grincheux, montraient finalement sous des jours favorables des patrons ou des gendarmes. Alors pourquoi se poser la question maintenant ? Et comment comprendre qu'il y ait un cinéma populaire de droite voire d'extrême droite ?

À la première question, la réponse est simple : le cinéma reste un art populaire, qu'on le voit en salles ou sur des plateformes et, dans la période que nous vivons, il peut véhiculer pas mal d'idées. Alors oui, globalement, le cinéma français produit pas mal d'œuvres plutôt engagées à gauche et de qualité mais, durant la dernière décennie, on a aussi vu son pendant à droite.

POLITIQUEMENT CORRECT ET PRÉJUGÉS RÉACTIONNAIRES

Cela commence par certaines comédies populaires dont l'exemple le plus flagrant est *Qu'est-ce qu'on a fait au bon dieu ?* (2014) de Philippe de Chauveron et ses suites du même réalisateur, *Qu'est-ce qu'on a encore fait au bon dieu ?* (2018) et *Qu'est-ce qu'on a tous fait au bon dieu ?* (2021). Là, il s'agit d'une série de films à succès qui tirent sur le même filon et qui se prétendent antiracistes. L'idée de départ est simple : un couple bourgeois bien catholique du centre de la France, joué par Chantal Lauby et Christian Clavier (qui la joue patron grincheux justement à la Louis de Funès), a déjà marié trois de leurs filles à un juif (joué par Ary Abittan, le protégé de Brigitte Macron, les « sales connes » s'en souviennent), un arabe musulman et un asiatique. Mais voilà que leur quatrième et dernière fille veut épouser un noir, alors que ses parents escomptaient qu'elle sauve l'honneur de la famille et épouse un français bien blanc (mais aussi bourgeois et catholique comme eux).

Horreur donc ! Le problème, c'est que ces films, tout en prétendant dénoncer le racisme, réutilisent tous les clichés issus du racisme justement.

Par ailleurs, les gendres issus de toutes les diversités (il manque quand même les Roms), sont patron ou avocat, le plus précaire étant acteur. Pas de rapport de classe dans la question du racisme donc, aucun ne vit en cité. Au mieux, ils en sont sortis comme le gendre arabe musulman (mais non, ce n'est pas un cliché). Quant à l'acteur noir, sa famille que l'on voit dans chacun des films est elle-même issue d'une bourgeoisie africaine bien peu marginale. Et évidemment, Christian Clavier et le beau-père africain de sa fille, racistes tous les deux, vont devenir copains et très ouverts d'esprit ! Les films se veulent aussi féministes puisque ce sont les femmes qui font toujours entendre raison aux hommes. Sauf que, Chantal Lauby et la belle-mère africaine de sa fille, sont « au foyer ». Quant aux filles du couple Clavier-Lauby, dans le second opus, elles sont toutes prêtes à suivre leur mari et s'installer à l'étranger, parce que c'est une bonne opportunité pour eux et la carrière de leurs maris est tellement importante qu'elles peuvent bien s'adapter ! Enfin, l'homosexualité est aussi abordée : la sœur du mari noir de la petite dernière a une copine qu'elle n'ose présenter à ses parents. Là encore, le traitement est identique à celui du racisme : pétri de bons sentiments mais bourré de clichés et toujours dans un milieu « protégé ».

FLICS ET FACHOS

Ces films représentent la vision d'une bourgeoisie qui se veut éclairée des questions sociétales. Mais il y a d'autres films, qui ont des visions encore plus réactionnaires de la société. Ainsi, *BAC Nord* (2021) de Cédric Jimenez avec Gilles Lellouche et François Civil, part d'une histoire vraie : des policiers de la BAC des quartiers nord de Marseille ont été arrêtés par l'IGPN pour trafic de stupéfiants. La thèse du film est que c'est parce qu'ils protégeaient leurs indics, qui étaient justement trafiquants de drogue, qu'on les a arrêtés et empêchés de faire leur travail et donc de démanteler tout le trafic. Le film sous-entend donc que l'IGPN empêche la police de faire son boulot alors que, dans la réalité, plus de 90% des saisines n'aboutissent pas. C'est donc sur un mensonge, qui est le point de vue des « syndicats » d'extrême droite de la police, qu'est bâti le film. Mais le film traite aussi les habitant-es des quartiers nord de Marseille comme des animaux, aucun n'étant à sauver, si ce n'est les indics. Cela flirte donc avec les clichés racistes et le mépris social et on ne se demande à aucun moment pourquoi la population qui subit la loi des trafiquants ne fait pas confiance à la police. Cédric Jimenez a aussi réalisé en 2022, *Novembre*, tout à la gloire de la BRI et de son action contre les terroristes du Bataclan, partant du principe qu'on ne peut pas être contre, mais oubliant toute distance avec ses personnages. *Chien 51*, qu'il a réalisé en 2025, est un film d'anticipation avec, là encore, des

héros policiers. Enfin, dernier point commun, ce sont surtout des « films d'hommes », comprenez où les héros sont des hommes virils dans une vision machiste et patriarcale de la société.

Quant à François Civil, il a tourné en 2024 dans *Pas de vagues* de Teddy Lussi-Modeste, qui s'en prend à l'Éducation nationale qui empêcherait un jeune prof de faire correctement son travail en ne « faisant pas de vagues » sur une (fausse) histoire de harcèlement qui le concerne. Là encore, le film part de faits qui pourraient être avérés pour tenir un discours de droite réactionnaire sur l'école publique en général.

L'ÉMERGENCE DU CINÉMA CATHO INTÉGRISTE

Mais au-delà du discours « conservateur-réactionnaire », il y a depuis peu des films ouvertement d'extrême droite. Il y a d'abord eu *Vaincre ou mourir* de Paul Mignot et Vincent Mottez sorti en 2023, film à la gloire des Chouans durant la Révolution Française et financé par le Puy du Fou (si, si) et Canal+ de Bolloré. Heureusement, ce coup d'essai était très mauvais (oui je l'ai vu mais sans payer grâce à des moyens que la morale bourgeoise réprouve) et il n'a pas marché mais ce n'était qu'un coup d'essai justement.

En octobre 2025 est sorti *Sacré-cœur, son règne n'a pas de fin*, docufiction de Sabrina et Steven Gunnell, film catholique intégriste qui a disposé de

financements de la chaîne cryptée. Je n'ai pas vu celui-ci, mais il a pu bénéficier de toute la surface de promotion de l'empire Bolloré (JDD, Cnews,

« Au-delà du discours “conservateur-réactionnaire” des films populaires de droite, il y a depuis peu des films ouvertement d'extrême droite, financés par Canal+ et Bolloré.

Le bouche à oreille des milieux conservateurs-catho-tradis ainsi que la diffusion par UGC ont largement contribué à leurs bons résultats. »

Europe 1...), du financement de Bolloré (Canal+) et de la distribution de Bolloré (UGC, nous y reviendrons). Le résultat est effrayant sur le plan politique et médiatique. D'abord la RATP

et la SNCF, qui refusaient toute publicité pour ce film au nom de la laïcité, ont subi les attaques de la Bollosphère, accusées de racisme « anti-catholique », variante du pseudo-racisme anti-blanc. Ensuite, certaines mairies qui refusaient de le passer dans leurs salles municipales ont été contraintes de le faire par la justice, comme ce fut le cas à Marseille par exemple. Mais surtout, ce film a trouvé son public puisqu'il a enregistré plus de 200 000 entrées en France.

Le bouche à oreille des milieux conservateurs-catho-tradis ainsi que la diffusion par UGC ont largement contribué à ce résultat. UGC est actuellement détenu à 33% par Bolloré et une prise de contrôle à 100% est prévue d'ici 2028. Ainsi, non content de contrôler une partie de la production via Canal+, le milliardaire d'extrême droite pourrait contrôler une partie de la distribution (55 multiplex en France métropolitaine et je ne connais pas la situation dans les ex-colonies). On peut donc craindre dans le futur que, ce qui ne fut que des coups d'essais, réussis pour le second au moins sur le plan financier et public, ne se transforment en une part de l'industrie cinématographique en France. Car – il faut le rappeler – le cinéma est une industrie capitaliste et, s'il y a un public pour de telles œuvres, rien n'empêche d'autres films de cette mouvance d'émerger à l'avenir. □



Manifestation intersyndicale à Paris, le 18 septembre 2025 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Un front uni antifasciste pour le 1^{er} mai à Mâcon

COORDINATION MÂCON SOLIDAIRE*

Fin janvier 2026, la Saône-et-Loire apprenait, via la presse locale, la tenue d'un événement national du RN, en présence de Marine Le Pen et Jordan Bardella, à Mâcon, préfecture de ce département rural et ouvrier qui, lors des législatives 2024, a vu l'élection de quatre députés d'extrême droite sur cinq circonscriptions, soit quatre fois plus qu'en 2022.

La ville de Mâcon occupe une place particulière : en avril 2024, un groupe local ouvertement néonazi et violent, l'Active Club Nouvelle Rhodésie – dont l'objectif est de pratiquer des sports de combat entre suprémacistes blancs –, s'en est violemment pris à un militant d'un local libertaire de la ville. Si les auteurs de l'agression ont été condamnés en justice, ils ont depuis repris leurs activités sous le nom de Mâcon Dissidence, et ne cachent pas leurs volontés suprémacistes.

En outre, à moins d'une heure au nord de Lyon, le sud de la Bourgogne est dans la zone d'influence de l'importante fachosphère lyonnaise, galvanisée après la mort de Quentin Deranque et la campagne de désinformation qui s'en est suivie et consacrée par la minute de silence à l'Assemblée nationale.

Refusant de laisser le champ libre aux idées racistes, totalitaires et bourgeoises, le petit cercle des militant-es du mouvement social saône-et-loirien s'est mis en branle pour faire de ce jour de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs un temps de rencontre, d'échange et d'auto-organisation antifasciste.

En quelques semaines seulement, une vingtaine de camarades, de toutes les nuances et traditions de la lutte sociale, se sont constitué-es en un collectif informel pour dire non au RN.

S'UNIR POUR UN OBJECTIF COMMUN

Le compte à rebours lancé, en 3 mois, nous avons travaillé pour organiser, visibiliser et teindre ce jour aux couleurs de l'antifascisme.

Les vingt premiers jours ont été consacrés à l'agitation de nos réseaux militants

larges sur cette question, et quand assez de monde fut mobilisé, nous avons tenu notre première réunion.

Venant des quatre coins du département et environs, une vingtaine de camarades se sont rencontrés, et une fois tous nos téléphones dans le micro-ondes, nous avons commencé à élaborer un plan.

Armés-es de *post-it* et de stylos nous avons tracé les grandes lignes de ce que nous voulions pour cet événement, ce village antifasciste, puis nous nous sommes réparti-es en « commissions » pour tout mettre en place.

L'appel à s'unir contre le RN le 1^{er} mai a rapidement été signé par plus de 40 organisations associatives, politiques et syndicales, ainsi que plusieurs personnalités politiques, scientifiques et médiatiques. Fin mars, le collectif était invité par l'intersyndicale du département pour décider de la manière de porter cette journée ensemble, manifestation le matin et village l'après-midi.

Lentement mais sûrement, un mouvement unitaire s'est mis en place, non sans désaccords et frustrations, dépassant avec brio les embûches institutionnelles, interpersonnelles et organisationnelles.

LE VILLAGE DES RÉSTANCES SOLIDAIRES

7h30, esplanade Lamartine, la mise en place du village commence : plus de 200 bénévoles rejoignent les rangs, toutes motivés-es pour faire de cette journée un moment mémorable d'union populaire contre l'idéologie de l'extrême droite.

10h : départ de la manifestation avec plus de 3000 personnes, un succès comparé aux années précédentes : un

peu moins de 1000 personnes l'an dernier dans le département entier, dont environ 300 à Mâcon.

12h : arrivée de la manifestation et ouverture du village. Le temps est beau et environ 2000 personnes entrent dans le village pour prendre part aux différentes activités.

Nous sommes protégés-es par notre propre service d'ordre, extrêmement organisé, qui assure la sécurité de toutes, alors que la ville est envahie par des milliers d'adorateurs du RN. Concerts, spectacles, chorales militantes, conférences, tables rondes, bar, cantines militantes, espace enfants, jeux, lectures, soins militants, *légal team*, premiers secours, et tables de presse font de ce lieu un espace de rencontres antifascistes interrégionales nécessaires pour s'unir dans les luttes à venir.

CONSTRUIRE LA SUITE, SE STRUCTURER DANS LA DURÉE

Quelques jours plus tard, encore plus uni-es par le succès de la journée, le groupe moteur s'est retrouvé pour un bilan. L'idée étant de pérenniser ce front rural antifasciste pour en recréer sur tout le territoire.

Nous avons fait nos retours techniques, les points négatifs et positifs, puis sur l'avenir : comment s'organiser, se fédérer, prendre des décisions, se faire confiance...

Et nous avons aussi prévu un temps de débrief «émotionnel» pour la gestion de l'interpersonnel afin de recommencer sur des bases fertiles. □

*Ce texte a été co-écrit par la coordination de Macon-Solidaire dont fait parti le NPA-Bourgogne.